

La BPALC fidèle à son ADN de banque coopérative

■ La BPALC a présenté ses résultats 2025. Un bilan jugé positif par le Président du Conseil d'administration, Thierry Cahn. *Page 5*

Enchères : le patrimoine change de mains



■ Le groupe Ivoire organise une journée spéciale depuis ses douze hôtels de ventes, dont ceux de Reims et de Troyes, lors des Journées Marteau, le 27 mai. *Page 7*

Le logement social aubois montre l'exemple à la CDC

■ Olivier Sichel, directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations, a visité l'écoquartier de Pont-Sainte-Marie (10). *Page 6*

Champagne : « Le marché se déplace et se transforme »

■ Au Sparkling Wine Forum, les tendances qui émergent et qui vont influencer le marché des vins effervescents et du Champagne. *Page 4*

Portrait

■ L'Auboise Anne-Laure Brunaud. *Page 24*

12 pages d'annonces légales et d'appels d'offres.

Pages 11 à 22

« Une croissance ralentie mais pas de récession »



S'attaquant au volet conjoncturel de l'économie française au premier semestre 2026, Laurent Sahuquet, Directeur Banque de France Grand Est, avoue que tout est remis en cause. La croissance, la consommation, le chômage ou l'investissement dépendent du conflit au Moyen-Orient, de son ampleur et de sa durée. Quasi-fataliste, il mesure la récurrence d'une telle situation : « Quatrième choc en six ans avec le Covid, la guerre en Ukraine, l'inflation et le conflit au Moyen Orient. La question aujourd'hui est simple : jusqu'où les prix du pétrole et du gaz iront-ils et jusqu'à quand ? »

Le bilan 2026 paraît déjà incontournable : moins de croissance et plus d'inflation. La Banque de France, comme pour la guerre en Ukraine, mise sur trois scénarios, partagés par l'ensemble de l'Eurosystème et s'appuyant sur l'évolution des prix du pétrole et du gaz. Sur la cible prospective de l'inflation, conséquence du prix du baril de pétrole, la Banque de France avance, par scénario, une inflation 2026 à + 1,7%, 2,5% ou 3,3%, avec un baril à 92, 120 ou 145 \$.

Page 3

GRDF ouvre une nouvelle plateforme dans les Ardennes

Le nouveau site érigé sur la zone d'activités Edmonde-Foinant de Villers-Semeuse (Ardennes) réunit les quatre activités et les 56 salariés de GRDF. Au rez-de-chaussée, un atelier de 650 m² pour les techniciens d'intervention et sur deux niveaux, un espace de 880 m² est dédié aux services tertiaires et aux différents métiers. On y retrouve notamment l'agence d'interventions véritable « réacteur » des différentes équipes présentes sur les réseaux et auprès des clients; le service d'ingénierie qui conçoit et pilote les travaux de modernisation et de raccordement; le bureau de délégation de territoires, tenu par Stéphane Viet, le conseiller aux collectivités locales, ainsi que le pôle national « Diagnostic Qualité Gaz » géré par Céline

Gravelines. « Particularité de ce site, cette activité travaille de façon historique pour toute la France en accompagnant des particuliers confrontés à des problèmes de sécurité sur le monoxyde de carbone ou à des anomalies graves sur leur installation de chauffage domestique », résume Eric Laurent, le directeur territorial Champagne-Ardenne. Cette plateforme répond à notre métier de base en intervenant dans le cadre d'une délégation de service public pour les collectivités locales. La distribution de gaz, la construction, l'entretien et l'exploitation des réseaux pour 100 communes gazières représentent 60 000 clients se chauffant au gaz. »

Page 9

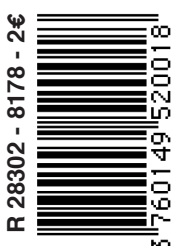
IMPACT
MAXIMAL

VISIBILITÉ
TOTALE

Optez pour la une,
soyez
incontournable



03 26 08 38 30



Tout ce qui se passe ici,
dans ma région s'écoute sur

ici Champagne
Ardenne

Ma radio locale.



Le télétravail accroît la productivité du travail



Le télétravail a accru la productivité dans les entreprises qui l'ont maintenu

Depuis la crise sanitaire, le télétravail s'est durablement installé dans les entreprises en France, dans une configuration hybride, fréquemment deux jours en distanciel pour trois en présentiel. Pour les entreprises non financières et hors immobilier, le télétravail est associé à une amélioration modeste mais réelle de la productivité du travail : une hausse de 10 points de la part de télétravailleurs est corrélée à un gain de 0,7 à 1,0 point de pourcentage de croissance de la productivité entre 2019 et 2022. L'effet apparaît nettement dans certaines sociétés : celles qui louaient, avant le Covid-19, des bureaux distincts des autres locaux de production ont davantage recouru au télétravail en 2022 (36 % en moyenne, contre 10 % pour les autres). (INSEE)

Les prix à la consommation



En avril 2026, les prix à la consommation augmentent de 2,2 % sur un an

En avril 2026, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de nouveau de 1,0 % sur un mois, comme en mars et après +0,6 % en février. Cette hausse s'explique par celle, en grande partie saisonnière, des prix des services (+1,2 % après +0,2 %), notamment de ceux du transport (+9,1 % après une stabilité) et de l'hébergement (+4,9 % après -0,8 %), et par une nouvelle forte hausse des prix de l'énergie (+4,7 % après +8,9 %), tirés par ceux des produits pétroliers (gazole, essence et combustibles liquides ; +8,2 % après +17,1 %). Les prix de l'alimentation augmentent légèrement (+0,2 % après +0,1 %). Les prix des produits manufacturés sont stables (après +0,7 %), comme ceux du tabac (après +0,3 %). (INSEE)

Les prix des services



Sur un an, les prix des services accélèrent légèrement : +1,8 % après +1,7 % en mars

Sur un an, les prix des services accélèrent légèrement : +1,8 % après +1,7 % en mars. Les prix des services de communication accélèrent sur un an (+3,8 % après +0,8 %). Ceux des « autres services » accélèrent légèrement sur un an (+2,3 % après +2,1 %) tirés par la hausse des prix des services d'hébergement (+5,6 % après +0,3 %), des assurances (+4,8 % après +3,4 %) et de la restauration (+2,7 % après +2,6 %). À l'inverse, les prix de la protection sociale ralentissent (services de garde d'enfants, maisons de retraite pour personnes âgées et foyers pour handicapés, aides à domicile ; +1,4 % après +2,0 %), comme ceux des services concernant l'entretien, les réparations et la sécurité du logement (+1,9 % après +2,2 %). Les prix des services récréatifs se replient légèrement (-0,1 % après +0,9 %). (INSEE)

baromètre

Reims, ville départ du Tour de France 2028 !



Arnaud Robinet, Maire de Reims, Christian Prudhomme, Président du Tour de France et Franck Leroy, Président de la Région Grand Est.

La nouvelle était attendue depuis que la Cité des Sacres avait acté sa candidature le 22 décembre 2025 pour accueillir le départ de la Grande Boucle. Et c'est toujours devant la majestueuse cathédrale que l'annonce a été faite : Reims accueillera le départ du Tour de France 2028. Un événement pour la ville mais aussi plus globalement pour la Région Grand Est, après des départs réguliers de l'étranger, Édimbourg en 2027, Barcelone cette année ou encore Florence en 2024. « Le Grand Est réunit de nombreux atouts pour accueillir ce grand départ », indique Christian Prudhomme, Directeur du Tour de France : « Le terrain sportivement probant, la beauté des paysages, l'histoire et la culture. » Car si Reims donnera le coup d'envoi de trois semaines de compétition à travers tout le pays, d'autres villes de la région ont été annoncées pour accueillir l'évènement : Épernay, Charleville-Mézières, Verdun, Metz ou encore Thionville, des communes qui résonnent particulièrement avec la commémoration des 110 ans de la fin de la Première Guerre mondiale. Six

noms pour quatre étapes. Pour en savoir plus sur le déroulé exacte de la course, il faudra attendre l'automne... Célébrant la plus célèbre des courses cyclistes, Christian Prudhomme a loué « 3 500 km de sourires qui font du bien et une parenthèse de joie à combien importante dans le monde et dans notre pays ».

La région n'en est pas à son premier accueil puisque en 2019, Épernay avait vu la victoire du coureur Français Julian Alaphilippe, « un événement qui reste dans les mémoires », souligne Franck Leroy, président de la Région Grand Est et alors maire d'Épernay. « C'est quelque chose de très important pour nous bien évidemment, le Tour, son aspect populaire, la fierté avec les prises de vue aériennes de voir les villages, les petites et les grandes villes, la beauté de notre pays vue dans 190 pays. »

15M€ DE RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Pour la Ville de Reims, accueillir un tel événement est « la meilleure campagne de communication que l'on puisse espérer », se félicite son maire Arnaud Robinet. « Nous serons au rendez-vous,

acteurs publics, acteurs privés, pour en faire un beau moment de fête sportive et populaire dans l'esprit de ce qu'est le Tour de France », assure-t-il, rappelant qu'organiser un tel événement sportif coûte environ 4 millions d'euros mais que les retombées sont évaluées quant à elles, à plus de 15 millions d'euros, « générées par les activités des hôteliers, restaurateurs et commerces auprès des visiteurs de tous horizons », selon les observations et études réalisées par Lille et la Région des Hauts-de-France en 2025. Pendant deux ans, la Ville et la Région vont préparer l'évènement, à travers de nombreux rendez-vous et moments de rencontres, dont le premier devrait se tenir lors de la prochaine Foire de Châlons... « Quand on voit le nombre de villes, de pays qui se battent, qui sont candidats pour ce grand départ, on mesure la chance unique que nous avons », livre le maire de Reims. Et pour célébrer ce deuxième accueil après celui de 1956, rendez-vous le samedi 24 juin 2028 !

NASTASIA DESANTI

Elles bougent

ÉLISABETH MOREAU NOMMÉE DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA BPALC



Le Conseil d'Administration de la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne a validé à l'unanimité, sur avis du Comité de Nomination, la nomination d'Élisabeth MOREAU en qualité de Directrice Générale. Elle succède à Dominique GARNIER, qui a fait valoir ses droits à la retraite. Diplômée d'un DEA de droit des contrats d'affaires, Élisabeth MOREAU débute sa carrière en 1995 auprès des entreprises en difficulté, au sein d'un cabinet de mandataire judiciaire. Elle rejoint ensuite le secteur bancaire et exerce des fonctions de management d'experts, notamment dans le domaine des engagements de crédits, à la Banque Scalbert Dupont (aujourd'hui CIC Nord-Ouest), puis à la Banque Populaire du Nord. À partir de décembre 2015, elle est nommée Secrétaire Générale de la Banque Populaire du Nord, où elle pilote la gouvernance ainsi que les risques, la conformité et les contrôles permanents et participe au Comité de Direction générale. En novembre 2022, Élisabeth MOREAU rejoint la Banque Populaire Val de France en tant que Directrice générale adjointe et Dirigeant effectif.

RECRUTEMENT ET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

EURO CONSULTING
CARRIÈRES

EURO CONSULTING CARRIÈRES
30th
ANNIVERSAIRE
1996-2026

Contactez
Eric Bohn
03 26 88 17 30

ebohn@eccarrieres.com
AVIGNON - LYON - NANCY - PARIS
REIMS - BARCELONE - SHANGHAI

décideurs

Les prévisions de la Banque de France écartent une récession économique

Économie. À partir de la lettre du Gouverneur de la Banque de France au Président de la République, bilan annuel, conjoncturel et structurel de l'économie et des finances, Hervé Gonsard, Directeur des services à l'économie et du réseau Banque de France et Laurent Sahuquet, Directeur régional Grand Est de la Banque de France, ont partagé avec le public rémois les clés de compréhension des enjeux économiques, présents et à venir pour la France.



De gauche à droite, Hervé Gonsard, Directeur Général des services à l'économie et du réseau Banque de France, Laurent Sahuquet, Directeur régional Banque de France Grand Est, Olivier Simon, Directeur départemental Marne Banque de France.

S'attaquant au volet conjoncturel de l'économie française au premier semestre 2026, Laurent Sahuquet, Directeur Banque de France Grand Est, avoue que tout est remis en cause. La croissance, la consommation, le chômage ou l'investissement dépendent du conflit au Moyen-Orient, de son ampleur et de sa durée. Quasi-fataliste, il mesure la récurrence d'une telle situation : « Quatrième choc en six ans avec le Covid, la guerre en Ukraine, l'infla-

tion et le conflit au Moyen Orient. La question aujourd'hui est simple : jusqu'où les prix du pétrole et du gaz iront-ils et jusqu'à quand ? »

Le bilan 2026 paraît déjà incontournable : moins de croissance et plus d'inflation. La Banque de France, comme pour la guerre en Ukraine, mise sur trois scénarios, partagés par l'ensemble de l'Euro-système et s'appuyant sur l'évolution des prix du pétrole et du gaz. Sur la cible prospective de l'inflation, conséquence du prix du baril

de pétrole, la Banque de France avance, par scénario, une inflation 2026 à + 1,7%, 2,5% ou 3,3%, avec un baril à 92, 120 ou 145 \$.

Pour 2027, la Banque estime l'inflation à + 1,4% sur un scénario de base, à + 0,9% sur un scénario défavorable et + 1,7% sur un scénario très défavorable. Une prospective rassurante dans le contexte actuel d'une inflation à + 2,2%, résultat il est vrai, de la hausse du prix de l'énergie de 13% en un an. Toujours basée sur des trois scénarios, la croissance pourrait être en légère baisse, dans l'idéal de + 1% en 2026 à + 0,8% en 2027. Avec cette précision de Laurent Sahuquet : « Une croissance ralentie mais pas de récession dans nos prévisions ».

TOUS LES SCÉNARIOS SONT POSSIBLES

Si les derniers points de conjoncture évoquent des très bons résultats dans l'industrie, la défense ou la chimie et une certaine atonie dans la construction et les services, Laurent Sahuquet prévient : « Qu'il soit favorable, peu favorable ou très peu favorable, les trois scénarios sont équiprobables, à fin avril. Mais, dans les esprits : on se rapproche du scénario défavorable ».

En fin de son intervention sur la conjoncture économique, Laurent Sahuquet évoque un pouvoir d'achat en baisse, avec des salaires

qui augmentent désormais moins que les prix : +1,6%, avec une inflation a +2,2%. Prudent, et dans l'attente de la décision de la Banque Centrale Européenne sur les taux de crédit en juin prochain, il conclut : « C'est l'incertitude qui entoure toutes nos prévisions ».

LA FRANCE NE VA PAS SI MAL QUE CELA

En un peu moins de vingt minutes, l'intervention d'Hervé Gonsard, Directeur des services à l'économie et du réseau Banque de France, traite de l'aspect structurel de l'économie et des finances de la France, comparativement à la zone euro et aux Etats-Unis. La démonstration est limpide, moult aphorismes à l'appui : « Nous avons tendance en France à nous dénigrer, alors qu'en économie la psychologie compte aussi. »

Optimiste, actif, primaire, classification justement psychologique, Hervé Gonsard voit la France en bleu, blanc, gagne. L'inflation sur les quinze dernières années ? + 1,9% en France, sous la norme européenne des + 2%. « Une réussite qui fait de la France le bon élève de la zone européenne » ponctue l'intervenant. Sujet à plus de modération, une croissance française à 1,1% contre 1,2% avec cette précision : « C'est l'ensemble des économies européennes qui ont décroché par

rapport aux Etats-Unis. Une économie américaine qui a, beaucoup plus qu'en Europe, investi dans la recherche et le développement ». Mais dans cet ensemble européen, cette évidence : les pays nordiques et les Pays-Bas sont les plus performants.

LA TÂCHE : UNE DÉPENSE PUBLIQUE MAL MAÎTRISÉE

Hervé Gonsard note un taux d'emploi historiquement élevé, à 70%, un score jamais atteint depuis 1975 et un chômage maîtrisé qui ne devrait pas dépasser les 8%. Il évoque un pouvoir d'achat qui a augmenté au même rythme que celui moyen des européens et déplore le poids de la dépense publique au cœur de la croissance française. Une dépense parmi les plus élevées du monde : 57% du PIB contre 48% en moyenne dans la zone euro avec une dette appelée à progresser encore (+ 17% par rapport à l'avant Covid).

« Les taux de marge et les taux d'investissement, conclut l'intervenant, sont des bases solides, cependant marquées par un manque d'orientation du système productif vers l'innovation. Un modèle français qui est plus tourné vers l'endettement bancaire que vers l'épargne, tout cela ne doit cependant pas être inclus dans un sentiment de déclin ».

GÉRARD DELENCLOS

LES 190 ANS DE LA BANQUE DE FRANCE À REIMS

C'est Olivier Simon, Directeur départemental de la Marne qui conte cette histoire en prélude à la conférence économique.

C'est une ordonnance royale du 6 mai 1836 qui instaure l'ouverture d'un comptoir de la Banque de France à Reims, voici donc 190 ans. Pourquoi à Reims ? Choix d'un terroir économique riche, notamment par le commerce de la laine et du Champagne. Mission de l'implantation : soutenir l'économie, financer le négoce local. En 1894, la Banque de France dispose de 92 succursales sur le territoire national, un maillage quasiment comparable à celui d'aujourd'hui. Les différentes implantations à Reims au fil du temps ? En 1836, dans les appartements du Directeur. En 1837, reprise des bureaux des anciennes Douanes, Place Royale,

une aile de l'actuelle Préfecture. En 1855, dans un hôtel particulier, 41 rue Talleyrand, place de l'actuelle piscine municipale. En 1859, achat de terrains place de l'Hôtel de Ville et conception du bâtiment par l'architecte de la Banque de France, Gabriel Crétin. 1924, extension rue Colbert, prélude à d'autres installations, entre 1930 et 1939, modernisation des locaux et mises aux normes, de 1970 à 2001.

LES ÉVOLUTIONS DES MISSIONS DE LA BANQUE DE FRANCE ?

Nationalisation en 1945 et désormais pilier de la politique monétaire française. 1993, création de l'euro et intégration dans le système européen des banques

centrales. Aujourd'hui, les 3 S : supervision bancaire, stabilité financière et service à l'économie, ce dernier point élargi à présent à la transition écologique. Sur ce thème, la Banque de France est la première banque mondiale pour avoir verdi tous ses achats de portefeuilles. L'activité aujourd'hui à Reims ? Le droit aux comptes, le surendettement, l'éducation financière et économique auprès des jeunes, les services dédiés aux entreprises, l'analyse de la conjoncture et des partenariats avec des institutions diverses comme la CCI ou le Tribunal de Commerce, ou encore une mission de médiation entre les entreprises et les banques.

G.D.

Champagne. Dans un contexte incertain de baisse de la consommation, Antoine Viollette Professeur à Neoma Business School, délivre les tendances qui émergent et qui vont influencer le marché des vins effervescents et du Champagne.

« Le marché est en train de se déplacer et de se transformer »



Antoine Viollette est Professeur à Neoma Business School.

Après plusieurs années de recherches menées avec ses étudiants du Master Wine & Gastronomy, Antoine Viollette, Professeur à Neoma Business School, a présenté au public du Sparkling Wine Forum les tendances et les signaux faibles qui émergent, marquent déjà ou influenceront le marché des vins effervescents et du Champagne au cours des prochains mois voire des prochaines années.

Selon lui, ce qui apparaît comme une crise du secteur des vins effervescents est davantage une profonde transformation culturelle des usages et des consommateurs. Celle-ci passe

notamment par la manière dont le consommateur perçoit et utilise les bulles du Champagne et des effervescents. Alors qu'elles étaient quasiment systématiquement associées aux grandes occasions et célébrations, les bulles entrent désormais dans la consommation de tous les jours. « Nos bulles sont en train de quitter le territoire de l'exception et puis elles sont en train de rentrer sur le territoire du quotidien. Le consommateur ne célèbre pas moins, il célèbre autrement. Plus souvent, plus légèrement, plus spontanément, plus visuellement, plus socialement. »

Un changement qui se traduit également au niveau de l'approche mar-

keting des effervescents en général et du champagne en particulier, puisque désormais, on est davantage centré sur les moments de consommation plutôt que sur le produit, avec des attentes qui varient selon le contexte de consommation. Apéritif, rendez-vous sur un rooftop, brunch, « date » ou soirée improvisée... c'est l'ambiance qui détermine la consommation. « On est en train de passer d'une logique de produit à une logique d'ambiance et de moment de consommation », souligne Antoine Viollette. « La fréquence est en train de prendre le pas sur l'occasion, l'usage prend le pas sur l'origine et l'expérience est en train de prendre le pas sur le produit. »

COCKTAILISATION ET NO LOW

Toujours positionné sur le segment « prestige », le champagne doit composer avec d'autres produits sur le marché des effervescents : le Prosecco, plus accessible et en forte croissance et ensuite les Crémants et le Cava, un segment dit « à valeur crédible ». Et alors que le marché du vin est en phase de ralentissement, les effervescents résistent particulièrement bien en comparaison avec les vins tranquilles. « Le marché n'est pas en train de disparaître. Il est en train de se déplacer et de se transformer. » Cette transformation se traduit par trois grandes tendances émergentes. La première est celle du « Spritz effect », dans le sillage de la célèbre boisson

orange avec une consommation de bulles à l'apéritif dans des mélanges aux tendances amères. Vient ensuite la « cocktailisation », qui fait du vin effervescent un ingrédient de cocktail au service d'une « expérience ». Un sujet qui reste sensible en Champagne, où les producteurs ne sont pas enclins à encourager le mélange de leur vin dans des cocktails. « Le cocktail est une tendance qui est en train de monter et donc c'est une opportunité immense en termes de volumes. Il y a donc une petite réflexion à avoir parce que derrière il y a des volumes à la clé », avertit le spécialiste des tendances.

Enfin, la troisième tendance de fond est celle du « No-Low », pour no-alcohol ou low-alcohol (pas ou peu d'alcool) qui se développe fortement, notamment chez les jeunes générations qui recherchent « davantage de contrôle et de flexibilité ».

Ce secteur du No Low progresse rapidement, à l'image de la marque French Bloom en plein essor en France. C'est un marché sur lequel le Royaume-Uni est très en avance avec les grandes marques de spiritueux qui ont déjà largement intégré la tendance, notamment via le Gin sans alcool qui fait son entrée dans les verres des consommateurs par les cocktails. Si en France le phénomène reste récent, voire balbutiant, Antoine Viollette insiste sur l'importance de surveiller ces nouveaux usages et de ne pas passer à côté des attentes des

consommateurs.

C'est ce qui se passe aujourd'hui avec le développement du marché des RTD (Ready To Drink ou boissons prêtes à boire) en canettes ou petites bouteilles. Un format qui séduit de plus en plus car il répond à une consommation plus mobile et pratique. Si le champagne rechigne à se lancer dans l'aventure du RTD, à l'exception notable de Pommery avec sa Pop bleue et argentée et de quelques autres Maisons, celle-ci présente un potentiel de taille en matière de marketing, estime Antoine Viollette : « Vous avez un produit « Instagrammable » à mort ! », soulignant l'impact fort du bruit du bouchon, des bulles ou des rituels d'ouverture de bouteilles, particulièrement adaptés aux plateformes comme Instagram ou TikTok.

Mais au-delà de la forme il y a aussi un véritable travail d'éducation à faire sur le produit, en associant les barmen, sortes de trait d'union entre le sommelier et le maître d'hôtel, véritables prescripteurs pour ne pas dire ambassadeurs des marques pour relayer l'histoire des vins, leur production et les conseils de dégustation.

Une clé de plus délivrée aux professionnels champenois confrontés à un contexte incertain pour leur permettre d'aborder les nouvelles tendances et les opportunités de marché qui s'offrent à eux.

BENJAMIN BUSSON

Innovation. L'entreprise rémoise Initial Expertise crée l'événement à l'occasion de Green de Stars en alimentant la manifestation grâce aux batteries de véhicules électriques.

Quand les véhicules électriques remplacent les groupes électrogènes

Au-delà de l'innovation, c'est une véritable prouesse technologique qu'ont réalisée les équipes de l'entreprise rémoise Initial Expertise à l'occasion de la manifestation Green de Stars. Comment ? En remplaçant les groupes électrogènes habituellement utilisés pour alimenter les sites isolés par... des véhicules électriques. Une idée qui est née dans l'esprit de Stéphane Flandre, dirigeant de l'entreprise, en préparant Green de Stars avec son organisateur Bruno Blachon. En effet, ce dernier ayant prévu d'organiser son événement au niveau du circuit de Gueux cette année, il devait prévoir une alimentation électrique suffisante pour couvrir ses besoins en énergie : « Aujourd'hui, pour approvision-



R5 iconic, Alpine A390, Kia PV5, Tesla modèle Y, Citroën e-C4, X-Peng... plusieurs modèles différents ont été mobilisés pour cette opération unique en France. « Aujour-
d'hui, pour approvision-
ner tous ces événements éphémères
électricité ni réseau public - la seule
solution est de mettre en place des

groupes électrogènes qui fonctionnent au fioul », explique le dirigeant. Peu satisfait de cette solution aux antipodes des ambitions environnementales de son entreprise, il a donc imaginé disposer plusieurs véhicules électriques sur site afin de les raccorder et permettre à leurs batteries de créer un réseau autonome pour alimenter la manifestation.

Certains véhicules existant sur le marché disposent d'une fonctionnalité (appelée V to X) leur permettant de restituer leur énergie, il fallait néanmoins que les équipes d'Initial Expertise puissent trouver les solutions techniques pour que plusieurs voitures soient additionnées pour disposer de suffisamment de puissance et d'énergie. « Nous devons disposer de 50 KW en

puissance et de 400 Kwh en énergie pour alimenter Green de Stars. Nous avons réuni plusieurs ingénieurs et spécialistes venus de toute la France qui ont travaillé pendant plusieurs semaines afin de trouver la solution », souligne Stéphane Flandre, qui a également investi 30 000 euros dans le matériel nécessaire. « Le clin d'œil de cette opération c'est aussi que le circuit de Gueux est un circuit mythique pour les véhicules thermiques et que nous allons lui permettre de voir naître une innovation pour les véhicules électriques ».

R5 iconic, Alpine A390, Kia PV5, Tesla modèle Y, Citroën e-C4, X-Peng... plusieurs modèles différents ont été mobilisés pour cette opération unique en France.

BENJAMIN BUSSON

Finance. La BPALC a présenté ses résultats pour l'année 2025. Un bilan jugé positif par le Directeur général Dominique Garnier et le président du Conseil d'administration, Thierry Cahn.

La BPALC fidèle à son ADN de banque coopérative

Rester une banque coopérative, fidèle à ses valeurs. C'est ce sur quoi souhaite insister en premier lieu Thierry Cahn, Président du Conseil d'administration de la BPALC (Banque populaire Alsace Lorraine Champagne). « Les résultats sont ce qu'ils sont, et ils sont bons. Tout au long de l'année, les équipes et le conseil d'administration se préoccupent des sociétaires, des clients. Nous sommes une banque coopérative, et ce statut nous crée des obligations. » Parmi elles, celle de rester en physique, sur le territoire, par le biais d'agences, avec du personnel, contrairement à l'explosion des banques en ligne. En creux, il faut comprendre qu'avoir des locaux et du personnel coûte de l'argent mais que c'est bien ce choix-là, assumé, que compte encore poursuivre la BPALC. « Rester dans le territoire, ne pas fermer toutes les agences, respecter nos collaborateurs à tous les points de vue, distribuer une partie de nos résultats localement au territoire pour des œuvres, pour des opérations non commerciales, mais aussi pour l'investissement dans nos trois belles régions... Malgré le digital, vous aurez toujours quelqu'un qui vous répondra, qui sera là personnellement, physiquement présent ou au téléphone », insiste Thierry Cahn. Une direction appuyée par le directeur général, Dominique Garnier, dont



« La banque a également structuré un dialogue avec les dirigeants, intégrant pleinement les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance, afin de les accompagner dans leurs projets de développement et de transition », souligne Thierry Cahn, président du Conseil d'administration.

c'était la dernière assemblée générale avant le passage de témoin à Elisabeth Moreau, nommée Directrice générale dans la foulée (voir page 2) : « En 2025, plus de 327 000 sociétaires participent à la gouvernance de la Banque, dont le capital social s'élève à 1 293 millions d'euros. Cette solidité se traduit par un ratio de solvabilité de 26,9 %, très supérieur aux exigences réglementaires, garantissant à la Banque des marges de manœuvre durables pour accompagner l'économie régionale et les projets de ses clients. »

Les résultats ont quant à eux été clôturés il y a cinq mois, un bilan à remettre ainsi dans un contexte économique particulier. « Nous sortions d'une situation où l'inflation commençait à descendre, mais aussi d'un moment où il y avait une forte part d'incertitude dans le monde. À l'époque, il y avait "seulement" la guerre en Ukraine, et depuis lors, tous les événements que l'on connaît sont venus conditionner l'actualité et nourrir les inquiétudes », avance le Président du Conseil d'Administration qui se veut néanmoins

rassurant. « Nous disposons de fonds propres prudentiels qui représentent 2,5 milliards d'euros. Et surtout, nous avons un ratio très important pour les banquiers : le ratio de solvabilité. C'est ce qui rassure les marchés, les agences de notation, mais surtout nos sociétaires et nos clients sur la solidité de la banque. » Une solidité qui s'exprime aussi au sein même de la politique de recrutement de la BPALC, « avec un effectif stable autour de 2 500 salariés et le recrutement de 200 personnes essentiellement en CDI ».

MOINS DE CONFIANCE, MOINS D'INVESTISSEMENT

Une banque qui accompagne son territoire c'est aussi une banque qui collecte de l'épargne. « Notre encours d'épargne monétaire s'est élevé à un peu moins de 22 milliards d'euros en fin d'année. Le contexte de baisse des taux, notamment du Livret A, a conduit un certain nombre d'épargnants à réfléchir différemment et à se tourner davantage vers l'épargne financière et l'assurance-vie. L'encours d'épargne financière a ainsi dépassé les 9 milliards d'euros, en forte progression. »

Concernant les crédits, la banque coopérative constate « un aplatissement de l'économie ». « Moins de confiance signifie moins d'investissement. Cela est vrai pour les entreprises comme pour les

CHIFFRES CLÉS

- 579 M€ : produit net bancaire (+11,9%)
- 123,3 M€ (+19,5%) : Résultats Net Consolidé part du Groupe (normes IFRS)
- 359 M€ : frais de gestion
- 73 M€ : coût du risque
- 147 M€ : résultat net d'exploitation
- 21,7 Mds€ : encours d'épargne monétaire

particuliers », note Thierry Cahn. « Nos encours de crédits à la consommation sont stables, ceux de l'habitat légèrement en repli, et les crédits d'équipement également, notamment parce que les prêts garantis par l'État arrivent à leur terme. Je rappelle que nous avions prêté 1,3 milliard d'euros de PGE pendant la crise sanitaire. »

La Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne a par ailleurs poursuivi son développement dans l'assurance. « Nous sommes une banque-assurance et nous voulons mieux protéger nos clients face aux risques. Aujourd'hui, plus d'un tiers de nos clients sont assurés chez nous. Notre ambition reste qu'un client particulier sur deux soit assuré au sein de notre groupe. »

NASTASIA DESANTI

Distinction. La dirigeante de FTV, Virginie Rodrigues, également conseillère régionale Grand-Est, est nommée Chevalier dans l'Ordre national du Mérite.

Virginie Rodrigues, une cheffe d'entreprise pleinement investie



Patronne de FTV, Virginie Rodrigues de Oliveira, 46 ans, sera épinglée au grade de Chevalier dans l'Ordre national du Mérite par Jacques Jeanteur. Plus jeune, elle voulait être vétérinaire mais en 2001, la titulaire d'un BTS d'analyses biologiques et biotechnologiques finit par intégrer, en à la demande de son père Carlos, l'entreprise familiale, Fixation

Technique de Vireux, comme responsable qualité.

« Le deal convenu avec mon père, était de me former sur le tas et de mettre en place la certification qualité ISO 9001. Ne voulant pas être considérée comme une fille à papa, j'ai finalement touché à tout avec l'envie de faire avancer les choses. Mais suite au dépôt de bilan de son principal client, FTV s'est retrouvée en 2003 dans une situation critique au point d'être mise en redressement judiciaire. Je me suis alors retrouvée aux manettes en aidant mon père à traverser cette période délicate. Mon histoire professionnelle a commencé comme ça. Ce fut violent car il a fallu licencier douze personnes ». Pour soulager les finances de l'entreprise, Virginie Rodrigues se contente alors d'un mi-temps à FTV et devient, en parallèle, grâce à l'appui du Centre des Jeunes Dirigeants, conseillère professionnelle en entreprise où elle assure des prestations à Ardenca et Arden Plast à Mouzon, pour d'autres

PME et pour les services sociaux de la Croix-Rouge Française.

REPRENEUSE DE L'AFFAIRE FAMILIALE EN 2016

Elle tient aussi à bout de bras la PME de la Pointe à côté de son père et obtient la validation d'un plan de continuation. « Dans ses attendus, le tribunal de commerce de Sedan avait souhaité que j'entre à l'actionnariat de FTV à hauteur de 24 %, ce qui constituait une belle preuve de confiance et une récompense à mon implication ». Désireuse de voler de ses propres ailes, l'autodidacte enclenche en 2007 « un nouveau chapitre de (sa) vie en devenant gérante de la société VR Consulting au service de plusieurs entreprises ». Ce qui lui permet de renforcer sa connaissance du milieu industriel. Puis, en 2015, son père, lui demande de racheter FTV et d'en assurer la direction. « Après avoir un moment été sceptique, j'ai accepté tout en lui demandant de valoriser encore FTV

avant d'établir mon business plan pour rendre l'entreprise viable ». Le 8 janvier 2016, Virginie Rodrigues devient donc dirigeante et actionnaire en reprenant 85 % du capital de la PME.

« Je suis arrivée avec mon seul bagage de consultante qualité et j'ai donc multiplié les formations pour être à la hauteur et démontrer mes capacités. Après avoir fait ses premiers pas dans l'aéronautique, FTV s'est ouvert à l'armement, au ferroviaire au bâtiment, à la connectique électrique et à l'énergie. Tout en se spécialisant dans les produits de niche. »

Dix ans après son arrivée au commandes, la pépite viroquoise portée par l'engagement sans faille de sa dirigeante, totalement investie dans la transformation de son entreprise, est passée de huit salariés et 1,4 million de chiffre d'affaires à une vingtaine d'employés et un CA de 2,5 millions d'euros. FTV est devenue incontournable en matière de fixation technique offrant une expérience unique de production

de vis, axes, bagues et contacts électriques haut de gamme destinés à la sécurité des biens et des personnes. Elle répond à des cahiers des charges pointus. « On n'a pas le droit à l'erreur, nos vis doivent être parfaites, car elles sont utilisées dans des assemblages à haut risque », résume Virginie Rodrigues qui ne veut surtout plus dépendre d'un seul client.

Elle entend à l'avenir « développer de plus en plus la partie commerciale et ne pas s'emballer car on doit gérer l'entreprise dans un monde d'incertitudes ».

Celle qui dit s'« accomplir dans les défis » occupe depuis 2021 un poste de conseillère régionale Grand Est lié au développement économique et à l'enseignement supérieur. « La politique est un monde à part qui me nourrit intellectuellement. Je me suis rendue compte du pouvoir que ce rôle pouvait avoir. C'est pourquoi, je ne suis pas simplement auditrice dans les débats. »

PASCAL REMY

Logement. Olivier Sichel, directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations, en visite sur plusieurs réalisations dont l'éco-quartier de Pont-Sainte-Marie, entend bien partager les bonnes pratiques à Paris.

Le logement social auboisis montre l'exemple à la CDC



Le projet d'éco-quartier porté par Mon Logis et Action Logement revient à 32 millions d'euros, dont 14 millions financés par la CDC.

« J'ai besoin de me nourrir des idées du terrain », souligne Olivier Sichel, directeur de la Caisse des dépôts et consignations (CDC). « Ensuite, quand je reviens à Paris, je partage avec toutes les équipes de la Banque des Territoires ce qui se fait au plus proche du terrain pour aider encore mieux les projets des territoires. Le terrain, c'est là où est l'innovation, c'est là où nous sommes au contact les projets, les habitants, avec les maires et les élus ».

Après avoir visité des logements étudiants, des logements d'urgence pour les mères avec enfant, Olivier

Sichel (photo) a terminé sa visite à Pont-Sainte-Marie. Le nouvel écoquartier du Camp du Moulinet accueille 103 nouveaux logements construits et gérés par Mon Logis. Il favorise la mixité des habitants par la multiplicité des financements tant de logements sociaux classiques que de logements intermédiaires dont l'accès est ouvert à des foyers aux revenus supérieurs à ceux du logement social traditionnel, que des appartements seniors. « C'est le cœur de métier de la banque des territoires », explique Olivier Sichel qui entend bien s'inspirer des réali-

sations visitées. « Ici nous sommes au cœur d'un écoquartier absolument magnifique et très réussi. Il anticipe la transition démographique avec des logements adaptés aux seniors dès la conception. Je parlerai de ce que j'ai vu dans l'Aube ».

La Banque des Territoires affine ainsi son cahier des charges avec des critères aujourd'hui environnementaux qui imposent une classe énergétique A avec l'installation de pompes à chaleur dans les nouvelles constructions. « Avec le prix de l'énergie, ici, les locataires auront une facture énergétique la plus basse possible parce que les logements seront bien isolés et bien conçus dès le départ. Il n'y aura pas de passoire thermique ».



pour financer la construction des logements sociaux avec des prêts adaptés aux projets pouvant courir sur 30 ou 40 ans. Même si les Livret

A connaissent une décollecte de plus de deux milliards depuis le début de l'année, le directeur de la CDC reste confiant et la production de prêts pour les nouveaux projets ne semble pas en péril.

« Les Français ont épargné notamment lors de la période Covid. Le contexte fait qu'ils utilisent aujourd'hui leur épargne et qu'ils sont aussi rationnels en déplaçant leur épargne sur des assurances vie », poursuit Olivier Sichel. « Mais, je vous rassure, il en reste 450 milliards et suffisamment pour financer le logement social ».

MARIE BÉATRICE PADIRAC

LE FINANCEMENT DU LOGEMENT SOCIAL N'EST PAS EN PÉRIL

L'écoquartier du Camp du Moulinet est ainsi financé par la CDC via la Banque des Territoires, renforcé par la participation de La Banque Postale. Le projet structurant porté par Mon Logis et Action Logement revient à 32 millions d'euros, dont 14 millions financés par la CDC. La visite d'Olivier Sichel a été l'occasion de remettre symboliquement la lettre d'offre de financement, attestant du partenariat financier.

La Caisse des Dépôts et Consignations reste donc l'interlocuteur majeur du logement social. Elle gère l'épargne des Livret A des Français

SITÔT CONSTRUIT, SITÔT HABITÉ

Le succès de l'écoquartier s'est ressenti dès l'ouverture de la commercialisation des logements. Après plus de 600 prises de contact et 240 visites, 175 dossiers ont été présentés en commission d'attribution avec des loyers allant de 500 à 1 000 € selon le logement. « Tous les logements et les pavillons sont loués », explique Céline Varenne, directrice générale adjointe de Mon Logis. « Il y avait une vraie demande sur la partie inclusive, pour les personnes en perte d'autonomie ». Initié en 2012, le projet vise à une mixité intergénérationnelle favorisant le vivre-ensemble avec des pavillons individuels pour seniors autonomes, un bâtiment inclusif conçu pour les personnes en perte d'autonomie, des logements collectifs pour les jeunes actifs et les familles et des appartements réservés aux cotisants à Action Logement. Une salle commune, animée par les associations locales, permet les rencontres et la construction de la vie quartier. « L'objectif, c'est l'intergénérationnel. Cela peut sembler un peu galvaudé. Mais quand on le vit ici, c'est très positif. C'est notre raison d'être et notre objet social d'accompagner les parcours dans le logement. »

Conférence

L'action humanitaire se raconte au Village by CA

Le Père Pedro, de son vrai nom Pedro Opeka, est une figure marquante de l'action humanitaire contemporaine, surtout connu pour son travail à Madagascar depuis les années 1970, et plusieurs fois nommé au Prix Nobel de la Paix. En 1989, pour venir en aide aux familles vivant dans la plus extrême pauvreté dans une déchirure d'Antananarivo, il fonde l'association Akamasoa, signifiant « Les Bons Amis ». Aujourd'hui, grâce à lui, des milliers de personnes ont retrouvé dignité, travail, logement, soins, éducation.

Le Père Pedro témoignera de son action exceptionnelle mardi 26 mai, à 18 h, au Village By CA à Bezannes. Entrée libre

J.R.

CCI Marne Ardennes

Le Festival des Entrepreneurs signe son grand retour en 2027

Le Festival des Entrepreneurs revient en 2027 avec une seconde édition placée sous le signe de l'innovation et de l'expérience immersive. Fidèle à son ADN, l'évènement, organisé à Reims

par la CCI Marne Ardennes, s'enrichit de nouveaux partenariats d'envergure.

CAP SUR 2027 AVEC UNE AMBITION RENFORCÉE

En avant-première, le Festival des Entrepreneurs annonce son retour les 12 et 13 mai 2027 sur le site de la CCI Marne Ardennes à Reims pour une deuxième édition qui s'annonce encore plus riche et immersive. L'évènement poursuivra la valorisation de l'écosystème entrepreneurial local et s'inscrit dans une dynamique renforcée de partenariats avec les acteurs du territoire afin d'enrichir son contenu et d'amplifier son rayonnement. Ce retour fait suite au succès de la première édition, dynamique, festive et collaborative, avec une programmation riche et diverse. L'évènement avait réuni plus de 1 600 festivaliers et généré plus de 1 000 connexions, grâce à la mobilisation d'un réseau de 36 partenaires. Fort de cet engouement, le festival confirme aujourd'hui sa montée en puissance.

UN PARTENARIAT VU DU CIEL : MAGIC DRONE EN AVANT-PREMIÈRE

Pour inaugurer son lancement, le Festival des Entrepreneurs dévoile en avant-première un premier partenaire de marque : Magic Drone. Basée à Reims, l'entreprise est spécialisée dans la conception de spectacles de drones lumineux en France et en Europe. Depuis près de 5 ans, elle conçoit des shows mêlant technologie, art et émotion, offrant des expériences spectaculaires en France comme à l'international. Véritable signature visuelle de cette édition 2027, cette collaboration illustre l'ambition du festival : proposer des expériences toujours plus innovantes, immersives et marquantes.

Une pré-inscription est possible dès maintenant. Rendez-vous sur le site dédié de l'évènement : www.festivaldesentrepreneurs-cci.fr

Convention

L'URCA et l'Afev renforcent leur engagement en faveur de la réussite étudiante et de la solidarité

L'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA) et l'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville) ont officialisé, le mardi 12 mai 2026, la signature d'une convention de partenariat visant à renforcer et structurer leur collaboration au service de l'engagement étudiant et de l'égalité des chances.

Inscrite dans la continuité de près de vingt années de collaboration, cette convention marque une nouvelle étape dans la coopération entre l'URCA et l'Afev. Chaque année, près de 400 étudiantes et étudiants de l'URCA s'engagent déjà dans des actions solidaires, notamment à travers des dispositifs de mentorat auprès d'enfants et de jeunes des quartiers prioritaires.

À travers ce partenariat renforcé, les deux institutions réaffirment leur ambition commune de :

- favoriser la réussite et la persévérance étudiante ;
- lutter contre l'isolement et le décrochage ;
- encourager l'engagement citoyen des étudiantes et étudiants ;
- valoriser les compétences acquises dans le cadre de cet engagement.

En mobilisant les étudiantes et étudiants autour d'actions concrètes de solidarité, l'Afev contribue pleinement à la mission sociale de l'Université et à son ancrage territorial.

Patrimoine. Dans le cadre des Journées Marteau des commissaires-priseurs (du 26 au 31 mai), le groupe Ivoire organise une journée spéciale depuis ses douze hôtels de ventes, dont ceux de Reims et de Troyes. Rencontre avec Séverine Luneau et Thierry Collet, associés au sein de l'Hôtel des Ventes, rue du Temple, à Reims.

À l'Hôtel des Ventes, le patrimoine change de mains

Dans l'esprit du grand public, le monde des enchères est souvent associé à celui d'un univers confidentiel et feutré, peu accessible. Or, pour Séverine Luneau, commissaire-priseur associée avec Thierry Collet au sein de l'Étude Collet-Luneau, il n'en est rien. « Cela s'appelle des ventes aux enchères publiques, parce que tout le monde peut venir aux expositions, aux ventes et acheter quelque chose. Nous pouvons vendre aussi bien des objets d'une valeur inestimable que d'autres à plusieurs dizaines d'euros. » Il suffit de cheminer au sein de l'espace d'exposition avant une vente pour s'en rendre compte. Là, se côtoient des objets d'arts et mobiliers de toutes les époques. « La base de notre métier, c'est l'expertise avant tout », souligne Séverine Luneau qui indique que les lots proposés proviennent souvent de successions, de collections privées mais également de ventes suite à des procédures judiciaires. « C'est vraiment un métier dans lequel vous pouvez vendre un camion le matin, un diamant l'après-midi, des timbres-poste ou des vases chinois le soir ! »

Récemment, l'Hôtel des Ventes a proposé toute une collection d'art d'un médecin originaire des Ardennes. « Il y avait de l'art contemporain, de la faïence ancienne, des jouets, un peu de haute époque. C'était très divers et nous avons vendus près de 2 000 lots ! Nous avons mis à peu près deux mois à tout réper-

torier. » Généralistes, les commissaires-priseurs sont capables d'estimer de nombreux biens, mais pour certains, ils font aussi appel à tout un réseau d'experts, comme dans l'Art asiatique par exemple ou même, localement, pour le champagne. « Dans la région, ici, on trouve du bel art nouveau, de l'art déco, des choses très variées, parce qu'il y a quand même de nombreux collectionneurs. Nous avons également de jolis bijoux. Et puis évidemment, nous effectuons des ventes de vins et champagnes. »

ENCHÈRES EN SALLE ET EN LIVE

La vie d'un Hôtel des Ventes réserve aussi de belles surprises. Récemment, un vase chinois du XVIII^e siècle, en porcelaine et « émaux doucai » (technique de peinture de la porcelaine chinoise), estimé entre 20 et 30 000 euros est parti aux enchères à... un million d'euros ! « Ce vase est parti à Hong-Kong, il a été acheté par un collectionneur. » Une opération devenue possible par les ventes se déroulant sur place mais aussi simultanément en ligne grâce aux sites internet de Drouot et d'Interenchères. « Interenchères, c'est valable autant pour les ventes volontaires que judiciaires. Drouot Live, c'est plutôt pour les objets d'art, le mobilier et les tableaux », précise Séverine Luneau. « Aujourd'hui, quand on fait une vente, elle se déroule physiquement et traditionnellement avec le mar-

teau à la tribune. Mais, en même temps, nous avons deux caméras : une pour Interenchères, une autre pour Drouot Live. Les gens peuvent enchérir depuis leur canapé ou derrière leur bureau. Une fois l'objet remporté, il faut régler puis venir le chercher. Comme les plateformes permettent d'acheter depuis l'autre bout de la France ou du monde, il existe des sociétés de transport spécialisées qui récupèrent les objets dans les salles des ventes et les livrent aux acheteurs, qu'ils soient dans le Sud-Ouest, en Normandie, en Allemagne, à Londres ou à New York. »

La 20^e édition des Journées Marteau se déroule partout en France, du mardi 26 au dimanche 31 mai. Elles permettent au plus grand nombre de se familiariser avec le monde des enchères. Et contrairement à ce que l'on pourrait penser, la jeune génération s'intéresse aussi aux beaux objets. « On voit de plus en plus de jeunes dans les salles des ventes. Des trentenaires, des quarantenaires, parfois plus jeunes encore, qui ne veulent pas d'intérieurs standardisés où tout se ressemble. Ils achètent avec leur œil et leur goût. Moi, ça me fait très plaisir quand je vois de nouvelles générations acheter une jolie paire de fauteuils anciens, qu'ils mixeront avec du moderne. C'est aussi une manière d'acquiescer un petit bout de patrimoine, avec une histoire. Et c'est aussi complètement dans la tendance à l'éco-responsabilité, puisque



Thierry Collet et Séverine Luneau associés au sein de l'Hôtel des Ventes faisant partie du groupe Ivoire, à Reims.

« On achète un objet qui a déjà servi, qui a déjà mené sa vie et qui va la poursuivre dans un nouveau foyer », souligne Séverine Luneau.

UNE PARTIE DE LA COLLECTION DE L'HÔTEL ROEDERER EN VENTE

Le 27 mai, l'étude participera à la troisième édition de l'Ivoire Live Tour lors de laquelle, 12 Hôtels des Ventes du groupe se passeront virtuellement le marteau. À cette occasion, trois objets d'exception seront mis aux enchères : un tableau d'Albert Marquet, Le Pont Saint-Michel sous la pluie, estimé entre 50 et 80 000 euros, une bague en platine

ornée d'un diamant 4 carats, estimée entre 11 et 13 000 euros ainsi qu'une bague en or gris et platine, ornée d'un saphir et dans un entourage de seize diamants, estimée entre 7 et 12 000 euros, un bijou provenant de la collection de la succession de Mme Sophie Heidsieck. Le 31 mai, c'est une partie du mobilier de l'hôtel particulier Roederer de Reims contenant un ensemble de 164 lots qui sera proposé à la vente dans le cadre de la rénovation du lieu ainsi qu'une partie d'objets de la succession de Sophie Heidsieck.

NASTASIA DESANTI

Entrepreneuriat. Onze lauréats ont été récompensés dans le cadre du concours d'idées d'Aube en Champagne Attractivité pour leur autre façon d'aborder les séjours dans le département.

Mini-entrepreneurs et maxi-idées

Jamais créer sa boîte n'aura été aussi inspirant. Le Festival des mini-entreprises organisé à Troyes valorise la maturité des jeunes. Organisé par Entreprendre pour Apprendre Grand Est, le festival des mini-entreprises a rassemblé 54 projets placés sous la thématique « Rêves et étoiles ». Près de 500 jeunes de tous les établissements de la région Grand Est ont investi le centre de congrès à Troyes pour présenter leur entreprise avec conviction et deux collèges de Reims et Châlons-en-Champagne sont qualifiés pour le festival national des mini-entreprises de Paris le 9 juin prochain. « Les jeunes créent leur mini entreprises du début jusqu'à la phase de commercialisation », explique Romain Taillière, coordinateur territorial Champagne-Ardenne d'Entreprendre pour Apprendre. « Certains ont vu leur projet aboutir, comme la

box gourmande ardennaise qui est aujourd'hui sur le marché ».

LE HARCÈLEMENT EN JEU DE CARTES

Les 13 élèves du collège Victor Duruy figurent parmi les qualifiés pour participer à la journée nationale des mini-entreprises à Paris. Vainqueurs de la battle-pitch, ils ont su défendre leur projet et proposent le jeu de 7 Familles Prév'Harcel sur le harcèlement. Une sélection d'autant plus méritée que ces jeunes, qui connaissent des difficultés scolaires, se sont surpassés pour vaincre leur timidité et prendre la parole en public et répondre à la presse ! « Nous avons eu l'idée d'un jeu. Car à la base, le projet était un livre sur le harcèlement. Mais on s'est dit qu'il y avait des enfants qui ne savaient pas lire ou qui décrochent par rapport à la lecture et qui aiment plutôt jouer », explique le

jeune Nabil. Le jeu décrit les situations et les comportements à adopter lors de situation de harcèlement dans différents lieux. Illustré par les jeunes à l'aide de l'IA, le jeu est fabriqué et imprimé dans la région.

Avec une partie salon à l'image des salons professionnels avec stands et présentation de produits, les jeunes, du collège au post bac ont franchi un cap supplémentaire dans l'approche de l'entrepreneuriat. Les mini-entreprises portent une idée collective, permettent à chacun se faire une place dans le groupe, d'oser proposer et argumenter pour concrétiser et commercialiser le projet devenu un produit. Une belle répétition générale avant le plongeon dans le monde de l'entreprise et l'écosystème économique.

MARIE BÉATRICE PADIRAC



Le Collège Victor Duruy de Châlons en Champagne, vainqueur de la Battle Pitch et qualifié pour la journée nationale avec Prév'Harcel.

en baisse

En mai 2026, le solde d'opinion relatif aux intentions de commandes se dégrade nettement de nouveau et s'éloigne davantage de sa moyenne de longue période ; il atteint un niveau inobservé depuis juin 2013, hors crise sanitaire. Celui relatif aux perspectives générales d'activité diminue pour le troisième mois consécutif et s'écarte également de sa moyenne ; il atteint ainsi un niveau inobservé depuis octobre 2014, hors crise sanitaire. À l'inverse, le solde relatif aux ventes passées rebondit, tout en restant inférieur à sa moyenne. Celui sur les ventes prévues est quasi stable et demeure en deçà de son niveau moyen depuis avril 2024. (INSEE)

- 5 points

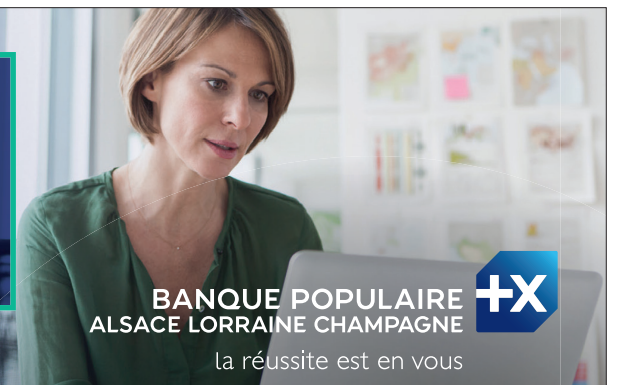
En mai 2026, le climat des affaires dans le commerce de détail (hors automobile) perd cinq points et s'établit à 91, bien au-dessous de son niveau moyen (100). Il atteint un niveau inobservé depuis décembre 2014, hors crise sanitaire. Le solde d'opinion relatif aux intentions de commandes diminue nettement et s'éloigne de sa moyenne. Les soldes relatifs aux perspectives générales d'activité et aux ventes passées sont quasi stables, en deçà de leur moyenne respective. Le solde sur les prix prévus augmente nettement pour le quatrième mois consécutif et atteint son plus haut niveau depuis octobre 2023. (INSEE)

en baisse

En mai 2026, le solde d'opinion relatif aux intentions de commandes se dégrade nettement de nouveau et s'éloigne davantage de sa moyenne de longue période ; il atteint un niveau inobservé depuis juin 2013, hors crise sanitaire. Celui relatif aux perspectives générales d'activité diminue pour le troisième mois consécutif et s'écarte également de sa moyenne ; il atteint ainsi un niveau inobservé depuis octobre 2014, hors crise sanitaire. À l'inverse, le solde relatif aux ventes passées rebondit, tout en restant inférieur à sa moyenne. Celui sur les ventes prévues est quasi stable et demeure en deçà de son niveau moyen depuis avril 2024. (INSEE)

La Bourse**E-FACTURATION**

ÊTRE LA BANQUE DES ENTREPRENEURS,
c'est aussi **vous faire gagner du temps** avec une solution simplifiant votre gestion comptable et financière.

Solution de notre partenaire **iPAIDTHAT***BANQUE POPULAIRE
ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

la réussite est en vous

Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

* SAS IPT TECHNOLOGIE « iPaidThat », société par actions simplifiée au capital social de 2 246,82 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes, sous le numéro 829 997 451, dont le siège social est situé Avenue d'Alphais - Espace Performance 35760 Saint Grégoire, France. BPALC - SA coopérative à capital variable - 3 rue François de Curel 57000 Metz - 356 801 571 RCS Metz - ORIAS n° 07 005 127. Crédit photo : Gettyimages - Agence ID-Shop

COTATIONS AU 21/05/26

Variation sur la semaine

DONNÉES TRANSMISES PAR LA CAISSE D'ÉPARGNE GRAND EST EUROPE

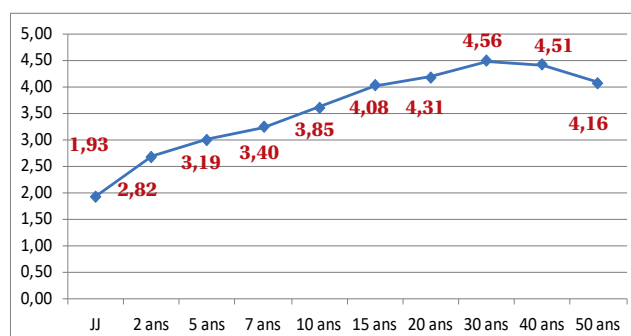
ACTIONS		
CAC 40	8 117,42	+ 1,72%
SBF 120	6 169,16	+ 1,63%
Nikkei	59 804,41	- 4,68%
Dow Jones	49 363,88	- 0,69%
Eurostoxx 50	5 976,07	+ 2,89%

DEVISES (EUROS CONTRE...)		
1 euro = 6,55957 F		
Dollar	1,1625	- 0,78%
Livre Sterling	0,8645	- 0,31%
Yen	184,74	- 0,05%
Dollar/Yen	158,91	+ 0,74%

SWAPS		
Euribor 5 ans	2,896	- 0,029
Euribor 10 ans	3,106	- 0,006

MARCHÉ MONÉTAIRE		
Ester	1,931	+ 0,002
Euribor 1 mois	1,968	- 0,020
Euribor 3 mois	2,181	- 0,102
Euribor 6 mois	2,603	+ 0,055
Euribor 12 mois	2,825	- 0,035

FRANCE ETAT		
BTAN 2 ans	2,822	+ 0,014
BTAN 5 ans	3,194	+ 0,041
OAT 7 ans (TEC 10)	3,404	+ 0,024
OAT 10 ans	3,854	+ 0,117
OAT 30 ans	4,564	- 0,019
OAT 50 ans	4,159	- 0,025

COURBES DES TAUX DE FRANCE

VALEURS RÉGIONALES (VARIATION 2026 %)		
ARCELORMITTAL	53,80	+ 0,38
BNP PARIBAS	89,28	+ 0,11
CARREFOUR	17,35	+ 0,22
CRÉDIT AGRICOLE	17,10	- 0,03
EXEL INDUSTRIES	28,20	- 0,29
L.V.M.H.	473,80	- 0,27
LAURENT-PERRIER	83,60	- 0,06
MICHELIN	31,13	- 0,02
NEXANS	156,90	+ 0,25
KERING	248,15	- 0,18
HAULOTTE-GROUP	2,20	- 0,01
RALLYE	-	-
REMY COINTREAU	41,86	+ 0,12
RENAULT	30,70	- 0,22
SAINT-GOBAIN	80,24	- 0,14
SANOFI-AVENTIS	74,64	- 0,07
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	70,00	+ 0,01
VALLOUREC	24,86	+ 0,55
VEOLIA	36,20	+ 0,16
VINCI	133,50	+ 0,04
VRANKEN-POMMERY	9,50	- 0,15

EMPRUNTS D'ÉTAT			
	JAPON	USA	EURO
JJ	0,55	3,70	1,93
2 ans	1,44	4,05	2,63
5 ans	2,01	4,24	2,77
10 ans	2,76	4,57	3,07
30 ans	4,02	5,11	3,61

« Élargir l'horizon : quelques leçons d'une décennie de supervision bancaire »

" Je suis heureux de vous retrouver ce matin pour vous présenter une nouvelle fois, une onzième et dernière fois aussi, le rapport annuel de l'ACPR. Lorsque je m'étais présenté devant vous début 2016, je venais de prendre la présidence d'une toute jeune autorité (création en 2010 de l'ACP, devenue ACPR en 2013). J'ai eu la responsabilité et la fierté de voir l'ACPR conforter son rôle comme autorité de référence reconnue par ses pairs en Europe et aussi, je le crois, par les institutions financières – nous avons au passage fait un progrès sémantique en parlant désormais de « supervisés » plutôt que « d'assujettis ». Cette reconnaissance, l'Autorité la doit à son équipe qui a su en outre, au fil de ces années, prendre en charge de nouvelles missions. Ce discours est donc l'occasion, au-delà d'une actualité agitée, de prendre un peu de recul et mesurer le chemin parcouru depuis 2015 et de dessiner quelques enjeux pour l'avenir.

2015-2025 : DE LA CONVALESCENCE POST-CRISES AU TEMPS DES INCERTITUDES

2015, c'est le dernier épisode majeur de la crise grecque, mais ce n'est plus tout à fait l'acmé de la crise bancaire, après cependant cinq années aiguës. De la crise des subprimes de 2007 devenue la crise financière mondiale de 2008 aux crises affectant les souverains dits « périphériques » de la zone euro, nous venons de vivre la période de stress financier la plus intense depuis les années 1930. Les négociations internationales pour finaliser l'« Agenda de Londres » adopté par le G20 en 2009 étaient encore en cours.

Les agences européennes, en particulier l'Autorité bancaire européenne (EBA) et l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (EIOPA), travaillaient à l'élaboration des dizaines de textes et de standards techniques. Beaucoup de textes, certes, mais au moins une clarification du cadre. Parallèlement, la mise en place du Mécanisme de supervision unique (MSU) en 2014 s'était accompagnée par un examen approfondi de la qualité des actifs (AQR) au bilan des banques européennes. Et parfois ensuite trop de procédures, certes, mais un mérite incontestable : celui d'avoir réussi l'Union de supervision, et fait taire les inquiétudes récurrentes sur les banques européennes. La reprise en urgence de Banco Popular en Espagne (juin 2017) a été le dernier épisode de crise.

Les organismes d'assurance étaient en 2015 à la veille de l'entrée en vigueur du régime Solvabilité 2 qui allait marquer un aggiornamento en profondeur du cadre prudentiel de l'assurance. Bref, nous étions à un moment charnière : le secteur financier européen voyait se mettre en place un cadre réglementaire profondément révisé et, largement sous l'influence de l'ACPR et de Danièle Nouy, une supervision plus exigeante et plus intrusive."

La suite sur : <https://www.banque-france.fr/fr/interventions-gouverneur/elargir-lhorizon-quelques-lecons-dune-decennie-de-supervision-bancaire>

GRDF ouvre une nouvelle plateforme dans les Ardennes

Énergie. GRDF vient d'inaugurer à Villers-Semeuse une plateforme qui regroupe les trois équipes (56 salariés au total dont 44% d'employées féminines, preuve d'une mixité exemplaire) travaillant jusqu'alors sur trois sites à Charleville-Mézières et Sedan.

Le nouveau site érigé sur la zone d'activités Edmonde-Foinant de Villers-Semeuse (Ardennes) réunit les quatre activités et les 56 salariés de GRDF. Au rez-de-chaussée, un atelier de 650 m² pour les techniciens d'intervention et sur deux niveaux, un espace de 880 m² est dédié aux services tertiaires et aux différents métiers. On y retrouve notamment l'agence d'interventions véritable « réacteur » des différentes équipes présentes sur les réseaux et auprès des clients; le service d'ingénierie qui conçoit et pilote les travaux de modernisation et de raccordement; le bureau de délégation de territoires, tenu par Stéphane Viet, le conseiller aux collectivités locales, ainsi que le pôle national « Diagnostic Qualité Gaz » géré par Céline Gravelines.

UN PÔLE « DIAGNOSTIC QUALITÉ GAZ » QUI RAYONNE SUR TOUTE LA FRANCE

« Particularité de ce site, cette activité travaille de façon historique pour toute la France en accompagnant des particuliers confrontés à des problèmes de sécurité sur le monoxyde de carbone ou à des anomalies graves sur leur installation de chauffage domestique, résume Eric Laurent, le directeur territorial Champagne-Ardenne. Cette plateforme répond à notre métier de base en intervenant dans le cadre d'une délégation de service public pour les collectivités locales. La distribution de gaz, la construction, l'entretien et l'exploitation des réseaux pour 100 communes



Lors de l'inauguration des locaux : la sénatrice Else Joseph, les députés Jean-Luc Warsmann et Lionel Vuibert, le maire de Villers-Semeuse, Jérémy Dupuy, et Brie Febvre, le directeur régional Grand Est et Franche-Comté GRDF.

gazières représentent 60 000 clients se chauffant au gaz dont plus de 56 000 dans le secteur de l'habitat, et 1 400 kilomètres de réseaux à entretenir au quotidien.

Ici, la mission de GRDF - qui ces trois dernières années a investi plus de 15 millions d'euros dans les Ardennes - tourne autour de trois axes : la production de gaz vert, l'accompagnement des clients dans la décarbonation pour qu'ils consomment moins mais de façon plus durable et performante et la réduction de l'empreinte carbone.

21 PROJETS DE MÉTHANISATION

Le nouveau site est unanimement reconnu comme « stratégique » puisque situé au bord d'une voie rapide, et donc très accessible aux techniciens d'intervention de GRDF.

Devant un parterre de responsables économiques et d'élus, Brie Febvre, directeur régional Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté, évoque « un moment important attendu avec grande impatience par l'entreprise. Cette évolution structurante réalisée dans un cadre plus fonctionnel va renforcer notre efficacité opérationnelle,

accentuer notre ancrage territorial avec des acteurs qui distribuent chaque jour un gaz qui se verdit de plus en plus ».

UNE VINGTAINE DE NOUVEAUX SITES ET UN TROISIÈME REBOURS À WARCQ

Il insiste d'ailleurs sur le développement important des énergies renouvelables dans les Ardennes, notamment dans le domaine du biométhane. « Avec 21 sites de méthanisation injectant 400 GWh de biométhane chaque année, soit l'équivalent de 28% des consommations de gaz distribuées par GRDF plus deux rebours déjà en service

à Rethel et Vouziers, le département est leader en matière de développement de gaz ».

D'ici 2028, une vingtaine de nouveaux sites de méthanisation verront le jour dans les Ardennes. Brie Febvre espère qu'en 2030, le gaz vert représentera près de 50 % des quantités de gaz acheminés par l'opérateur public. « Les Ardennes sont un territoire pionnier, qui a compris rapidement les bénéfices de la méthanisation pour le monde agricole, avec un fort soutien politique au travers du Pacte Ardennes. C'est à cette occasion que le premier rebours a d'ailleurs été créé sur la zone de Vouziers ».

10 M€ INVESTIS

Brie Febvre cite l'exemple du village de Warcq où 10 millions d'euros sont co-investis avec NaTran, pour développer une quarantaine de réseaux supplémentaire et un troisième rebours. « Ici, la filière méthanisation contribue au développement économique local avec la création de plus de 100 emplois. Sans oublier, la filière gazière locale, avec près de 90 entreprises et près de 500 emplois ». Eric Laurent souligne quant à lui « une belle dynamique qui va continuer dans les années à venir puisqu'on prévoit encore d'investir 10 millions d'euros pour permettre aux agriculteurs d'injecter encore plus de biométhane. C'est pour eux une source de diversification et une énergie renouvelable constituant un engrais non minéral et naturel ».

PASCAL REMY

Tout ce qui se passe ici,
dans ma région s'écoute sur

ici Champagne
Ardenne

Ma radio locale.



Opinions

Par La CPME

TPE-PME : face au choc des coûts, les entreprises entrent dans une zone de risque majeure

La CPME alerte sur la dégradation rapide de la situation des TPE-PME. Selon une enquête menée auprès de 2 350 dirigeants du 28 avril au 12 mai 2026, les entreprises ne peuvent plus absorber seules le choc des coûts.

La situation économique des TPE-PME françaises se dégrade nettement. Au premier semestre 2026, 45 % des dirigeants interrogés constatent une détérioration de la situation globale de leur entreprise. Les perspectives ne laissent pas entrevoir d'amélioration rapide : les anticipations pour le second semestre restent très dégradées, dans un contexte de marges comprimées, de trésoreries fragilisées et d'incertitude persistante.

La trésorerie constitue désormais le principal point de tension. 38 % des dirigeants jugent leur trésorerie tendue ou critique, dont 11 % dans une situation où la survie de l'entreprise est menacée à court terme. Cette fragilité est d'autant plus préoccupante que l'accès au financement bancaire devient plus

difficile pour les entreprises déjà exposées.

La crise au Moyen-Orient agit comme un accélérateur de ces difficultés. 78 % des chefs d'entreprise déclarent que leur activité est directement impactée. La hausse des coûts, en particulier des carburants, de l'énergie et

conséquences peuvent être immédiates sur l'investissement, mais aussi sur l'emploi. Déjà, près d'un dirigeant sur cinq indique avoir réduit ses effectifs au premier semestre. Si rien n'est fait rapidement, la situation pourrait basculer pour de nombreuses entreprises.

« Les TPE-PME ne peuvent pas être la variable d'ajustement d'un choc international qu'elles ne maîtrisent pas. Quand les coûts explosent et que les marges disparaissent, c'est l'investissement, l'emploi et parfois la survie même de l'entreprise qui sont en jeu », déclare Amir Reza-Tofighi, président de la CPME.

La CPME attend donc des annonces gouvernementales des mesures rapides, ciblées et immédiatement mobilisables. Elle appelle en particulier à permettre le report ou l'étalement des charges fiscales et sociales pour les entreprises les plus fragilisées, ainsi qu'à préserver le soutien à l'investissement, afin d'éviter que les arbitrages de court terme ne compromettent la capacité de rebond des TPE-PME.

" La crise au Moyen-Orient agit comme un accélérateur de ces difficultés. 78 % des chefs d'entreprise déclarent que leur activité est directement impactée. "

des matières premières, pèse brutalement sur les équilibres économiques. Or, une grande partie des TPE-PME n'a pas la capacité de répercuter ces surcoûts sur ses prix de vente, sauf à perdre des clients ou des marchés.

Pour la CPME, le risque est clair : un effet ciseau entre baisse d'activité, hausse des charges et trésoreries sous pression. Ses



ZFE, ZAN... Zéro pointé

La magie française a encore frappé. Avide de nouveaux textes toujours plus ambitieux, le législateur a gratifié ces dernières années notre pays de lois aussi parisiennes qu'inapplicables ou presque au sujet des ZFE (zones à faibles émissions) ou du ZAN (zéro artificialisation nette). De belles idées en apparence, puisque destinées à réduire la pollution atmosphérique et à limiter la perte d'espaces naturels. Sauf qu'à force de cumuler les accords de partis et les concessions lobbyistes, les lois adoptées sont devenues contre-productives en pratique, dénoncées par les élus locaux et les entreprises, quand elles ne sont pas supprimées par de nombreuses villes françaises et européennes. À Reims, prévue pour 2024, la ZFE a fait l'objet d'un "moratoire" synonyme de mise au rebut. Résultat : les parlementaires élaborent (et adoptent) un nouveau texte, intitulé "simplification de la vie économique", destiné à détricoter les mesures de complexification qu'ils ont eux-mêmes établies quelques années auparavant. Vous me suivez ?

Sauf que, saisi par certains députés à l'origine de ces textes et refusant de voir la réalité sociale et la concurrence européenne et mondiale en face, le Conseil constitutionnel a censuré la semaine dernière près d'un tiers des mesures de la loi (25 des 84 articles) dont celles concernant la suppression des ZFE et l'assouplissement du ZAN. Et ce, tout en préservant par exemple les fameux CESER (conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux) à l'efficacité souvent contestée.

Pour avoir de la simplification, les Français devront donc encore patienter. Encore. Simplifier le travail législatif, son adoption et son application... et si c'était ça la vraie solution ?

BENJAMIN BUSSION

humeur

Cette page est une tribune ouverte à nos lecteurs. Pour livrer votre contribution aux débats économiques régionaux, prenez contact avec la rédaction des Petites Affiches Matot Braine : 03 26 08 38 31 / 32 ou redaction.pamb@legalnet.org

le regard de Faro.

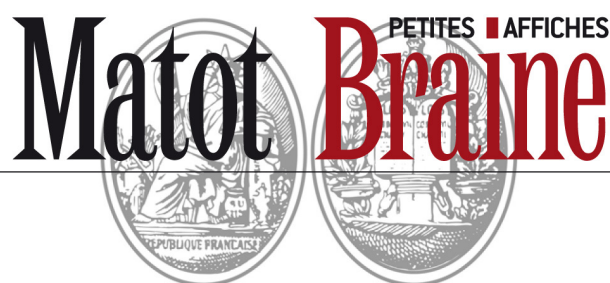
URGENCE AGRICOLE : VERS LA CRÉATION DE MÉGA-POULAILLERS ?



Retrouvez l'intégralité de votre journal et plus encore sur **matot-braine.fr**

Une expérience digitale accrue avec votre journal

- ✓ Informations économiques et juridiques
- ✓ Contenu web exclusif
- ✓ Nouvelles fonctionnalités bientôt disponibles



INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Le site www.matot-braine.fr des Petites Affiches Matot Braine est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements des Ardennes, de l'Aisne, de l'Aube et de la Marne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif.
Seules les annonces présentes sur notre site www.matot-braine.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte>



L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

Procédure adaptée

CIAS Sézanne Sud-Ouest Marnais

Avis d'appel public à la concurrence

Fourniture de repas en liaison froide pour le service de portage de repas et les structures la petite enfance

Acheteur public : CIAS Sézanne Sud-Ouest Marnais 6 rue du capitaine Faucon 51120 SEZANNE
Objet du marché : Il porte sur la fourniture de repas en liaison froide pour le service de portage de repas à domicile (lot N°1) et la fourniture de repas en liaison froide pour les structures Petite Enfance (lot N°2).
Type de marché : MAPA
Durée du marché : Le marché aura une durée deux ans, le terme étant fixé au 31/08/2028
Critère de choix
Les offres seront analysées et classées au regard des critères de prix (50 %), de valeur technique (40 %), dégustation (10 %).
Un plat témoin devra être remis le vendredi 5 juin 2026 avant 12h.
Date d'effet
Les prestations du présent marché prendront effet : le 1^{er} septembre 2026.
Obtention des documents liés au marché :
Les documents du marché sont disponibles gratuitement via la plate-forme : www.xmarches.fr
Date limite de dépôt des offres : 5 juin 2026 à 12h
Date d'envoi à la publication : 12 mai 2026
M2605914

Adjudication

S.C.P. LIEGEOIS

Avocat au barreau des Ardennes
Résidence Lorraine 1, rue de Lorraine BP 917
08004 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX
Tél : 03 24 57 42 42

VENTE AUX ENCHERES

Il sera procédé à la mise en vente aux enchères publiques de l'immeuble suivant :

Commune de VRIGNE-AUX-BOIS (Ardennes)

UNE MAISON A USAGE D'HABITATION sise 3 rue Georges Bizet, L'ensemble cadastré section AE :
N° 31 lieudit «3 rue Georges Bizet», pour une contenance de 06a 00ca
N° 315 lieudit «Rue de la Roche», pour une contenance de 01a 11ca

Soit une contenance totale de 07a 11ca
A l'audience du juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE-MEZIERES (Ardennes), Site Sévigné 12 rue Madame de Sévigné

Le JEUDI 25 JUN 2026 A 10 HEURES 30

MISE A PRIX DE : 53.600,00 €

Les enchères seront reçues par Ministère d'Avocat.

Pour tous renseignements, s'adresser :

Au Cabinet de la SCPLIEGEOIS 1 rue de Lorraine à CHARLEVILLE-MEZIERES Tél. : 03.24.57.42.42
Au Greffe du Juge de l'Exécution - Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE-MEZIERES, Site Sévigné 12 rue Madame de Sévigné, où le cahier des conditions de vente est déposé.
M2605968

Ventes aux enchères

S.C.P. LIEGEOIS

Avocat au barreau des Ardennes
Résidence Lorraine 1, rue de Lorraine BP 917 - 08004 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX - Tél : 03 24 57 42 42

A la requête de :

Le CRÉDIT FONCIER DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 1 331 400 718,80 Euros, dont le siège social est 182 Avenue de France 75013 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS (75001) sous le numéro B 542 029 848, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège, AYANT POUR AVOCAT :

Maître LIEGEOIS, Membre de la SCP LIEGEOIS, Avocat au barreau des ARDENNES, Résidence Lorraine, 1, rue de Lorraine, BP 917, 08004 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX

VENTE AUX ENCHERES

COMMUNE DE VRIGNE-AUX-BOIS (Ardennes)

UNE MAISON D'HABITATION sise 3 rue Georges Bizet, comprenant :

Sous-sol : garage
Rez-de-chaussée : cuisine, séjour, salon, salle d'eau, WC, véranda
Premier étage : trois chambres, une pièce
Grenier
Cave

Jardin avec maisonnette
L'ensemble cadastré section AE :

N° 31 lieudit «3 rue Georges Bizet», pour une contenance de 06a 00ca
N° 315 lieudit «Rue de la Roche», pour une contenance de 01a 11ca
Soit une contenance totale de 07a 11ca

Devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE-MEZIERES (Ardennes), Site Sévigné 12 rue Madame de Sévigné

Le JEUDI 25 JUN 2026 à 10 HEURES 30

**MISE A PRIX :
53.600,00 € (CINQUANTE TROIS MILLE SIX CENTS EUROS)**

Les enchères ne pourront être portées que par un avocat inscrit au barreau des Ardennes, les frais étant supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE-MEZIERES Site Sévigné 12 rue Madame de Sévigné.

Pour tous renseignements, s'adresser :

Au Cabinet de la SCP LIEGEOIS - 1 rue de Lorraine à CHARLEVILLE-MEZIERES Tél. : 03.24.57.42.42
Au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHARLEVILLE-MEZIERES, Site Sévigné 12 rue Madame de Sévigné.
M2605965

Annonces légales

Matot Braine

L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional

PETITES AFFICHES MATOT BRAINE

S.A.S. au capital de 100.000 € - R.C.S. 395 356 777

Société du groupe Legalnet

Siège social : 46 boulevard Lundy - 51100 REIMS

Tél. : 03.26.40.21.31 - Site internet : www.matot-braine.fr

Bureaux ouverts :

- Du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30

- Et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 16 h 30

Principal associé : Générale de Participations

Président et directeur de la publication :

S.A.S. Compagnie Immobilière de Gestion de Participations,
représentée par Michel GUYOMARD

Rédacteur en chef : Benjamin BUSSON

Presse payante

Parution le lundi - Prix du numéro : 2 € - Abonnement annuel : 120 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres

Polignon Pla de L'Estany s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)

Dépôt légal à parution - ISSN 0249-6755

N° CPPAP : 0431 187408

Tous les appels d'offres de votre département sur matot-braine.fr

Ventes aux enchères



SCP FWF ASSOCIES

Avocat
2 place Royale - BP 2082 - 51073 REIMS CEDEX
Tél. : 03.26.36.12.35 - Fax : 03.26.36.14.86

Maître Jacques LEGAY

Avocat postulant
29 rue Léon Bourgeois 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
Tél. : 03.26.68.43.65

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

A la requête de la SELARL Bruno RAULET, mandataire judiciaire, dont le siège social est 34, rue des Moulins 51100 REIMS,
Ayant pour Avocat constitué Maître Jacques LEGAY, Avocat au barreau des CHALONS EN CHAMPAGNE, demeurant 29 rue Léon Bourgeois, 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE.

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques de :

Commune de SAINT-BON (Marne)

Un terrain nu partiellement constructible, sis 19 Rue de la Grosse Haie.
Cadastré section B n°749 d'une contenance de 9 ares 72 centiares.
Le bien est inoccupé

le Mardi 7 Juillet 2026 à 10 heures

A l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE, séant 2 quai Eugène Perrier de ladite ville.

MISE A PRIX : 5.000 € (CINQ MILLE EUROS)

VISITE : le Mardi 23 juin 2026 à 15 heures 30

Les enchères ne pourront être portées que par le ministère d'un Avocat inscrit au Barreau de CHALONS EN CHAMPAGNE, les frais étant supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication. Une consignation de 10 % du montant de la mise à prix sans que le montant de cette garantie puisse être inférieure à 3.000 € sera exigée.

Pour tous renseignements s'adresser :

- Au greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE où est déposé le cahier des conditions de vente et où il peut être consulté ;
- Au cabinet de Maître Jacques LEGAY, 29 rue Léon Bourgeois, 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE - 03.26.68.43.65
- Au Cabinet de la SCP FWF Associés, 2 Place Royale 51100 REIMS 03.26.36.12.35

Signé : Jacques LEGAY

Marne

CONSTITUTION

DE SOCIETE

JUWIGRE

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 18/05/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : JUWIGRE
Objet social : l'acquisition, la détention, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, et occasionnellement, la vente de tous immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement. A titre accessoire, la propriété et la gestion d'un portefeuille de valeur mobilières par voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscription de parts, d'actions, obligations et toutes titres en général ; les activités de prestations de services, notamment auprès des sociétés filiales.

Siège social : 9 rue de Pouilly, 51100 REIMS

Capital : 30 003 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Co-gérance : M. CHALONS Grégoire 9 rue de Pouilly 51100 REIMS et M. CHALONS Julien 4 rue d'Entre 2 Villes 51370 LES MESNEUX et M. CHALONS Olivier 9 rue de Pouilly 51100 REIMS et M. CHALONS William 9 rue de Pouilly 51100 REIMS

Clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément. Toutefois, seront dispensées d'agrément les cessions consenties à des associés ou au conjoint de l'un d'eux ou à des ascendants ou descendants du cédant. M2605611



SCI DES HARKIS

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 04/05/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SCI DES HARKIS

Objet social : La propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, et de tous droits immobiliers dont la Société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ; L'aliénation des immeubles ou droits immobiliers dont est propriétaire la Société, au moyen de vente, d'échange ou d'apport en société, la prise de garantie sur les biens dont est propriétaire la Société. Pour la réalisation de cet objet et pour faciliter celui-ci, la Société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations, notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèques ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux, dès lors que ces actes et opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet. Plus généralement, elle peut faire toutes opérations se rapportant à cet objet et contribuant à sa réalisation, pourvu que celles-ci n'aient pas pour effet d'altérer son caractère civil.

Siège social : 5, Place du Docteur Knoeri, 51100 REIMS
Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Gérance : FINANCIERE DE CHEVREUX, SAS au capital de 449 590 €, ayant son siège social 5, Place du Docteur Knoeri 51100 REIMS, immatriculée sous le n°909572778 au RCS de REIMS M2605724



GUILLAUME PERRON AVOCAT

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 17/04/2026, il a été constitué une SELASU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : GUILLAUME PERRON AVOCAT

Objet social : L'exercice en commun de la profession d'Avocat telle que définie par la loi. Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer. Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Siège social : 34, rue des Moulins, 51100 REIMS

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Président : M. PERRON Guillaume 4, rue Alfred Thomas 51500 LUDES

Admission aux assemblées et droits de votes : Dans les conditions statutaires et légales

Clause d'agrément : Soumise à agrément M2605811

ALIM EXPRESS

Rectificatif à l'annonce publiée dans matot-braine.fr du 15/05/2026 concernant ALIM EXPRESS, Il fallait lire : Objet social : L'achat, la vente, la distribution de tous produits alimentaires, sur place, à emporter, en ambulatoire ou non ; La production, la transformation, le conditionnement et la commercialisation de produits agricoles. M2605940

L'ATELIER DU LINGE

Par acte SSP du 07/05/2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : L'ATELIER DU LINGE

Objet social : La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger : Laverie. Locker colis Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation, de fonds d'investissement ou de prise ou de datation en location ou en gérance de tous biens ou droits autrement, y compris par le recours à tout instrument financier, en France et à l'étranger. Et, plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, mobilières et immobilières, apports en société, souscriptions, achats de titres, parts ou intérêts, constitution de sociétés et, éventuellement, toutes autres opérations commerciales ou industrielles se rapportant directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus ou susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Siège social : 3 RUE JEAN DE BROYES 51150 Juvigny.

Capital : 1000 €

Durée : 99 ans

Président : M. SAUVAGE GEOFFREY, demeurant 3 RUE JEAN DE BROYES 51150 Juvigny

Admission aux assemblées et droits de votes : Chaque action donne droit à une voix

Clause d'agrément : La cession des actions de l'associé unique est libre Immatriculation au RCS de Châlons-en-Champagne M2605941

AYA

Avis de constitution

Par acte sous seing privé du 13/05/2026, il a été constitué une Société répondant aux caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : AYA
FORME : Société par actions simplifiée
CAPITAL : 283.200 €
SIEGE : 39, rue Voltaire 51100 REIMS

OBJET : Exploitation d'un fonds de commerce de distribution à dominante alimentaire situé à REIMS (51100) 39, rue Voltaire, sous l'enseigne InterMarché.

DURÉE : 99 années à compter de l'immatriculation

ADMISSION AUX ASSEMBLEES : Tout associé peut participer aux assemblées et dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGREMENT : Les cessions d'actions, même entre Associés, sont soumises à l'agrément préalable de la Collectivité des Associés.

PRESIDENCE : Monsieur Fabien BURATTI, demeurant 2, rue des Murs 51100 REIMS a été nommé Président sans limitation de durée.

IMMATRICULATION : RCS de REIMS

Pour avis.

M2605921

LECARDEUR - HUCBOURG

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social : 58 Rue Gaston Poittevin 51530 MONTHELON
RCS REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MONTHELON du 13 mai 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : LECARDEUR - HUCBOURG

Siège : 58 Rue Gaston Poittevin, 51530 MONTHELON

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros

Objet : L'activité de négociant manipulant en vins de Champagne, l'achat et la vente de vins de Champagne. Et toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à : la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ; la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ; toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrement : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Madame Stéphanie HUCBOURG, demeurant 24 Rue Gaston Poittevin, 51530 MONTHELON
Directeur général : Monsieur Hervé HUCBOURG, demeurant 24 Rue Gaston Poittevin, 51530 MONTHELON
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.

POUR AVIS La Président M2605924

Marne

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS

FIDAL

AVOCATS
Société d'Avocats
9, rue Graham Bell
57019 METZ
Tél. 03.87.63.04.06

BBYNESS CHALONS / OHM

Suivant acte sous seing privé signé électroniquement en date du 30 avril 2026, enregistré auprès du Service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Reims, 136 Rue Gambetta - 51080 Reims, le 6 mai 2026, sous le dossier 2026 00019917, référence 5104P04 2026 A 01175,

La société BBYNESS CHALONS, société à responsabilité limitée au capital de 57.600 euros, dont le siège social est sis 10 Avenue du 8 mai 1945 - 51520 Saint-Martin-Sur-le-Pré, et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Châlons-en-Champagne sous le numéro 839.709.367,

A cédé à la société OHM société à responsabilité limitée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est 10 Avenue du 8 mai 1945 - 51520 Saint-Martin-Sur-le-Pré, et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Châlons-en-Champagne sous le numéro 103.517.090,

Un fonds de commerce d'hôtel avec petits déjeuners, sans restaurant ni bar et toutes prestations de services pouvant s'y rattacher, exploité 10 Avenue du 8 mai 1945 - 51520 Saint-Martin-Sur-le-Pré, Moyennant le prix de 150.000 euros, s'appliquant pour 123.750 euros aux éléments incorporels, et pour 26.250 euros aux éléments corporels.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales prévues à l'article L. 141-12 du Code de commerce à l'adresse du fonds (10 Avenue du 8 mai 1945 - 51520 Saint-Martin-Sur-le-Pré).

Pour avis

M2606102



Notaires

OFFICE NOTARIAL

DE GUEUX

Mes PIERLOT, ROGÉ,
LAGACHE-GÉ et CROZAT
23 avenue de Reims - 51390 GUEUX
03.26.03.61.61

CHAMP IRRI SERVICES / SAS BOUCHARD DIFFUSION

RECTIFICATIF à l'annonce parue dans le journal «Les Petites Affiches Matot Braine» n°MB2602253 du 18 février 2026, concernant la CESSIION DU FONDS DE COMMERCE de la SARL CHAMP IRRI SERVICES (423 862 267 RCS CHALONS EN CHAMPAGNE) au profit de la SAS BOUCHARD DIFFUSION (345 480 206 RCS MELUN) , il y avait lieu de lire : Le Cédant : La société «CHAMP IRRI SERVICES», société à responsabilité limitée au capital de 8.000,00 €, dont le siège social est à MOIREMONT (51800), rue Haute, immatriculé au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE sous le numéro 423 862 267. Le fonds de commerce : Le fonds de commerce d'achat/vente de produits et matériels d'irrigation, prestation d'études, de conseils et de services dans le domaine de l'eau auprès des agriculteurs, sis à MOIREMONT, Marne, rue Haute, et pour lequel la société est immatriculée au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE sous le numéro 423 862 267. Election de domicile/oppositions : Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales en l'Etude de Maître Tanguy MOBUCHON, Notaire à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), où domicile a été élu à cet effet. Mention sera faite au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE. Pour avis Me Geoffroy CROZAT, notaire M2606133



Société d'Avocats

8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

SOTRAVIT JEAN LUC ARROUART en abrégé SOTRAVIT

Société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 €

Siège social : Lieudit le Chemin de Vertus 51130 BERGERES LES VERTUS 377 582 580

RCS CHALONS-EN-CHAMPAGNE

SOTRAVIT / SARL PELLEAU

ACTE : S.S.P. Signé par voie de signature électronique via DocuSign © conformément à l'article 1367 du Code civil en date du 27/03/2026, enregistré au SPFE de la MARNE le 23/04/2026 dossier 2026 00018063 référence 5104P04 2026 A 01074, CÉDANT : Société SOTRAVIT JEAN LUC ARROUART, SARL au capital de 7.622,45 € sise Lieudit le Chemin de Vertus 51130 BERGERES LES VERTUS, identifiée sous le n° 377 582 580 RCS CHALONS EN CHAMPAGNE, CESSIONNAIRE : Société SARL PELLEAU, SARL au capital de 20.000 €, sise 15 Rue de la Berle 51130 BLANCS-COTEAUX, identifiée sous le n° 453 630 329 RCS CHALONS EN CHAMPAGNE, OBJET : un fonds de commerce «travaux viticoles et agricoles de terrassement», exploité Lieudit le Chemin Vertus 51130 BERGERES LES VERTUS, SIRET 399 582 580 00017, PRIX : 121.500 € s'appliquant aux éléments incorporels pour 10.000 € et aux éléments corporels pour 111.500 €, ENTRÉE EN JOUISSANCE : 27/03/2026 OPPOSITIONS : dans les dix jours de la dernière en date des insertions au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, à la SARL OCTAV, Cabinet d'Avocats sis 8 rue Camille Lenoir 51100 REIMS.

Pour avis.

M2606143

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

DARK FOOD EXPERIENCE

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 07/05/2026, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : DARK FOOD EXPERIENCE

Objet social : Toutes activités de restauration rapide, la fourniture au comptoir d'aliments et de boissons à consommer sur place ou à emporter lors d'événements privés ou publics ; organisation de manifestations et événementiels ; exploitation d'un food truck ; participation de la Société dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet ;

Siège social : 123 rue des Beaux Regards, 51420 NOGENT L'ABBESSE
Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Gérance : M. VADEZ Stéphane
123 rue des Beaux Regards 51420 NOGENT L'ABBESSE

VADEZ Stéphane
M2605935



OFFICE NOTARIAL DE GUEUX

Mes PIERLOT, ROZAT, LAGACHE-GÉ et CROZAT
23 avenue de Reims - 51390 GUEUX
03.26.03.61.61

BANBAO INVEST

ACTE CONSTITUTIF : Acte reçu par Me Emmanuel ROGE, notaire associé à GUEUX, Marne, le 12 mai 2026.

FORME : Société Civile Immobilière
DÉNOMINATION SOCIALE : BANBAO INVEST

OBJET : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle), la mise à disposition à titre gratuit au profit de l'un des associés, de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société. En outre, l'article 1835 du Code civil dispose que les statuts peuvent préciser une raison d'être, constituée des principes dont la société se dote et pour le respect desquels elle entend affecter des moyens dans la réalisation de son activité.

SIEGE SOCIAL : REIMS (51100), 3 E rue des 16^{ème} et 22^{ème} Dragons.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation.

CAPITAL : MILLE SIX CENTS EUROS (1.600,00 €) d'apports en numéraire.

CESSIONS DE PARTS SOCIALES : Les parts sont librement cessibles au profit d'un associé, de son conjoint, d'un ascendant ou descendant dudit associé. Toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

GERANTE : - Madame Lara CARVALHO, née IZGI, Demeurant à PARIS (75009), 14 rue de Milan.

IMMATRICULATION : Au greffe du Tribunal de Commerce de REIMS.

Pour avis Me Emmanuel ROGE, Notaire.

M2605942

PR - VIGNE ET PATRIMOINE

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 15/05/2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : PR - VIGNE ET PATRIMOINE

Objet social : L'acquisition, la gestion, la vente de valeurs mobilières, titres de placement, titres de toutes sociétés ou tous groupements et de tous droits portant sur ces valeurs y compris, l'assistance, le conseil, la prestation de services et l'animation sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, aux entreprises dans lesquelles la société a pris une participation notamment l'assistance technique, commerciale, administrative et financière. La société a pour objet l'exercice d'activités réputées viticoles et agricoles au sens de l'article L.311-1 du code rural, notamment par l'exploitation et la gestion de biens viticoles et agricoles apportés au mis à disposition par les associés, achetés, créés ou pris à bail par elle-même. Pour la réalisation et dans la limite de l'objet ci-dessus défini, la société peut effectuer toutes opérations propres à en favoriser l'accomplissement ou le développement, sous réserve qu'elles s'y rattachent directement ou indirectement. En particulier, la société peut notamment : Procéder à l'acquisition de tous éléments d'exploitation agricole ou viticole ; Prendre à bail tous biens ruraux ; Donner à bail tous biens ruraux ; Exploiter les biens dont les associés sont locataires et qui auront été mis à sa disposition conformément à l'article L.411-37 du code rural ; Exploiter les biens dont les associés exploitants sont propriétaires et qui auront été mis à sa disposition conformément à l'article L.411-2 du code rural. Et généralement toutes opérations de quelque nature, qu'elles soient économiques, juridiques, civiles, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à ces activités ou susceptibles d'en faciliter le développement

Siège social : 56 RUE D'AVENAY, 51160 FONTAINE SUR AY
Capital : 1 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Président : M. RIDOUX PAUL 56 RUE D'AVENAY 51160 FONTAINE SUR AY

Admission aux assemblées et droits de votes : le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

LE PRESIDENT

M2606077

RENOVA ENERGIE

Avis de constitution

Forme : SAS
Dénomination : RENOVA ENERGIE
Siège : 7, Rue Salmon 51430 BEZANNES

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Capital : cinq mille euros (5.000,00 €)
Objet : Tous travaux de plâtrerie et isolation, cloisons sèches, plafonds suspendus, doublage, joints.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrement : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Tarek Zamoum demeurant 19 Rue De Florence 51100 REIMS
M2604971



ROFIMO

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Marion HÉRICHER, Notaire à REIMS, le 11 mai 2026, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : ROFIMO
Forme : Société Civile
Siège : BETHENY (51450), 3 Bis rue Henri Wenisch

Objet : la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, la mise à disposition au profit des associés, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, et de tous droits immobiliers dont la Société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ; éventuellement, l'aliénation de ceux de ses immeubles ou droits immobiliers, notamment au moyen de vente, échange ou apport en Société ; et généralement, toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société

Durée : 99 ans à compter de la date d'immatriculation de la Société au RCS
Capital : 54.000,00 € constitué exclusivement d'apports en numéraire
Gérance : Monsieur Marc FINOT, Madame Véronique ROESER-FINOT et Madame Claire MOREAU-FINOT
Cession de parts : Les parts sont librement cessibles uniquement entre associés
Immatriculation de la Société : RCS de REIMS

Pour avis,

M2605956



IKF HOLDING

Acte authentique en date du 27 avril 2026

DÉNOMINATION : IKF HOLDING
Immatriculation : RCS REIMS 393 182 811

FORME : société civile immobilière
CAPITAL SOCIAL : 832,00 €
SIEGE SOCIAL : CHAMPFLEURY (51500) Zone artisanale

Démission du gérant : Monsieur Mahomed Moustaphaa KARIM époux de Madame Annabelle DEMMENGE, demeurant à ISLES SUR SUIPPE (51110) 12 rue du Colombier, né à TULEAR (MADAGASCAR) le 7 mai 1973

Nomination d'un gérant : Monsieur Naoushad Stéphane KARIM époux de Madame Catherine GUINAN, demeurant à VILLE EN TARDENOIS (51170) 35 rue Charles de Gaulles, né à TULEAR (MADAGASCAR) le 12 avril 1975.

Pour avis : Me Alexis KUTTENE
M2606113

ART IMMO

Rectificatif à l'annonce publiée dans matot-braine.fr du 13/05/2026 concernant ART IMMO, Il fallait lire : «Siège social : 14 LE BROCHARD, 51240 Cernon».
M2606119

PAPI - MOUSTIQUE

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros

Siège social :
6 rue du Professeur Langevin
51200 EPERNAY
En cours d'immatriculation au RCS de REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à EPERNAY du 18 mai 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : PAPI - MOUSTIQUE
Siège : 6 rue du Professeur Langevin, 51200 EPERNAY

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 1 000 euros

Objet : La réparation, le dépannage, la maintenance et la remise en état d'appareils électroniques et numériques, notamment les téléphones mobiles, smartphones, équipements de communication et objets électroniques, La vente de téléphones neufs et d'occasion, de pièces détachées, accessoires et équipements liés à la téléphonie, aux appareils électroniques et numériques ;

L'achat et la vente de tous objets et produits divers, notamment cigarettes électroniques, puffs et produits assimilés, vêtements, chaussures, sous-vêtements, jouets, articles de bazar, accessoires divers, objets électroniques, ainsi que tous produits alimentaires et non alimentaires réglementés ;

La location de véhicules sans chauffeur ;

La location d'objets et équipements électroniques ;

L'activité de relais colis, dépôt-vente et toutes prestations de services associées

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrement : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur David LANGUIN demeurant 15 Rue Jules Lobet, 51160 AY CHAMPAGNE.

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de REIMS

Pour avis : Le Président

M2605974

DOMAINE DE MONTMORT EVENTS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 13/05/2026, il a été constitué une société.

Forme : Société par actions simplifiée (SAS)

Dénomination sociale : DOMAINE DE MONTMORT EVENTS

Objet social : Création, conception, réalisation, organisation, et communication d'événements privés ou professionnels,

Siège social : 1 Rue de la libération - 51270 MONTMORT-LUCY

Durée : 99 ans
Capital social : 1 500 euros divisé en 1 500 actions de 1 euro

Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix

Clauses d'agrément : L'agrément résulte d'une décision des associés

Président : La SAS JLG INVEST, Société par actions simplifiée à associé unique, au capital social de 15 000 euros, dont le siège social est situé 2, Rue André Faubert, 51500 VILLERS-ALLERAND, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Reims sous le n° 920 591 005

Immatriculation : RCS de Reims

Pour avis, Le Président.
M2606152



DQ IMMOBILIER

Société civile immobilière au capital de 1 000 euros
Siège social : 6B rue de Clairmarais, 51500 TAISSY

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Reims du 16/05/26, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : DQ IMMOBILIER

Siège social : 6B rue de Clairmarais, 51500 TAISSY

Objet social : L'acquisition, l'administration, la jouissance par exploitation directe ou par bail de location ou autrement de tous immeubles à vocation industrielle commerciale ou d'habitation bâtis ou non bâtis non aménagés ou aménagés dont elle deviendra propriétaire par voie d'acquisition échange apport ou autrement,

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur David AUBERT, né le 07 janvier 1994 à REIMS (51) demeurant 8 rue Diderot 51100 REIMS
Monsieur Quentin FERON, né le 31 décembre 1994 à REIMS (51) demeurant 6B rue de Clairmarais 51500 TAISSY

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas par les associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales
Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.

Pour avis La Gérance

M2605977

CAVALIER

Société civile immobilière au capital de 500 euros
Siège social :
3 Quai de la Villa
51200 EPERNAY
RCS REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à EPERNAY du 20 mai 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : CAVALIER
Siège social : 3 Quai de la Villa, 51200 EPERNAY

Objet social : L'acquisition, la construction et la propriété de tous biens immobiliers, à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel. La mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location, ou autrement, de tous immeubles ainsi acquis ou édifiés, dont elle aura la propriété ou la jouissance, la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés. Éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 500 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Unal OZDEMIR, demeurant 3 Quai de la Villa, 51200 EPERNAY

Clauses relatives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant, agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.

Pour avis La Gérance

M2606051

LE POMMIER

Société civile immobilière au capital de 100 euros
Siège social : 3 Quai de la Villa
51200 EPERNAY
RCS REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à EPERNAY du 20 mai 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : LE POMMIER
Siège social : 3 Quai de la Villa, 51200 EPERNAY

Objet social : L'acquisition, la construction et la propriété de tous biens immobiliers, à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel. La mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation, par bail, location, ou autrement, de tous immeubles ainsi acquis ou édifiés, dont elle aura la propriété ou la jouissance, la prise de tous intérêts et participations dans toutes sociétés. Éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 100 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Unal OZDEMIR, demeurant 3 Quai de la Villa, 51200 EPERNAY

Clauses relatives aux cessions de parts : dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant. Agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.

Pour avis La Gérance

M2606052



Etude de Maîtres Jeremy MAÏRAN et Vincent REGNAULD

Notaires Associés
à BLANCS COTEAUX VERTUS (Marne)
52 rue Jean le Bon

VVS

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Vincent REGNAULD, Notaire à BLANCS-COTEAUX, le 12 mai 2026, a été constituée une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Dénomination sociale : VVS
Siège social : BLANCS-COTEAUX (51130) 3 allée du Cochelet VERTUS.

Durée : 99 ans
Capital social : TRENTE MILLE EUROS (30 000,00 EUR).

Agrement : oui sauf entre associés et descendants des associés.

Gérants : M. Willy VAUTRELLE et M^{me} Stéphanie VAUTRELLE demeurant à BLANCS-COTEAUX (51130), 3 allée du cochelet, VERTUS

Immatriculation au RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Pour avis Le notaire.

M2606065

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

WOLF SONG

121 Rue des Capucins
51100 REIMS

Aux termes d'un acte Sous-Seing Privé en date du 15/05/2026 à Reims.

Il a été constitué une Société Civile Immobilière présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : SCI WOLF SONG,

ACTIVITE : Gestion d'immeubles,

SIEGE SOCIAL : 121 Rue des Capucins 51100 REIMS,

DUREE 99 ans,

CAPITAL SOCIAL : 1.000 Euros divisé en 100 parts de 10 Euros chacune,

GERANT : Monsieur Pierre Alain CAVEL né le 14/06/1989 à Reims (51100), de nationalité Française, demeurant 121 Rue des Capucins à REIMS (51100).

IMMATRICULATION : Au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Pour avis, la Gérance.

M2606086

FCN

EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Vitry-le-François

21, rue Marabais
51300 Vitry-le-François
Tel : 03 26 74 21 18

IMMOBILIERE ARCA

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à POSSESSE du 19/05/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : IMMOBILIERE ARCA

Siège social : 4 rue de l'Eglise 51330 POSSESSE

Objet social : Acquisition et gestion, par location ou autrement, de tout bien immobilier bâti ou non bâti. Construction sur les terrains dont la société pourrait devenir propriétaire. Souscription d'emprunts avec ou sans garantie hypothécaire. Exceptionnellement, aliénéation du ou des immeubles devenus inutilisés à la société au moyen de vente, échange ou apport en société.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Rémi COFFRE demeurant 4 rue de l'Eglise 51330 POSSESSE

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas par les associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales

Immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis, la Gérance

M2606125

LA JOUSSIÈRE

Avis est donné de la constitution, aux termes d'un acte reçu par Maître Sophie POTISEK-BENARD, notaire à TOURS-SUR-MARNE, le 20 mai 2026, de la SCEV dont les caractéristiques sont les suivantes :

DENOMINATION : LA JOUSSIÈRE

SIEGE SOCIAL : 2 rue de l'Eglise 51150 VAL DE LIVRE

OBJET : acquisition, prise à bail, exploitation de tous biens viticoles.

DUREE : 99 ans

CAPITAL SOCIAL : 2500 € divisé en 100 parts de 25 €

GERANT : Franck MOUSSIE, demeurant à VAL DE LIVRE (51150), 2, rue de l'Eglise.

CESSION DE PARTS : librement cessibles entre associés ; agrément de tous les associés en cas de cession à des tiers.

IMMATRICULATION : RCS DE REIMS

Pour avis et mention

Maître Sophie POTISEK-BENARD

M2606132

AGENCE DOMUS

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros

Siège social : 28 Cours Jean-Baptiste Langlet 51100 REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Reims du 21 mai 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : AGENCE DOMUS

Siège : 28 Cours Jean-Baptiste Langlet, 51100 REIMS

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Capital : 1 000 euros

Objet : Agence d'architecture d'intérieur, activités de design et de décoration d'intérieur, conception d'espace et maîtrise d'œuvre.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Président : Monsieur François, Thomas BRAGIGAND, demeurant 28 Cours Jean-Baptiste Langlet, 51100 REIMS

La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Pour avis : Le Président

M2606134

LA GRANGE

Société à responsabilité limitée au capital de 1.500 Euros

Siège social : 18 rue de Châtivesle 51100 REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à REIMS du 19/05/2026, il a été constitué une société à responsabilité limitée dénommée LA GRANGE présentant les caractéristiques suivantes :

SIÈGE SOCIAL : 18 rue de Châtivesle - 51100 REIMS.

OBJET SOCIAL : La société a pour objet :

L'achat, la création, l'exploitation et la gestion de tous fonds de commerce de cafés, de restaurants, brasseries, avec vente d'alcools ;

La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL SOCIAL : 1.500 €.

GERANCE : Madame Saranda QADRAKU, demeurant 8 rue du Général Patton - 51220 COURCY.

Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Pour avis : La Gérance.

M2606139

RÉDACTION

BUSSON Benjamin

03.26.08.38.31

DESANTI Nastasia

03.26.08.38.32

redaction.pamb@legalnet.org

NOMDOS

Société d'Avocats
10 Boulevard Lundy - BP 2105
51074 REIMS CEDEX

LES TROISAM

Par acte SSP du 12/05/2026, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : LES TROISAM.

OBJET SOCIAL : - La propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, et de tous droits immobiliers dont la société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ;

- L'aliénation des immeubles ou droits immobiliers dont est propriétaire la société, au moyen de vente, d'échange ou d'apport en société.

SIÈGE SOCIAL : 58 rue de Louvois - 51100 REIMS.

CAPITAL : 90.003 €.

DURÉE : 99 ans.

GERANCE : M. METZ Damien, demeurant 58 rue de Louvois - 51100 REIMS ; M^{me} METZ Dominique, demeurant 58 rue de Louvois - 51100 REIMS.

Immatriculation au R.C.S. de REIMS.

M2606142

MODIFICATION

DE STATUTS

Ancienne dénomination : **SCI BLESMOISE**

Nouvelle dénomination : SOCIETE GROOLDEN

Ancienne forme : Société civile immobilière

Nouvelle forme : Société civile au capital de 1.000,00 €

101/103 avenue Henri Farman 51100 REIMS

RCS REIMS 821 547 239

Avis de modification

L'AGE en date du 24/04/2026 a décidé :

- d'étendre l'objet social aux activités suivantes : toutes prises de participations directes ou indirectes dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères, créées ou à créer, financières, commerciales, industrielles, civiles ou autres ; l'octroi de prêts ou d'avances à des sociétés ayant avec la société des liens de capital directs ou indirects ; l'acquisition et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et autres titres de placement,

- de modifier la catégorie juridique en Société civile,

- de modifier la dénomination sociale pour «SOCIETE GROOLDEN».

Pour avis,

M2605179

FCN

EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Epernay

2 rue Léger Bertin - BP 15
51201 EPERNAY CEDEX
Tél. : 03.26.54.14.44

CHAMPAGNE LEGRAS-FRAPART ET FILS

SAS au capital de 10 000 €
5 Allée du Stade - 51530 OIRY
RCS REIMS 524 028 446

Avis de modification

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 5 mai 2026, il résulte que M. Gaylord LEGRAS, demeurant : 5 Allée du Stade - 51530 OIRY a été nommé en qualité de Président en remplacement de M. Guy LEGRAS, démissionnaire.

Pour avis, Le Président

M2605199

GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE GEORGES OUDIN DE BETHENVILLE

Groupeement foncier agricole au capital de 464.750,00 Euros

4 rue de la Gare
51490 BETHENVILLE
428 665 343 R.C.S. Reims

Aux termes d'un PVAGE en date du 28/04/2026 ; Il a été constaté la fin des fonctions de gérant de M. Jean OUDIN à compter du 05/09/2025. En conséquence M. Jean-Pierre OUDIN, demeurant 25 la rue de Beaumont Beaumont-Hague - 50440 LA HAGUE et M. Georges-André OUDIN, demeurant 123 rue de Cernay - 51100 REIMS aux fonctions de co-gérants pour une durée indéterminée à compter du 05/09/2025.

Pour avis : La Gérance.

M2605563

R N'B FACADES

Société à responsabilité limitée au capital de 15 000 euros

Siège social : 6 rue de Lavannes - 51110 CAUREL

811 023 936 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 05 mai 2026, la collectivité des associés a pris acte de la décision prise par Monsieur Nicolas MARCZYLO de démissionner de ses fonctions de gérant et a nommé en qualité de nouveaux gérants :

Monsieur Richard RIBEIRO, demeurant 28 rue Ponce Riffart 08190 SAULT ST REMY,

Madame Sabrina RIBEIRO, demeurant 28 rue Ponce Riffart 08190 SAULT ST REMY,

pour une durée illimitée à compter du même jour.

Pour avis, la Gérance

M2605849

Octav

Société d'Avocats

8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

OMTEK - EGD

Société par actions simplifiée au capital de 6.000 €

Siège social : ZAC Croix Blandin 3 Rue des Terres 51420 CERNAY LES REIMS

823 457 973 RCS REIMS

Nomination d'un commissaire aux comptes

Aux termes d'une décision de l'Associée Unique en date du 30/06/2025, la Société SLEC AUDIT, identifiée sous le n° 837 889 237 RCS SAINT-QUENTIN, domiciliée Chemin de la Porte Verte 02000 LAON, a été nommée en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour un mandat de trois exercices, soit jusqu'à la décision de l'Associée Unique sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2027.

Il est ici précisé que le Commissaire aux Comptes a également une mission complémentaire portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Pour avis.

M2605916

MCCA

Société Coopérative d'Intérêt Collectif d'HLM

A capital variable
RCS Reims n° B 335.680.252

2 place Paul Jamot
51100 REIMS

Le Conseil d'Administration du 12 mai 2025 a pris acte de la décision de la Commune de Béthény en date du 17 avril 2026 qui désigne en tant que représentant permanent Monsieur Julien DUPAIN, qui accepte, né le 19/06/1983 à Reims (51), et demeurant à Béthény (51450), 11 allée du Buisson Sarrazin, en remplacement de Monsieur Jean-Claude MAUDUIT.

Pour avis.

M2605917

Octav

Société d'Avocats

8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

SOFFI MARNE AMENAGEMENT - EGD

Société par actions simplifiée au capital de 260.000 €

Siège social : ZAC CROIX BLANDIN 3 Rue des Terres 51420 CERNAY LES REIMS

337 381 362 RCS REIMS

Nomination d'un commissaire aux comptes

Aux termes d'une décision de l'Associée Unique en date du 30/06/2025, la Société SLEC AUDIT, identifiée sous le n° 837 889 237 RCS SAINT-QUENTIN, domiciliée Chemin de la Porte Verte 02000 LAON, a été nommée en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour un mandat de trois exercices, soit jusqu'à la décision de l'Associée Unique sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2027.

Il est ici précisé que le Commissaire aux Comptes a également une mission complémentaire portant sur l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Pour avis.

M2605919

SOCIETE ANONYME LONCLE

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 50 000 euros

Siège social : 32 Rue Pasteur 51380 VILLERS MARMERY

328 123 302 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 10 avril 2026, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires a nommé Monsieur Corentin GRONDIN, 88 Ter Avenue Pierre Semard, 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE, en qualité de membre du Conseil de surveillance de la Société, en remplacement de Madame Aline LONCLE, démissionnaire, pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir.

Pour avis Le Directoire

M2605936

SJFC

SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE DE CHAMPAGNE

3 rue Jean Mermoz
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

E.L.

Société civile immobilière au capital de 762,25 euros

Siège social : 1 Avenue de la Noue du Moulin 51510 FAGNIERES

394 870 554
RCS CHALONS EN CHAMPAGNE

Avis de transfert de siège social

Aux termes d'une décision unanime des associés signée électroniquement entre le 27 avril 2026 et le 5 mai 2026, les associés ont décidé de transférer le siège social de la Résidence Les Beaux Regards, Bâtiment «Les Cigognes» à FAGNIERES (51510), au 1 Avenue de la Noue du Moulin à FAGNIERES (51510) à compter du 11 octobre 2025, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis La Gérance

M2605972

Octav

Société d'Avocats

8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

PHARMACIE FISMOISE

Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée de Pharmaciens d'Officine au capital de 191.100 €

Siège social : 14 rue De La Huchette, 51170 FISMES

530 751 486 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 29/04/2026, l'AGE a décidé de transférer le siège social du 14 rue de la Huchette, 51170 FISMES au 1 rue d'Ardre, 51170 FISMES à compter du 08/06/2026, et de modifier en conséquence les statuts.

Pour avis

M2605958

RYDGE CONSEIL

NAF IMMO

Société A Responsabilité Limitée à associé unique au capital de 1 000 €

Siège social : 53 avenue de Paris 51530 SAINT MARTIN D'ABLOIS

850 505 058 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 12 mai 2026, l'Associé Unique a décidé de transférer le siège social du 53 avenue de Paris, 51530 SAINT MARTIN D'ABLOIS au 19 rue de l'Egalité 51530 PIERRY à compter du de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis La Gérance

M2605991

3 AS

Société civile immobilière au capital de 1 000 euros

Siège social : Rue du Rol Tanguy 51450 BETHENY

532 287 018 RCS REIMS

Aux termes de ses décisions en

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

SCEA
« DES VANETTES »

Capital social : 80 655 €
Siège social :
404 rue Principale - 51230 NORMÉE
RCS REIMS 393 735 402

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2025, les associés ont décidé d'étendre l'objet social à l'exploitation d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil dont les générateurs sont fixés ou intégrés aux bâtiments dont elle est locataire ou propriétaire, à compter du 31 décembre 2025.

Pour avis, La Gérance.

M2606002



FCN Reims Farman

7 rue Gabriel Voisin

B.P. 318

51688 REIMS CEDEX 2

Tél. : 03.26.09.24.66

TALL

Société civile immobilière

au capital de 500 €

Siège social :

1 rue de la Tuilerie Montgrimaux

51190 GRAUVES

898 149 984 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 27 novembre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé : de transférer le siège social du 1 rue de la Tuilerie Montgrimaux, 51190 GRAUVES au 5 rue des Sept Vents, 51190 OGER à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Modification sera faite au greffes du Tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis - La Gérance

M2606032



FCN Reims Farman

7 rue Gabriel Voisin

B.P. 318

51688 REIMS CEDEX 2

Tél. : 03.26.09.24.66

TALL

Société civile immobilière

au capital de 500 €

Siège social :

1 rue de la Tuilerie Montgrimaux

51190 GRAUVES

898 149 984 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 27 novembre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire a :

- décidé de transférer le siège social du 1 rue de la Tuilerie Montgrimaux, 51190 GRAUVES au 5 rue des Sept Vents, 51190 OGER à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de REIMS sous le numéro 898 149 984 RCS REIMS fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE.

La Société, constituée pour 99 années à compter du 13 avril 2021, a pour objet social l'acquisition de tous immeubles bâtis ou non bâtis et leur exploitation et un capital de 500 € composé uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : Monsieur Alain GRUSON - nommé Monsieur Lilian GRUSON, demeurant 5 rue des Sept Vents, 51190 OGER, en qualité de cogérant à compter de ce jour.

Pour avis - La Gérance

M2606033

SCI LES ANSINGES
MONTAIGU

SCI au capital de 1026630 €
Siège social :
centre d'activité de la cote 51150 Tours
-sur-Marne
398 362 988 RCS de Reims

Aux termes de l'AGO en date du 18/05/2026 les associés ont nommé co-gérant M^{me} VRANKEN Nathalie, demeurant 47 rue de Lille 75007 Paris en remplacement de M. VRANKEN Paul François

Mention au RCS de Reims

M2606069

SCI DES VIGNES
D'AMBRUYERE

SCI au capital de 38399,99 €
Siège social :
Centre activités la Côte des Noirs - le
Champ chapon lots 9 et 12 51150
Tours-sur-Marne
322 416 397 RCS de Reims

Aux termes de l'AGO en date du 18/05/2026 les associés ont nommé gérant M^{me} VRANKEN Nathalie, demeurant 47 rue de Lille 75007 Paris en remplacement de M. VRANKEN Paul François

Mention au RCS de Reims

M2606070

SOCIETE CIVILE
DU PEQUIGNY

SC au capital de 28896 €
Siège social :
domaine des Castaignes 51270
Montmort-Lucy
410 025 134 RCS de Reims

Aux termes de l'AGO en date du 18/05/2026 les associés ont nommé co-gérant M^{me} VRANKEN Nathalie, demeurant 47 rue de Lille 75007 Paris en remplacement de M. VRANKEN Paul François

Mention au RCS de Reims

M2606073

DOMAINE
DU MONTCHENOIS

SC au capital de 4461500 €
Siège social :
domaine du Montchenois 51140
Chenay
421 321 068 RCS de Reims

Aux termes de l'AGO en date du 18/05/2026 les associés ont nommé co-gérant M^{me} VRANKEN Nathalie, demeurant 47 rue de Lille 75007 Paris en remplacement de M. VRANKEN Paul François

Mention au RCS de Reims

M2606074

SCEV HUGOT

Société Civile d'Exploitation Viticole
Capital Social : 30.000 euros
Siège social : 13 Allee de la Cote Des
Blancs, 51200 EPERNAY
432 000 966 RCS Reims

Aux termes du procès-verbal de l'AGE du 12 mars 2026, les associés de la SCEV HUGOT ont constaté la révocation de Monsieur Damien HUGOT de ses fonctions de gérant prononcée par jugement du Tribunal judiciaire de Chalons en Champagne du 21 mai 2025.

Pour avis La Gérance

M2606076

POMMERY

SAS au capital de 10125000 €
Siège social :
5 pl du general gouraud 51100 Reims
441 990 132 RCS de Reims

Aux termes de l'AGO en date du 18/05/2026 l'associé unique a nommé président M^{me} VRANKEN Nathalie, demeurant 47 rue de Lille 75007 Paris (actuelle Directrice Générale) en remplacement de M. VRANKEN Paul François, démissionnaire.

Mention au RCS de Reims

M2606079

SAS
RENE LALLEMENT

SAS au capital de 34880 €
Siège social :
Centre d'activités la Côte des Noirs - le
Champ Chapon lots n 9 e 51150 Tours
-sur-Marne
415 299 023 RCS de Reims

Aux termes de l'AGO en date du 18/05/2026 les actionnaires ont nommé président M^{me} VRANKEN Nathalie, demeurant 47 rue de Lille 75007 Paris en remplacement de M. VRANKEN Paul François, démissionnaire.

Mention au RCS de Reims

M2606081

CHAMPIGNY
LES SABLES

Société par actions simplifiée
au capital de 21.000,00 euros
Siège social :
25 Rue Libergier - 51100 REIMS
837 581 875 RCS REIMS

Par décision du 30 avril 2026, les associés de la Société ont :

1/ décidé de procéder à une augmentation de capital social de 20.000 euros pour le porter de 1.000 euros à 21.000 euros, par l'émission de 20.000 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune ;

2/ constaté que les capitaux propres de la Société sont reconstitués à un niveau au moins égal à la moitié du capital social.

Suite à ces opérations, le capital social est désormais fixé à 21.000 euros, divisé en 21.000 actions de 1 euro de nominal chacune. En conséquence, les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés.

Pour avis, Le Président.

M2606135

SAS
DES VIGNOBLES
VRANKEN

SAS au capital de 1600 €
Siège social :
la Ferme des Castaignes
51270 Montmort-Lucy
411 224 900 RCS de Reims

Aux termes de l'AGO en date du 18/05/2026 l'associé unique a nommé président M^{me} VRANKEN Nathalie, demeurant 47 rue de Lille 75007 Paris en remplacement de M. VRANKEN Paul François, démissionnaire.

Mention au RCS de Reims

M2606091

SCI DU 23 RUE
LIBERGIER

Société civile immobilière
au capital de 9.000,00 euros
Siège social :
23 rue Libergier 51100 REIMS
820 389 070 RCS REIMS

Aux termes d'un acte sous signatures privées en date du 13 avril 2026, il a été constaté la fin du mandat de gérant de Monsieur Frédéric LOGEART à compter du même jour.

Aux termes de la décision collective ordinaire des associés en date du 11 mai 2026, il a été décidé de nommer, en qualité de co-gérants aux côtés de Monsieur Bertrand ROLLIN et Monsieur François GAUTHIER, pour une durée indéterminée, Madame Sonia BADAUT, Monsieur Alexis CARETTE et Monsieur Pierre VIAL, rétroactivement à compter du 13 avril 2026.

Mention en sera faite au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Pour avis.

M2606092

TONNELLERIE
DES CINQ CHÊNES

Société à responsabilité limitée
au capital de 100 € porté à 18 550 €
Siège social :
3 Rue des Vergers
51480 FLEURY LA RIVIERE
102 298 767 RCS REIMS

Il résulte du procès-verbal des décisions de l'Associé Unique en date du 15 avril 2026 que le capital social a été augmenté d'une somme de dix-huit mille quatre cent cinquante (18 450) euros par voie d'apport en nature, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :

Capital social :
Ancienne mention : 100 € Nouvelle mention : 18 550 €

L'inscription modificative de la Société sera effectuée au RCS de REIMS.

Pour avis La Gérance

M2606112



CB 1

Société par actions simplifiée
au capital de 80.000 €
Siège social :
Zone d'Activité du Moulin de l'Écaille
16 Rue Nicolas Appert
51430 TINQUEUX
332 639 848 RCS REIMS

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'Associée Unique en date du 30/04/2026, il résulte que : La Société ALCB1 INVEST, SARL au capital de 2.000 €, dont le siège social est 2 Impasse du CBR 51390 PARGNY LES REIMS, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 103 953 477 RCS REIMS, a été nommée en qualité de Directrice Générale, pour une durée illimitée.

Modification sera faite au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.

Pour avis

M2606127

DANAU TP

Société à responsabilité limitée
au capital de 5.000 euros
Siège social :
40 rue Charles de Gaulle
51420 CERNAY LES REIMS
995 235 710 R.C.S. Reims

Aux termes d'une décision en date du 21/05/2026 l'Associé Unique a décidé de modifier l'objet social aux activités de prestataire de travaux publics, de maçonnerie générale et accessoirement toutes prestations de travaux agricoles : arrachages des vignes, préparation de sols, défonçages, drainage viticole, aménagement de chemin agricole et curage des bassins et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

Pour avis : La Gérance.

M2606138

YGO
INVESTISSEMENT

Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social :
8, rue des Boucheries,
51100 REIMS
940 239 536 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 12.05.2026, le Président de la société par actions simplifiée YGO INVESTISSEMENT, usant des pouvoirs conférés par les statuts, a décidé de transférer le siège social du 8, rue des Boucheries, 51100 REIMS au 18, rue Condorcet 51100 REIMS, à compter de ce jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis Le Président

M2606149

FUSION

BASTIDE LE
CONFORT
MEDICAL

Société anonyme
au capital de 3.360.847,05 euros
Siège social :
12, avenue de la Dame
Zone Euro 2000
30132 CAISSARGUES
305 635 039 RCS NIMES
Société absorbante

et
V.S.B. MATERIEL
MEDICAL

Société par actions simplifiée
au capital de 40.000 euros
Siège social :
3, rue du Pont
51300 VITRY-LE-FRANCOIS
411 512 189 RCS CHALONS-EN-
CHAMPAGNE
Société absorbée

Avis de fusion

Aux termes d'un traité de fusion en date à CAISSARGUES du 23/03/2026, la société V.S.B. MATERIEL MEDICAL, société par actions simplifiée au capital de 40.000 euros, dont le siège social est situé 3, rue du Pont, 51300 VITRY -LE-FRANCOIS, immatriculée au RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE sous le numéro 411 512 189, et la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL, société anonyme au capital de 3.360.847,05 euros, dont le siège social est situé 12, avenue de la Dame - Zone Euro 2000, 30132 CAISSARGUES, immatriculée au RCS de NIMES sous le numéro 305 635 039, ont établi le projet de leur fusion par voie d'absorption de la société V.S.B. MATERIEL MEDICAL par la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL.

Le traité de fusion a été déposé au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS-EN-CHAMPAGNE le 23/03/2026 et au greffe du Tribunal de commerce de NIMES le 25/03/2026, et l'opération a fait l'objet des publicités légales requises, notamment d'une publication au BODACC le 27/03/2026 (Gard) et le 02/04/2026 (Marne), faisant courir le délai d'opposition des créanciers.

Aucune opposition n'ayant été formée, ainsi qu'il résulte du certificat de non-opposition délivré par le greffe du Tribunal de commerce de CHALONS-EN-CHAMPAGNE en date du 06/05/2026 et par le Tribunal de Commerce de NIMES en date du 06/05/2026, l'associé unique de la société V.S.B. MATERIEL MEDICAL, la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL, a, par décisions en date du 20/05/2026, approuvé la fusion, les apports effectués et leur évaluation, et constaté la réalisation définitive de la fusion par voie d'absorption de la société V.S.B. MATERIEL MEDICAL par la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL à la date du 01/05/2026 à 00h01, ainsi que la dissolution sans liquidation de la société V.S.B. MATERIEL MEDICAL.

Conformément à l'article L. 236 -3, Il du Code de commerce et aux stipulations du traité de fusion, la société V.S.B. MATERIEL MEDICAL étant détenue à 100 % par la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL, il n'a pas été procédé à un échange des actions de la société absorbée contre des actions de la société absorbante, ni à une augmentation de capital de cette dernière.

Il est précisé que, sur le plan fiscal et comptable, la fusion prend effet rétroactivement au 01/07/2025, de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par la société VSB MATERIEL MEDICAL depuis cette date jusqu'au 01/05/2026 à 00h01 seront réputés réalisés, selon le cas, au profit ou à la charge de la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL et considérés comme accomplis par cette dernière.

Pour avis, le représentant légal

M2606123



Centre d'Affaires Colbert
34 rue des Moulins - 51100 REIMS

BOURQUIN
IMPRIMERIES

Société par actions simplifiée
au capital de 400.000 €
Siège social :
4 et 6 rue André Huet 51100 REIMS
335 780 433 RCS REIMS

Avis de fusion

La société BOURQUIN IMPRIMERIES a été établie en date du 30 mars 2026 un traité de fusion établi par acte sous signature privée contresigné par avocat avec la société N.I.C.O.L., société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 4 et 6, rue André Huet 51100 REIMS, identifiée sous le numéro 508 627 320 RCS REIMS.

Le traité de fusion a fait l'objet d'une publication au BODACC en date du 7 avril 2026 pour les sociétés BOURQUIN IMPRIMERIES et N.I.C.O.L.

En application des dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, la société BOURQUIN IMPRIMERIES étant propriétaire de la totalité des actions composant le capital social de la société N.I.C.O.L. depuis une date antérieure au dépôt du projet de fusion au Greffe du tribunal de commerce de REIMS, la fusion n'a pas donné lieu à approbation par l'assemblée générale extraordinaire des sociétés concernées, il n'a pas été procédé à une augmentation du capital de la société BOURQUIN IMPRIMERIES, la société N.I.C.O.L. s'est trouvée dissoute sans liquidation et la fusion a été définitivement réalisée le 8 mai 2026, soit le lendemain de l'expiration du délai d'opposition des créanciers des sociétés absorbante et absorbée prévu à l'article R. 236-11 du Code de commerce.

Le mail de fusion s'élève à 75.162 €.

Toutefois, fiscalement et comptablement, la fusion a pris effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2026, de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par la Société N.I.C.O.L. depuis le 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 8 mai 2026 seront réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de la société BOURQUIN IMPRIMERIES et considérées comme accomplies par la société BOURQUIN IMPRIMERIES depuis le 1^{er} janvier 2026.

Pour avis Le Président

M2605959

CONVOCAION

SAS CMA
COURTAGE

Avis de convocation

Les Associés de la SAS CMA COURTAGE, sise 3 cours d'Ormesson à CHÂLONS EN CHAMPAGNE, sont convoqués au siège social le jeudi 25 juin 2026 à 17h30 en assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2025 ;
Quitus au président ;
Affectation du résultat ;
Pouvoirs.

Le président.

M2605076

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

COOPERATIVE
DU SYNDICAT
GENERAL
DES VIGNERONS

Siège social : allées de Cumières
51202 EPERNAY
RCS REIMS D 780 382 032
Coopérative agricole immatriculée
sous le N°900

Convocation

Les associés-coopérateurs de la coopérative sont convoqués en ASSEMBLEE DE SECTION sur l'ordre du jour suivant :

1- Information des associés sur la marche de la Coopérative au cours de l'exercice 2025 et discussion des questions portées à l'ordre du jour de L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE et EXTRAORDINAIRE du 18 JUIN 2026 :

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- Rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de la Coopérative durant l'exercice clos le 31 décembre 2025
- Présentation des comptes sociaux et consolidés

- Rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels, sur les comptes consolidés et sur les conventions réglementées
- Approbation des comptes annuels et consolidés de l'exercice 2025

- Approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes - Quitus aux Administrateurs - Constatation et affectation des excédents de l'exercice
- Renouvellement partiel du conseil d'administration - Non renouvellement d'un commissaire aux comptes

- Constatation de la variation du capital social - Fixation de l'allocation globale pour indemnités de temps passé aux Administrateurs

- Fixation de l'allocation pour la formation des Administrateurs
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- Mise à jour des statuts de la coopérative

- Mise à jour du règlement intérieur du Conseil d'Administration
- Pouvoirs pour les formalités

2- Election des délégués de section
Les Assemblées de section se tiendront aux dates et lieux suivants :
Section AUBE, mardi 19 mai 2026, à 17 h 30, à la Coopérative de Barfontarc à Baroville ;

Section AISNE, mercredi 21 mai 2026, à 17 h 30, au magasin CSGV de Dormans ;

Section PORT A BINSON, mercredi 21 mai 2026, à 17 h 30, au magasin CSGV de Dormans ;

Section AMBONNAY-BOUZY, mardi 26 mai 2026, à 17 h 30, à l'espace culturel de Mailly-Champagne ;

Section CRAMANT, mardi 26 mai 2026, à 17 h 30, à l'espace culturel de Mailly-Champagne ;

Section MAILLY CHAMPAGNE, mardi 26 mai 2026, à 17 h 30, à l'espace culturel de Mailly-Champagne ;

Section VILLEDOMMANGE, mardi 26 mai 2026, à 17 h 30, à l'espace culturel de Mailly-Champagne ;

Section BARBONNE-FAYEL, mardi 02 juin 2026, à 17 h 30, au magasin CSGV de Sézanne ;

Section BASSUET, mardi 02 juin 2026, à 17 h 30, au magasin CSGV de Sézanne.

L'Assemblée générale plénière ordinaire et extraordinaire des délégués élus par les assemblées de section et des Associés non-coopérateurs se tiendra le jeudi 18 juin 2026 à 17 h 00 au siège social de la CSGV, Allées de Cumières à Epernay, en présence des délégués de section. L'ordre du jour sera identique à celui prévu pour les Assemblées de section au point 1.

Les Associés ont la faculté de prendre connaissance, à partir du 15^{ème} jour précédant chaque assemblée de section, des rapports de conseil d'administration et du commissaire aux comptes, du bilan, du compte de résultat et de l'annexe de l'exercice 2025, au Siège social, allées de Cumières à Epernay.

Le Conseil d'Administration

M2605945

Caisse Mutuelle
Marnaise
d'Assurance

Avis de convocation

Les délégués à l'assemblée générale de la Caisse Mutuelle Marnaise d'Assurance (C.M.M.A.), dont le siège social est 3 cours d'Ormesson à CHÂLONS EN CHAMPAGNE, sont convoqués au siège le jeudi 25 juin 2026 à 17 heures en assemblée générale ordinaire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes de l'exercice 2025 ;

- Quitus aux administrateurs ;
- Affectation du résultat ;
- Nomination d'un administrateur.

En application de l'article 11 des statuts, il est rappelé que tout délégué peut se faire représenter par un autre sociétaire, non salarié de la société, chaque mandataire ne pouvant être porteur de plus de cinq mandats.

Le sociétaire porteur de pouvoirs doit les déposer au siège de la société et les y faire enregistrer cinq jours au moins avant la réunion des assemblées générales, faute de quoi ces pouvoirs sont nuls et de nul effet.

Le président.

M2605077

POURSUITE D'ACTIVITE

CERTICO

Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social :
2 rue Jules Méline, 51430 BEZANNES
931 900 773 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 30 avril 2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : La présidente.

M2606144

UnumKey

Société par Actions Simplifiée
au Capital Social de 10.000 €
Siège Social :
16 Rue Gabriel Voisin
51100 REIMS
RCS Reims 832 365 373

Suivant délibération en date du 11 Mai 2026, les Associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, statuant en application des dispositions des articles L. 225-248 alinéa 1 et L. 227-1 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution anticipée de la Société.

Le Président.

M2605953

DOMAINE
DES GRATTIERES

SARL au capital de 7.500 €
Siège social :
Route de Bouvancourt
51220 Hermonville
453 145 542 RCS de Reims

Aux termes de l'AGE en date du 31/03/2026, les associés ont décidé la continuation de la société malgré un actif net inférieur à la moitié du capital social.

Mention au RCS de Reims

M2606049



CLM FINANCES

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social :
6 Bis Rue de Loivre
51110 BOURGOGNE FRESNE
953 598 372 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 29 juin 2025, l'Associée Unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis La Gérance

M2606061

SALLE DE JEUX
CLM

Société par actions simplifiée
au capital de 2 000 euros
Siège social :
10 Rue de la Dent d'Oche
Zone de la Croix Maurencienne
51370 ST BRICE COURCELLES
954 045 795 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 30 juin 2025, l'Associée Unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : La Présidente

M2606078

DISSOLUTION

DE SOCIETE



BCH PLOMBERIE

EURL au capital de 1 000 €
Siège social : 39 RUE ALEXANDRE
DE SERBIE
51100 REIMS
RCS de REIMS n°998 980 312

Avis de dissolution

En date du 24/04/2026, l'associé unique a approuvé la dissolution anticipée de la société à compter du 24/04/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur M. KARAAASLAN ABDULSAMED, demeurant 39 RUE ALEXANDRE DE SERBIE 51100 REIMS et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

M2606124

VROOM VTC

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 500 euros
Siège social :
4, allée Maurice Allais
51430 BEZANNES
Siège de liquidation :
4, allée Maurice Allais
51430 BEZANNES
983 226 713 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 07.05.2026, l'Associé Unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Alexandre COUSTHEUR, demeurant 4, allée Maurice Allais 51430 BEZANNES, Associé Unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 4, allée Maurice Allais 51430 BEZANNES.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Reims, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

M2605927

SCI PIERRE BAYEN

Société civile immobilière
en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social et de liquidation :
1 Rue René Lemoine
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
480 107 390
RCS CHALONS EN CHAMPAGNE

Avis
de dissolution anticipée

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 30 avril 2026 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Stéphane DUFOUR, demeurant 25 rue Saint Lazare 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

M2605954

OFFICE NOTARIAL DU
FORT

66 rue de Sedan
08000 LES AYVELLES

SCI BLNM

SCI au capital de 20000 €.
Siège social :
11 rue Saint Remi 51500 SACY
789 785 664 RCS de REIMS

Avis de dissolution

Aux termes de l'AGE en date du 05/05/2026 les associés ont décidé à compter du 01/05/2026 la dissolution et la mise en liquidation amiable, nommé liquidateur M. MATHIE-MATHEU François, demeurant 3 rue de la Masure 51500 SACY, et fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

Mention au RCS de REIMS

Pour avis.

M2606043

BOUT FORMOSO

SASU au capital de 500 €
Siège social :
9 RUE DE LA TUILERIE
51800 Chaudefontaine
938 344 991
RCS de Châlons-en-Champagne

Aux termes de l'AGE en date du 01/06/2026 l'associé unique a décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé liquidateur M. FORMOSO SILVAIN, demeurant 9 RUE DE LA TUILERIE 51800 Chaudefontaine, et fixé le siège de liquidation au siège social.

Mention au RCS de Châlons-en-Champagne

M2606110



FCN Reims Moissons
7 Rue Gabriel Voisin - CS80018
51686 REIMS CEDEX 2

ZUBA CAFE

Société par actions simplifiée
en liquidation
Au capital de 1 000 €
Siège social et de liquidation :
9 Rue Marcel Thil
51100 REIMS
985 240 936 RCS REIMS

Aux termes d'une délibération en date du 22 décembre 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Madame Anais CYATWA, demeurant 9 rue Marcel Thil 51100 REIMS, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 9 rue Marcel Thil 51100 REIMS.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de REIMS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

M2605913

CLOTURE

DE LIQUIDATION

SERVICE RAPIDE
DE MAINTENANCE
PLUS

Société à responsabilité limitée
en liquidation
au capital de 3.000,00 €
8 rue Saint-Laurent
51170 COURLONDON
R.C.S. Reims 511 984 270

Avis de liquidation

L'assemblée générale, réunie le 9 mars 2026, à l'adresse du liquidateur a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus de la gestion et déchargé du mandat de liquidateur de M^{me} Valérie BERNIER-MICHEL, demeurant 8 rue Saint-Laurent à COURLONDON (51) et constate la clôture de liquidation. Les comptes de liquidation ainsi que la décision de clôture prise par l'assemblée, le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS (51).

Pour avis : Le liquidateur.

M2605463

SARL

MIZON FRERES

Société à responsabilité limitée
au capital de 100.000 €
Siège social :
35 boulevard des Fosses de Ronde
51150 AMBONNAY
SIRET 431766716 R.C.S. Reims

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 7 mai 2026, les associés, après avoir entendu le rapport du liquidateur, ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, déchargé Monsieur MIZON Philippe de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS. Mention sera faite au R.C.S. de REIMS.

Le liquidateur.

M2605694

SCI PIERRE BAYEN

Société civile immobilière
en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social et de liquidation :
1 Rue René Lemoine
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
480 107 390
RCS CHALONS EN CHAMPAGNE

Avis
de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 30 avril 2026 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Stéphane DUFOUR, demeurant 25 rue Saint Lazare 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

M2605955

EARL « Thierry
et Catherine
JOBART »

Société en liquidation
Capital social : 25 400 €
Siège social :
15 rue Jacques Haimart 51500 LUDES
RCS REIMS 825 369 853

Aux termes d'une délibération en date du 31/03/2026, la collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport de Monsieur Thierry JOBART, liquidateur, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation ont été déposés au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis, Le Liquidateur.

M2606058

5 RUE SALIN

Société civile immobilière en liquidation
au capital de 1 000 euros
Siège social :
39, rue du Général Sarrail
51100 REIMS
Siège de liquidation :
39, rue du Général Sarrail
51100 REIMS
840 923 759 RCS REIMS

Avis
de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 30.09.2025 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Benoit MIGNEAUX, demeurant 39, rue du Général Sarrail 51100 REIMS, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de REIMS, en annexe au RCS.

Pour avis Le Liquidateur

M2606136

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne



Etude CLOVIS
notaires
Département Droit des Affaires

15 rue Clovis - 51100 REIMS
Tél. 03 26 87 71 71
etudeclovis@notaires.fr
www.etude-clovis.notaires.fr

SCI PERSEPOLIS

Société Civile Immobilière
en cours de liquidation
au capital de 9.000,00 Euros
Siège social :
8 boulevard Dieu-Lumière
51100 REIMS
450.695.341 RCS REIMS

Suivant délibération en date du 10/04/2026, l'assemblée générale a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de REIMS.

Mention sera faite au RCS de REIMS.
Pour avis, Le liquidateur

M2606030



OFFICE NOTARIAL DU FORT
66 rue de Sedan
08000 LES AYVELLES

SCI BLNM

SCI au capital de 20000 €.
Siège social :
11 rue Saint Remi 51500 SACY
789 785 664 RCS de REIMS

Aux termes de l'AGE en date du 05/05/2026 les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. MATHIE-MATHEU François, demeurant 3 rue de la Masure 51500 SACY pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Reims. Radiation au RCS de Reims

M2606044

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

EPOUX LECLERCQ

Changement de régime matrimonial

Aux termes d'un acte reçu par Maître Carole MORET CARLIER Notaire à POGNY (51240) 1, rue de Châlons (CRPCEN 51008), le 18 mai 2026, Monsieur Bernard, Louis LECLERCQ, né à BEZU SAINT GERMAIN (02400), le 22 mars 1950 et Madame Chantal, Blanche, Henriette POILVERT, née à ARCIS SUR AUBE (10700), le 4 mai 1953, demeurant à DOMMARTIN-LETTREE (51320), 8 Impasse des Tamaris, mariés sans contrat à DOMMARTIN-LETTREE (51320) le 14 septembre 1974.

Ont adopté le régime de la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale au survivant et exclusion de la reprise des biens propres en cas de dissolution par décès.

Oppositions à adresser dans les trois mois de la date de parution du présent avis, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte de commissaire de justice à Maître Carole MORET CARLIER, notaire à POGNY (51240), 1, rue de Châlons.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial à M. le juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent.
M2605996



EPOUX GARNOTEL

Insertion aménagement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Clarisse CAILTEAUX-BRICE, Notaire e de la société d'exercice libéral par actions simplifiée dénommée «CAILTEAUX NOTAIRES», titulaire d'un Office Notarial à WITRY LES REIMS, 2, Avenue de Rethel, CRPCEN 51057, le 19 mai 2026, a été conclu l'aménagement de régime matrimonial.

Entre : Monsieur Jean Marie Rémy GARNOTEL, agriculteur, et Madame Anne-Laure Marie Raymonde GILLES, agricultrice, demeurant ensemble à LAVANNES (51110) 16 rue de la Comme.

Monsieur est né à REIMS (51100) le 8 janvier 1967, Madame est née à REIMS (51100) le 12 avril 1975. Mariés à la mairie de LAVANNES (51110) le 19 août 2000 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Dominique HAZARABEDIAN, notaire à WITRY LES REIMS, le 11 août 2000.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité Française. Madame est de nationalité Française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Contenant l'adjonction d'une société d'acquêts, et mise en communauté de divers biens leur appartenant.

Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion Le notaire.

M2606041

AVIS DIVERS

M^{me} Jeanine DARDENNE

Avis de saisine de légataire universel délai d'opposition Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 9 mars 2006,

Madame Jeanine Juliette Françoise DARDENNE, en son vivant retraitée, veuve de Monsieur Bertrand Eugène BESNARD, demeurant à REIMS (51100) 2 esplanade Rémi Pellot. Née à REIMS (51100), le 6 décembre 1926. Décédée à REIMS (51100) (FRANCE), le 23 février 2026.

A consenti un legs universel. Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Christophe ETIEN, Notaire associé de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée «Baptiste DELLOYE, Christophe ETIEN et Hélène LERAULT, notaires associés», titulaire d'un office notarial à REIMS (Marne), 18 rue de la Tirelire, le 18 mai 2026, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Christophe ETIEN, notaire à REIMS (51100) 18 rue de la Tirelire, référence CRPCEN : 51048, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.
M2605995



M. Christian DUFRESNES

SELARL OFFICE NOTARIAL HERVO
13 rue du Docteur Calmette
51200 EPERNAY

M. Christian DUFRESNES

L'Office notarial de Maître Jean-Cyril HERVO, situé à EPERNAY (51200), 13 rue du Docteur Calmette, est chargé du règlement de la succession de Monsieur Christian Robert Louis DUFRESNES, né à AMNÉVILLE (57360), le 15 janvier 1955, demeurant à AY-CHAMPAGNE (51160) 5 rue Abel Chabrolle et décédé en son domicile, le 8 mars 2026.

Tout créancier du défunt doit faire connaître sa créance auprès dudit Office notarial par lettre recommandée avec accusé de réception et joindre à ladite lettre les justificatifs de la créance, et ce afin de permettre de la porter au passif de la succession.

Pour avis et mention. Me HERVO M2606109

M^{me} Odette JEANRAT

Avis d'existence d'un legs universel

Par testament olographe Madame Odette Léone JEANRAT née POTAUFEUX en son vivant demeurant à AY-CHAMPAGNE (51160) 5 rue Saint Brice, a consenti un legs universel.

Ledit testament a été déposé au rang des minutes de Maître Maxence LEFEBVRE, notaire à AY-CHAMPAGNE (51160) 5 rue de la Chartre, le 2 avril 2026.

Opposition pourra être faite auprès de Maître Maxence LEFEBVRE chargé de la succession.
M2606137

TRANSMISSION

UNIVERSELLE

DE PATRIMOINE



Centre d'Affaires Colbert
34 rue des Moulins - 51100 REIMS

N.I.C.O.L.

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 €
Siège social :
4 et 6, rue André Huet 51100 REIMS
508 627 320 RCS REIMS

Avis de dissolution

La société N.I.C.O.L. a établi par acte sous signature privée contresigné par avocat en date du 30 mars 2026 un traité de fusion avec la société BOURQUIN IMPRIMERIES, société par actions simplifiée au capital de 400.000 €, dont le siège social est situé 4 et 6, rue André Huet 51100 REIMS, identifiée sous le n° 335 780 433 RCS REIMS.

Le traité de fusion a fait l'objet d'une publication au BODACC en date du 7 avril 2026 pour les sociétés BOURQUIN IMPRIMERIES et N.I.C.O.L.

En application des dispositions de l'article L. 236-11 du Code de commerce, la société BOURQUIN IMPRIMERIES étant propriétaire de la totalité des actions composant le

capital social de la société N.I.C.O.L. depuis une date antérieure au dépôt du projet de fusion au Greffe du tribunal de commerce de REIMS, la société N.I.C.O.L. s'est trouvée dissoute sans liquidation et la fusion a été définitivement réalisée le 8 mai 2026, soit le lendemain de l'expiration du délai d'opposition des créanciers des sociétés absorbante et absorbée prévu à l'article R. 236-11 du Code de commerce.

La fusion a pris effet rétroactivement le 1^{er} janvier 2026.

Pour avis Le Président

M2605960

AVIS

ADMINISTRATIF

Communauté de Communes des Paysages de la Champagne

Avis d'enquête publique

Enquête publique relative à la révision des zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales sur le territoire de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne pour la Commune d'Oeuilly

En application des dispositions de l'arrêté n° 2026-A-015 du 11 mars 2026 de Monsieur le Président de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne, le projet de zonage d'assainissement des eaux usées de la commune d'Oeuilly sera soumis à enquête publique durant 33 jours du lundi 18 mai 2026 à 14h00 au vendredi 19 juin 2026 à 12h00.

L'Autorité Environnementale a décidé de ne pas soumettre le zonage d'assainissement à l'évaluation environnementale, et a fait part de ses remarques qui ont été intégrées au dossier d'enquête publique.

Le Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE a désigné en qualité de commissaire enquêteur M Gérard CHEVALIER, Chargé d'opérations à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en retraite, et en qualité de commissaire enquêteur suppléant M Fabrice DELAITRE.

Le dossier d'enquête complet sera présenté sur support papier, à la mairie d'Oeuilly, au 7 rue de la libération - 51480 OEUILLY, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance, sur place, aux jours et heures habituelles d'ouverture au public, et sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/7196/>

Un accès gratuit au dossier est garanti par un poste informatique durant la durée de l'enquête, à la mairie d'Oeuilly, le jeudi de 14h00 à 17h00.

Pendant la durée de l'enquête publique, les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur le registre papier disponible à la mairie d'Oeuilly, aux jours et heures habituelles d'ouverture au public, ou les adresser par courrier postal à l'attention du commissaire enquêteur à : COMMUNAUTE DE COMMUNES DES PAYSAGES DE LA CHAMPAGNE, 4 boulevard des Varennes - 51700 Dormans, lequel les annexera au registre d'enquête.

Pendant la durée de l'enquête publique, un site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auquel le public peut transmettre ses observations et propositions directement, est ouvert à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/7196/>

Les observations pourront également être transmises via l'adresse mail suivante : enquete-publique-7196@registre-dematerialise.fr Les observations transmises par courrier seront publiées sur le registre dématérialisé <https://www.registre-dematerialise.fr/7196/> et donc visibles par tous.

Les pièces seront par la suite annexées au registre d'enquête.

Le commissaire enquêteur se tiendra à disposition du public, à la mairie d'Oeuilly, les jours et heures suivants :

- Le lundi 18 mai 2026 de 14h00 à 17h00 ;

- Le mercredi 27 mai de 16h00 à 19h00 ;

- La mardi 2 juin de 16h00 à 19h00 ;

- Le vendredi 19 juin de 9h00 à 12h00.

Le rapport/avis du commissaire enquêteur comportant ses conclusions motivées seront tenus à la disposition du public pendant un an, à l'issue de l'enquête, à la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne, 4 boulevard des Varennes - 51700 Dormans.

Toutes les modalités de l'enquête publique sont précisées dans l'arrêté dont le public trouvera copie sur les panneaux d'affichage de la Communauté de Communes des Paysages de la Champagne et de la Commune d'Oeuilly. Les informations seront également consultables sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/7196/> M2604381

Commune d'Ambonny

Avis d'Enquête Publique sur la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Par arrêté n° 2026-24 en date du 12/05/2026 le Maire de la Commune d'Ambonny a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de révision du PLU.

L'enquête publique se déroulera pour une durée de 31 jours, du Mercredi 3 Juin 2026 à 9h00 au Vendredi 3 Juillet 2026 à 17h00 dans la Commune d'Ambonny.

Madame Brigitte MARÉCHAL a été désignée en qualité de Commissaire Enquêteur par le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne.

Les pièces du dossier de PLU comportant notamment l'évaluation environnementale du projet de révision du PLU et l'avis de l'autorité environnementale ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur, seront tenus à la disposition du public en Mairie d'Ambonny pendant toute la durée de l'enquête publique aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie, soit :

Lundi de 8h30 à 12h30 et 17h00 à 19h00

Mardi, Jeudi et Vendredi de 8h30 à 12h30

Mercredi de 8h30 à 11h30

Le public pourra prendre connaissance du dossier à la Mairie d'Ambonny et sur le site de la Commune : ambonny.fr

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

Sur le registre papier ouvert à cet effet à la Mairie d'Ambonny.

Par courrier postal à l'attention de Madame le Commissaire Enquêteur, Mairie d'Ambonny, 1 Boulevard des Fossés de Ronde 51150 Ambonny

Par courrier électronique à l'adresse suivante : enquete-publique-plu@ambonny.fr

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Mairie d'Ambonny dès la publication du présent arrêté.

Le Commissaire Enquêteur recevra en Mairie d'Ambonny, Boulevard des Fossés de Ronde 51150 Ambonny, aux dates et heures suivantes :

Mercredi 3 Juin 2026 de 9h00 à 12h00

Samedi 13 Juin 2026 de 9h00 à 12h00

Jeudi 18 Juin 2026 de 14h00 à 18h00

Vendredi 3 Juillet 2026 de 14h00 à 17h00 (Clôture de la permanence du Commissaire Enquêteur)

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie d'Ambonny aux jours et heures habituels d'ouverture.

Au terme de l'enquête publique, le projet de PLU, éventuellement complété pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du Commissaire Enquêteur, sera approuvé par délibération du Conseil Municipal d'Ambonny.

L'autorité compétente en charge du PLU auprès de qui des informations peuvent être demandées est la Commune d'Ambonny. Le Maire de la Commune d'Ambonny, M2605899

SUCCESSION

VACANTE

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de REIMS en date du 17/04/2026 la Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. CHENNAZ Michel décédé le 19/10/2025. Réf. 0808167966. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. M2606017

TRIBUNAL

DE COMMERCE

DE CHÂLONS-

EN-CHAMPAGNE

Jugement du 07 mai 2026

SARL WEBER, rue des Gergeaux, 51800 Sainte-Menehould, RCS Châlons-en-Champagne 489 528 786. Alimentation générale. Jugement nommant en qualité d'administrateur Selar a.J.C. : Me Torrano lequel aura pour mission : de gérer. M2606006

SARL LIBRAIRIE LA CEDILLE, 34-36 grande rue de Vaux, 51300 Vitry-le-François, RCS Châlons-en-Champagne 403 244 296. Librairie. Jugement prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 7 mai 2026, liquidateur Selar Amandine Riquelme : Me Amandine Riquelme 13 bis boulevard foch Cs 40050 51722 Reims Cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc à l'exception des créanciers admis au plan qui en sont dispensés. M2606008

LIQUIDATION

JUDICIAIRE

Jugement du 07 mai 2026

SARL Transports CAMPOMAT, 87 rue Nationale, 51150 Jâlons, RCS Châlons-en-Champagne 898 539 770. Le transport routier en général, transport de marchandises poids lourd. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1^{er} janvier 2026 désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 Rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2606009

SARL COTELEC, 13 rue du Grand May, 51340 Vanault-les-Dames, RCS Châlons-en-Champagne 489 921 031. Réalisation de tous travaux d'électricité générale, pose d'antennes ; achat, vente, location et réparation de tous appareils électriques. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 7 mai 2026 désignant liquidateur Selar Amandine Riquelme : Me Amandine Riquelme 13 bis boulevard foch Cs 40050 51722 Reims Cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2606010

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

SARL Naturalhize, 38 rue du Docteur Auger, 51000 Châlons-en-Champagne, RCS Châlons-en-Champagne 930 816 202. Le Débroussaillage, tonde, désherbage, taille, abattage et élagage de petits arbres, entretien des massifs, désherbage des bordures et abords de voies de circulation, travail des sols, création de potagers, transport des végétaux, protection hivernale, entretien des espaces verts et arborés en hiver. Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. Jugement prononçant la liquidation judiciaire simplifiée, désignant liquidateur Selari Amandine Riquelme : Me Amandine Riquelme 13 bis boulevard foch Cs 40050 51722 Reims Cedex. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2606012

SAS DIONYSOS 51, 23 rue du Pont, 51300 Vitry-le-François, RCS Châlons-en-Champagne 952 593 564. Vente de vins et spiritueux. Epicerie Fine. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 7 novembre 2024 désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 Rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2606013

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Jugement du 07 mai 2026

SAS PETRA, 47 avenue de Sainte-Ménéhould, 51000 Châlons-en-Champagne, RCS Châlons-en-Champagne 899 638 944. Le négoce de matériels automobiles, pare-brise, redevance (royalties), prestation de formation. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, désignant : mandataire judiciaire SCP Crozat prise en la personne de Me Arnaud Crozat 26 Rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2606005

SARL CREATIONS GOYHENECHÉ ET ASSOCIÉS (C.G.A.), 40 faubourg de Saint-Dizier, 51300 Vitry-le-François, RCS Châlons-en-Champagne 437 750 185. Fermetures, entretien d'immeubles, Métallerie, électricité, protections diverses. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, désignant : mandataire judiciaire SCP Crozat prise en la personne de Me Arnaud Crozat 26 Rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. M2606011

INTERDICTION DE GÉRER

Jugement du 07 mai 2026

SAS LES ARTISANS CHALONNAIS, 50 rue Carnot, 51000 Châlons-en-Champagne, RCS Châlons-en-Champagne 882 415 979. La construction, l'entretien et la réparation des bâtiments, gros œuvre et second œuvre et toutes activités similaires ou connexes se rapportant favorisant le développement de la société. Jugement prononçant l'interdiction prévue à l'article L. 653-8 du code de commerce à l'encontre de Monsieur David Barbosa pour une durée de 2 ans. M2606004

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Jugement du 07 mai 2026

SARL LAROUX HOT A PIZZA, 56 bis avenue du 106^{ème} Régiment d'Infanterie, 51000 Châlons-en-Champagne, RCS Châlons-en-Champagne 825 070 030. Restauration rapide en ambulancier, vente de boissons. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif. M2606007

TRIBUNAL DE COMMERCE DE REIMS

Jugement du 13 mai 2026

SARL MARKA, 2 bis avenue Léon Blum, 51100 Reims, RCS Reims 901 170 191. Supermarché. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Selari Amandine Riquelme (me Bruno Raulet) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims. M2605931

SAS MA SHUN FA, rue Henri Rol Tanguy ZAC les Naux, 51450 Bétheny, RCS Reims 880 079 140. Restaurant et vente à emporter. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. M2605932

SARL FB FAST FOOD, 37 rue Auguste Humbert, 51430 Tinqueux, RCS Reims 949 130 777. Restauration rapide sur place, à emporter. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 rue des Moulins 51100 Reims. M2605933

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Jugement du 19 mai 2026

SARL EURL TRANSF@LL (TF), 2 a rue Gosset-Appartement 4b, 51100 Reims, RCS Reims 804 975 100. Transport public routier de marchandises et ou location de véhicules industriels avec chauffeur avec des véhicules excédant ou pas à 3.5t de pma et commissionnaire de transport. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 24 avril 2026, désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606057

SARL L&J, 8 rue de Puisieux, 51500 Ludes, RCS Reims 931 770 416. L'exploitation d'un fonds de commerce de type supermarché et d'une station-service de distribution de carburants, et à titre accessoire, la fourniture de tous services, de toutes prestations de services et la vente de marchandises y afférentes ; l'activité de location à court terme de véhicules terrestres à moteur, sans chauffeur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 18 août 2025, désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606082

SARL HELIN-BAT, 7 rue Pierre Salmon, 51430 Bezannes, RCS Reims 795 215 086. Travaux de maçonnerie générale façade béton armé carrelage. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 16 mars 2026, désignant liquidateur Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606083

CRETER PETRICA (nom d'usage CRETER PETRICA) Marius, 61 rue Landouzy, 51100 Reims. Homme de toute mains, petit travaux de bricolage (non réglementés). Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 19 novembre 2024, désignant liquidateur Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606088

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Jugement du 19 mai 2026

DELBARRE (nom d'usage DELBARRE) Christophe Roger Alfred, 3 rue de Tauxières, 51150 Bouzy, RCS Reims 910 398 197. Bouzy, de fibre optique, conseils et formations, vente de matériel. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 7 mai 2026, désignant mandataire judiciaire Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606084

SAS BARBER ROBERTSON, 30 rue Jeanne d'Arc, 51100 Reims, RCS Reims 949 715 957. Coiffure mixte et vente de produits s'y rapportant. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 24 avril 2026, désignant mandataire judiciaire Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606085

SAS LOUIS CONSTRUCTIONS, 37 rue de la Goulette, 51100 Reims, RCS Reims 929 221 331. Activité de carreleur, impliquant la pose de carrelage, la rénovation, le revêtement de tous sols, le nettoyage de bâtiment et de fin de chantier. ainsi que tous travaux de bâtiments tous corps d'état, maçonnerie, carrelage, peinture, plomberie, électricité, ainsi que tous travaux du bâtiment le négoce de tous produits ou matériels y afférents et plus généralement, toutes les opérations économiques, juridiques, industrielles, commerciales, civiles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet social, ou tout objet similaire, connexe ou complémentaire ou susceptible d'en favoriser l'extension ou le développement. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 24 avril 2026, désignant mandataire judiciaire Selari Amandine Riquelme (me Amandine Riquelme) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims CEDEX. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606089

VIROT Pascal, 6 rue des Vignes, 51220 Courcy. Peinture intérieure et extérieure. revêtements muraux, sols et travaux de bâtiment afférents à l'activité. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 9 mars 2026, désignant mandataire judiciaire SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606115

SARL ARBO2, Forêt de Brise Charrette, 51380 Verzy, RCS Reims 489 512 038. Promouvoir des activités sportives et de loisirs débit de boissons sur place et à emporter (licence 3^{ème} cat.) petite restauration sur place et à emporter. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 6 février 2026, désignant mandataire judiciaire Selari Amandine Riquelme (me Amandine Riquelme) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims CEDEX. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606116

SAS PlacoRénov (PlacoRénov), 1 rue de l'Avenir, 51350 Cormontreuil, RCS Reims 980 546 949. -plaquiste, pose de plaque de plâtre, -faux plafonds et isolation thermique par l'intérieur-menuiserie, pose de parquet. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 16 mars 2026, désignant mandataire judiciaire Selari Amandine Riquelme (me Amandine Riquelme) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims CEDEX. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606117

SAS AD TRANSPORT, 7 rue Pierre Salmon, 51430 Bezannes, RCS Reims 824 319 172. Transport public routier de marchandises inférieur 3,5 tonnes et achat, vente de véhicules et pièces location de véhicules industriels avec conducteur. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 5 mars 2026, désignant mandataire judiciaire SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au Bodacc. M2606153

Matot Braine PETITES AFFICHES
Publiez votre annonce dès le lendemain sur **matot-braine.fr** OU à la date de votre choix

Ardennes

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS

M. CHEMIN Christophe / PIZZAIA

Cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte authentique reçu le 30/04/2026 par Maître ISABELLE GALLI-RICOUR, Notaire à VOULZIERS (08400) - 10 rue de l'Aisne, enregistré au SIE CHARLEVILLE MEZIERES, le 11/05/2026, dossier : 0804P01, bordereau : 2026 N 380, M. CHEMIN Christophe, demeurant 20 rue de la Croisette 08400 MARS SOUS BOURCQ, a cédé à PIZZAIA, SARL au capital de 5 000 €, ayant son siège social Vauloyer 08400 BALLAY, immatriculé au RCS de SEDAN sous le n°101 458 214, un fonds de commerce : fonds de commerce ambulancier de pizzeria, exploité sis 20 rue de la Croisette, 08400 MARS SOUS BOURCQ, moyennant le prix de 80 000 €

La date d'entrée en jouissance est fixée au 30/04/2026.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales au siège de l'étude de Me GALLI-RICOUR ISABELLE, notaire à VOULZIERS (08400) - 10 rue de l'Aisne, où domicile a été élu à cet effet. M2606016

FIDAL

AVOCATS
Société d'Avocats
9, rue Graham Bell
57070 METZ
Tel. 03.87.63.04.06

ENZO HOTELS PREMIER PRIX CHARLEVILLE-MEZIERES

Société à responsabilité limitée au capital de 270.000 euros
Siège social : 4 rue du Moulin le Blanc 08000 Charleville-Mézières
RCS Sedan n° 894.097.989

KEFIT

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros
Siège social : 4 Rue du Moulin Le Blanc 08000 Charleville-Mézières
RCS Sedan n° 103.276.762

Suivant acte sous seing privé signé électroniquement en date à du 27 avril 2026, enregistré auprès du Service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Charleville-Mézières, 2 Esplanade du Palais de Justice - 08011 Charleville-Mézières Cedex, le 30 avril 2026, sous le dossier 2026 00007911, référence 0804P01 2026 A 00323,

La société ENZO HOTELS PREMIER PRIX CHARLEVILLE-MEZIERES, société à responsabilité limitée au capital de 270.000 euros, dont le siège social est sis 4 rue du Moulin le Blanc - 08000 Charleville-Mézières, et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro 894.097.989,

a cédé à la société KEFIT, société par actions simplifiée au capital de 1.000 euros, dont le siège social est sis 4 Rue du Moulin Le Blanc - 08000 Charleville-Mézières, et qui est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le numéro 103.276.762, un fonds de commerce d'hôtel avec petits déjeuners, sans restaurant ni bar et toutes prestations de services pouvant s'y rattacher, exploité 4 rue du Moulin le Blanc, 08000 Charleville-Mézières, avec effet au 1^{er} mai 2026, moyennant le prix de 40.000 euros, s'appliquant pour 3.789,69 euros aux éléments incorporels, et pour 36.210,31 euros aux éléments corporels.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales prévues à l'article L. 141-12 du Code de commerce à l'adresse du fonds (4 rue du Moulin le Blanc, 08000 Charleville-Mézières).

Pour avis M2606111

MODIFICATION DE STATUTS



OFFICE NOTARIAL D'ARCHES

Maître Quentin NAVAUX
1 bis rue de Lorraine
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

AUVAN

Société Civile Immobilière
Au capital de 100 euros
Siège social :
51 D rue de la Gare 08090 TOURNES
RCS de SEDAN : 539 540 336

Comme conséquence de la cession de parts sociales reçue par Maître Quentin NAVAUX, le 9 avril 2026, il est pris acte du changement de siège social.

ANCIENNE MENTION : 8, rue Albert Deville 08090 ROURNES
NOUVELLE MENTION : 51 D rue de la Gare 08090 TOURNES
M2606063

OREVIE

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
Siège social :
1 Rue du Drapeau
08300 LE CHATELET SUR RETOURNE
941 613 440 RCS SEDAN

Aux termes d'une décision en date du 10.04.2026, l'Associé Unique a décidé de modifier l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts, comme suit :

- La Société a pour objet : l'exercice de la profession d'expertise-comptable dès son inscription au tableau de l'Ordre des experts-comptables ; la prise de participation de toute nature sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le Règlement intérieur de l'Ordre des experts-comptables ; toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.»

Aux termes d'une décision en date du 10.04.2026, l'Associé Unique a décidé de modifier le siège social de la Société et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts, comme suit :

- Le siège social est fixé : 11 rue des Bons Malades 51100 REIMS.»

Pour avis La Gérance M2605910

FINANCIERE PHN

FINANCIERE PHN Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros Siège social : 51 Rue de Verdun 08370 MARGUT 509 228 318 RCS SEDAN Aux termes d'une décision du Président en date du 12 Mai 2026, il résulte que : Madame Camille LOUSTH, demeurant Lieu-dit Filature Sainte-Marie 08370 MOIRY, a été nommée en qualité de Directeur Général.

POUR AVIS Le Président M2605937

ARDEN EQUIPMENT

Société par actions simplifiée au capital de 4 700 000 euros
Siège social : 9 avenue de l'Industrie, ZI de Montjoly
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
380 519 686 RCS SEDAN

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 29 avril 2026 a constaté et pris acte du décès de Monsieur Loik LE FLOCH-PRIGENT, administrateur, survenu le 16 juillet 2025, et a décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

Pour avis M2605938

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Ardennes / Aube

SUM TECH

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 2 000 000 euros
Siège social : 9 avenue de l'Industrie, ZI de Montjoly
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
785 820 754 RCS SEDAN

Aux termes d'un procès-verbal des décisions de l'Associée Unique en date du 29 avril 2026, il résulte que Monsieur Laurent DARDENNE, demeurant 182 Chemin de l'Estaud, 11420 BELPECH, a été nommé en qualité de Président en remplacement de Monsieur Xavier PINGRET, démissionnaire.

Pour avis

M2605939

NSTECH HOLDING

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 550.000 €
Siège social :
5 Place de la Mairie
08370 LA FERTE-SUR-CHIERS
829 441 880 RCS SEDAN

Aux termes des décisions de l'associé unique du 12 mai 2026, il a été décidé d'adopter aux activités actuelles, à titre accessoire, les activités de fabrication et commercialisation de générateurs haute tension et haute fréquence ainsi que de tous autres matériels électriques. L'article 2 des statuts est modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de SEDAN

Pour avis

M2605978

AGEC

SARL au capital de 3000 €
Siège social :
2 rue saint-saens 75015 Paris
812 173 300 RCS de Paris

Le 31/03/2026, l'associé unique a décidé de transférer le siège social au 4, Grand Rue 08380 Neuville-lez-Beaulieu, à compter du 31/03/2026.

-Gérant : M. MEBARKI Azzouz, demeurant 4, Grand Rue 08380 Neuville-lez-Beaulieu
Radiation au RCS de Paris et réimmatriculation au RCS de Sedan M2606062

CONSTITUTION

DE SOCIETE

DP ARDENNES

Société civile immobilière au capital de 1 000 euros
Siège social :
41 bis rue de la Campagne
08320 VIREUX WALLERAND

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 11/05/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : DP ARDENNES

Siège social : 41 bis rue de la Campagne, 08320 VIREUX WALLERAND

Objet social : L'acquisition, l'aménagement, la mise en valeur, la construction, l'administration, la gestion, l'exploitation, la location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; Tout mode d'acquisition et de financement de l'acquisition des immeubles, dès lors qu'il entre dans le cadre de la gestion patrimoniale et civile de l'objet social ; L'aliénation d'un ou des immeubles devenus inutile à la Société, par tous moyens ; La souscription de tous emprunts pour financer l'acquisition des biens immobiliers, ainsi que toutes garanties.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Didier GIOT, demeurant 41 bis rue de la Campagne, 08320 VIREUX WALLERAND,

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, sauf entre associés ; agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales

Immatriculation de la Société au RCS de SEDAN.

Pour avis La Gérance

M2605963

Maitre Camille HUGET

Notaire
3 place Méhul, B.P. 163 - 08600 GIVET

« REVELANT »

Avis est donné de la constitution, suivant acte reçu par Maître Camille HUGET, Notaire à GIVET, le 12 mai 2026, d'une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : «REVELANT»
Capital social : MILLE SEPT CENTS EUROS (1.700,00 €) divisé en 100 parts sociales de DIX-SEPT EUROS (17,00 €) chacune, composé d'apports en numéraire.

Siège social : GIVET (08600), 2 Bis boulevard Bourck.

Objet social : l'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S. de SEDAN.

Gérants : Monsieur Anthony Kévin REVELANT et Madame Florence CRISTOFORETTI, demeurant ensemble à GIVET (08600), 2 Bis boulevard Bourck.

Cessions de Parts : libres entre associés ; Agrément de tous les associés dans les autres cas.

Pour avis et mention

M2606095

Aperly

Avis de constitution

FORME : SASU.
DÉNOMINATION : Aperly.
SIÈGE : 4 rue du Four - 08310 HAUVINÉ.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de SEDAN.

CAPITAL : Dix mille euros (10.000,00 €).

OBJET : L'activité d'agence immobilière. L'activité de transactions immobilières et commerciales. La création, l'acquisition, la prise en gérance libre de tous établissements commerciaux, agences immobilières et autres, la location ou l'achat de tous immeubles pouvant servir de manière quelconque à l'objet social.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession des actions de l'associé unique est libre.

AGREMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

PRÉSIDENT : Monsieur Anthony Lamanthe Jacobé, demeurant 4 rue du Four - 08310 HAUVINÉ.

M2605016

DISSOLUTION

DE SOCIETE

ADEL

Société Civile au capital de 2.000 €
Siège social :
10 Chemin de l'Épinette
08150 RENWEZ
RCS SEDAN 827.807.470

Aux termes des décisions en date du 31/12/2025, l'assemblée générale a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/12/2025 et sa mise en liquidation.

Monsieur Christian LAGNY, Co-gérant, demeurant 10 Chemin de l'Épinette 08150 RENWEZ exercera les fonctions de Liquidateur durant la période de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social sis 10 Chemin de l'Épinette 08150 RENWEZ.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au Greffe du tribunal de commerce de SEDAN.

Mention sera faite au RCS de SEDAN.

M2605989

EARL DU COTEAU

Société civile au capital de 115 725 euros
320 915 820 RCS SEDAN
Chez Monsieur Denis LAGNY
18 rue du Coteau
08460 SAINT MARCEL

Avis de dissolution

Suivant PVAGE en date du 22/04/2026, l'associé unique de l'EARL DU COTEAU a décidé de dissoudre par anticipation la société à effet du 01/05/2026 et sa mise en liquidation amiable. Monsieur Denis LAGNY demeurant 18 rue du Coteau à SAINT MARCEL (08460) a reçu tous pouvoirs en qualité de liquidateur afin de procéder aux opérations de liquidation. Le siège de la liquidation reste fixé au siège actuel de la société.

Pour avis : Le liquidateur

M2605997



OFFICE NOTARIAL DU FORT

66 rue de Sedan
08000 LES AYVELLES

SCI LES VIGNES DE LA CROIX BELLE PORTE

SCI au capital de 60980 €
Siège social :
3 rue du culot 08130 Écordal
439 454 604 RCS de Sedan

Aux termes de l'AGE en date du 05/05/2026 les associés ont décidé à compter du 01/05/2026 la dissolution et sa mise en liquidation amiable, nommé liquidateur M. MATHIE-MATHEU François, demeurant 3 rue de la Masure 51500 SACY, et fixé le siège de liquidation chez le liquidateur.

Mention au RCS de Sedan M2606045

CLOTURE

DE LIQUIDATION

société de transports urgents

SARL au capital de 8000 €
Siège social :
35 rue pasteur 08270 Wasigny
750 579 831 RCS de Sedan

Aux termes de l'AGE en date du 16/05/2026 les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. bourguignon eric, demeurant 35 rue pasteur 08270 Wasigny pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Sedan.

Radiation au RCS de Sedan M2605967

ADEL

Société Civile en liquidation au capital de 2.000 €
Siège social et de liquidation :
10 Chemin de l'Épinette
08150 RENWEZ
RCS SEDAN 827.807.470

Par décision en date du 31/12/2025, Monsieur Christian LAGNY, Co-gérant, demeurant 10 Chemin de l'Épinette 08150 RENWEZ en sa qualité de Liquidateur, a établi les comptes de liquidation et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au Greffe du tribunal de commerce de SEDAN.

Mention sera faite au RCS de SEDAN.

M2605990



OFFICE NOTARIAL DU FORT

66 rue de Sedan
08000 LES AYVELLES

SCI LES VIGNES DE LA CROIX BELLE PORTE

SCI au capital de 60980 €
Siège social :
3 ruelle du culot 08130 ÉCORDAL
439 454 604 RCS de Sedan

Aux termes de l'AGE en date du 05/05/2026 les associés ont approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. MATHIE-MATHEU François, demeurant 3 rue de la Masure 51500 SACY pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de Sedan.

Radiation au RCS de Sedan M2606046

AVIS DIVERS

OFFICE NOTARIAL CHARLEMAGNE

20 rue Nationale
08450 CHEMERY-CHEHRY

M^{me} Claudine BAYER

Avis de saisine de légataire universel délai d'opposition Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n° 2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 2 décembre 2004,

Madame Claudine Pauline BAYER, en son vivant retraitée, demeurant à ANGELOU (08450) 23 rue Saint Médard, née à CHARLEVILLE (08000) le 21 mars 1940, décédée à CHARLEVILLE-MEZIERES (08000) le 19 novembre 2025, a consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Alizée POUPLIER, Notaire Associé, de la Société par Actions Simplifiée dénommée «Office Notarial Charlemagne», titulaire d'un office notarial à CHEMERY-CHEHRY (Ardennes), 20 rue nationale, le 5 mai 2026, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Stéphanie ARCUELO, notaire à GREASQUE (13850), dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de CHARLEVILLE -MEZIERES de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis, Maître Alizée POUPLIER M2606068

ABONNEMENTS

03.26.08.38.26

abonnement.pamb@legalnet.org

Maitre Thomas CALMET

Notaire à VOUZIERES (08400)
51 rue Gambetta

M^{me} Annette LACROIX

Par testaments olographes du 22 Août 1985 et du 23 Mars 2016, Madame Annette Jeanne Antoinette LACROIX, née à CHARBOGNE, le 18 mai 1933, demeurant à MACHAULT, 6 rue Notre Dame, célibataire, décédée à VOUZIERES, le 5 avril 2026, a institué un ou plusieurs légataires universels. Ces testaments ont été déposés au rang des minutes de Me Thomas CALMET, suivant procès-verbal en date du 18 Mai 2026, dont une copie authentique a été reçue par le tribunal judiciaire de CHARLEVILLE MEZIERES.

Les oppositions sont à former en l'étude de Me Thomas CALMET, notaire à VOUZIERES (08400), 51 rue Gambetta, chargé du règlement de la succession, dans le mois suivant la réception du procès-verbal d'ouverture des testaments et copie de ces testaments par le tribunal judiciaire. M2606093

FUSION



ENAO.S.NET FRANCE

Avis de projet de fusion

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à DOUZY (08140) du 12 mai 2026,

La société SAS ONVEST IT, société par actions simplifiée au capital de 31 000 euros, dont le siège social est 1 rue des Vanniers à DOUZY (08140), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN sous le numéro 922 668 728, et la société ENAO.S.NET FRANCE, société à responsabilité limitée au capital de 7 500 euros, dont le siège social est 1 rue des Vanniers 08140 DOUZY, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN sous le numéro 450 430 442, ont établi le projet de leur fusion par voie d'absorption de la société SAS ONVEST IT par la société ENAO.S.NET FRANCE.

La société SAS ONVEST IT ferait apport à la société ENAO.S.NET FRANCE de la totalité de son actif, soit 1 550 188 euros, à charge de la totalité de son passif, soit 836 947 euros. La valeur nette des apports s'éleverait à 713 241 euros.

En rémunération de cet apport net, 2 690 actions nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées, seraient créées par la société ENAO.S.NET FRANCE à titre d'augmentation de son capital social de 2 690 euros.

La prime de fusion s'éleverait globalement à 710 551 euros.

Le rapport d'échange des droits sociaux retenu sera fixé à 2,69 parts de la société ENAO.S.NET FRANCE pour 1 action de la société SAS ONVEST IT.

La fusion est soumise à la condition suspensive de l'approbation du projet de fusion par l'Associée Unique des deux sociétés.

La fusion prendrait effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2026 d'un point de vue comptable et fiscal.

Toutes les opérations actives et passives, effectuées par la société SAS ONVEST IT depuis le 1^{er} janvier 2026 jusqu'au jour de réalisation définitive de la fusion seraient prises en charge par la société ENAO.S.NET FRANCE.

La société SAS ONVEST IT sera dissoute de plein droit sans liquidation, à la date de réalisation définitive de la fusion.

Les créanciers de la société absorbante, ainsi que ceux de la société absorbée dont les créances sont antérieures au présent avis, pourront faire opposition à la présente fusion dans les conditions prévues aux articles L. 236-15 et R. 236-11 du Code de commerce, soit trente jours à compter de la présente publication, devant le tribunal de commerce ou le tribunal des activités économiques compétent.

Conformément à l'article L. 236-6 du Code de commerce, le projet de fusion a été déposé au greffe du Tribunal de Commerce de SEDAN au nom des deux sociétés le 13 mai 2026 pour être annexé au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis

M2605908

POURSUITE D'ACTIVITE



L'ÉPICERIE DE LA VALLEE

Société à responsabilité limitée au capital de 500 Euros
Siège social :
3 rue du Fonds de Villers
08450 RAUCOURT ET FLABA
928 745 884 R.C.S. Sedan

Aux termes d'une délibération en date du 01 avril 2026, l'assemblée générale extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis : La Gérance.

M2605367

Etablissements CHARLOT SAS

Dans l'annonce parue le 26/01/2026, il convenait de lire que par décision du 13/05/2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis La Présidente

M2605988

Aube

CONSTITUTION

DE SOCIETE

SCI LES BEAUX VILAINS

Aux termes d'un acte authentique reçu le 15/05/2026 par Maître Margaux LÉTELLIER, Notaire à REIMS (51100) - 18 avenue Jean Jaurès, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination sociale : SCI LES BEAUX VILAINS Objet social : L'acquisition, la construction, la détention, la propriété, l'administration et la gestion, par tous moyens directs ou indirects, de tous droits et biens immobiliers. Siège social : 63 rue Saint Rémy, 10700 ARCIS SUR AUBE Capital : 1 500 € Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TROYES Co-gérance : M^{me} DEHOU Gwendoline 63 rue Saint Rémy 10700 ARCIS SUR AUBE et M. BEAUVILLAIN Florian 63 rue Saint Rémy 10700 ARCIS SUR AUBE Clause d'agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit du descendant d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

M2606003

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aube



Groupe Prieur

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes

BTC

Société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros
Siège social : 2 rue de L'Armanche, 10170 MERY SUR SEINE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 12 mai 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : BTC
Siège : 2 rue de L'Armanche, 10170 MERY SUR SEINE

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 10 000 euros

Objet : La vente, l'achat, le négoce, la distribution et la commercialisation, en gros, demi-gros et au détail, de de bougies parfumées ou non, et de tous produits, accessoires et articles s'y rapportant ;

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : GROUPE CCG Société par actions simplifiée au capital de 10 000 € Dont le siège social est sis 2, rue de l'Armanche, 10170 MERY SUR SEINE, Immatriculée au RCS de TROYES sous le numéro 888 876 794 Représentée par Monsieur Christophe GATOUILLAT, Président,

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TROYES.

POUR AVIS La Présidente

M2605840



Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

PHARMACIE DE L'ARDUSSON

Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 €
Siège social :
19 Rue Picard Vallot
10350 MARIIGNY-LE-CHATEL
RCS TROYES

Aux termes d'un acte sous seing privé électronique en date du 13/05/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée
Dénomination sociale : PHARMACIE DE L'ARDUSSON

Siège social : 19 Rue Picard Vallot, 10350 MARIIGNY-LE-CHATEL
Objet social : l'exercice de la profession de pharmaciens d'officine par l'intermédiaire de ses associés.

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 10.000 €
Gérance : M^{me} Angélique COLLOT demeurant 1 route de Villeloup, 10190 DIERREY SAINT PIERRE

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TROYES.

Pour avis

M2605928

AFR SOFT
Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros
Siège social :
53 rue de la Paix 10000 TROYES

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TROYES du 11 mai 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle
Dénomination : AFR SOFT
Siège : 53 rue de la Paix, 10000 TROYES

Durée : QUATRE-VINGT DIX-NEUF ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 5 000 euros
Objet : Edition de logiciel - conseil en pilotage d'entreprise et mis en place d'outils de gestion

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Eric JAMES, demeurant 20 rue des Guillemets 10000 TROYES

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Siège du tribunal Du commerces et des sociétés de Siège de TROYES.

Pour avis Le Président

M2605985



PEDALOS CAPITAINE PMM

Société à responsabilité limitée
Au capital de 1 500 euros
Siège social : 54 rue du 27 août 1944 10270 MONTREUIL SUR BARSE

Constitution

Par acte sous seing privé du 20 avril 2026 est constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société à responsabilité limitée
DÉNOMINATION : PEDALOS CAPITAINE PMM

SIÈGE SOCIAL : 54 rue du 27 août 1944 10270 MONTREUIL SUR BARSE

OBJET :
La location, avec ou sans encadrement, de matériel nautique et de loisirs aquatiques, notamment pédalos, paddles, kayaks et canoës, tout autre équipement lié aux activités nautiques ;

L'organisation, la gestion et l'encadrement d'activités de loisirs nautiques, d'excursions et d'événements liés au milieu aquatique ;
L'entretien, la réparation, le stockage et la gestion de matériel nautique ;
L'achat, la vente, l'importation et l'exportation de matériel nautique et accessoires ;

DURÉE : 99 années
CAPITAL : 1 500 euros
GERANCE :

1 - Monsieur Paul CAPITAINE, demeurant 65 bis rue du 27 août 1944 10270 MONTREUIL SUR BARSE

2 - Madame Martine CAPITAINE, demeurant 54 rue du 27 août 1944 10270 MONTREUIL SUR BARSE

3 - Monsieur Maxence CAPITAINE, demeurant 65 bis rue du 27 août 1944 10270 MONTREUIL SUR BARSE

CESSION DE PARTS :

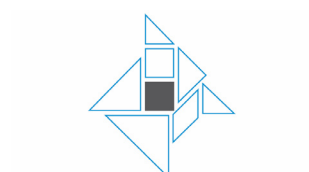
1 - Toutes cessions de parts sociales entre associés sont libres.

2 - Les cessions avec des tiers de la Société sont soumises à agrément donné en assemblée générale par les associés représentant au moins la majorité des parts sociales.

IMMATRICULATION : au RCS de Troyes.

Pour avis

M2606097



TANGRAM NOTAIRES

GFA Clos de Limon

Suivant acte reçu par Maître Jean -Baptiste DELAVIGNE, notaire à BAR SUR SEINE, le 18 mai 2026, a été constitué un Groupement Foncier Agricole dénommé «GFA Clos de Limon».

SIÈGE SOCIAL : COURTERON (10250), 43 Grande Rue.

OBJET SOCIAL : la propriété, la jouissance et l'administration des immeubles et droits immobiliers à destination agricole ci-après apportés aux fins de création d'une ou de plusieurs exploitations. Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, ainsi que toutes activités accessoires de nature commerciale en lien avec l'activité agricole, régies par l'article L.3201 du Code rural et de la pêche maritime, pourvu qu'elles ne modifient pas son caractère civil et ne soient pas inconciliables avec les règles de la législation propre aux groupements fonciers agricoles. Il s'interdit de procéder à l'exploitation en faire-valoir direct des biens dont il est propriétaire et il assurera leur gestion en les donnant en location par bail rural à long terme dans les conditions prévues aux articles L.4161 et suivants du même Code.

DURÉE : 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S. de TROYES.

CAPITAL SOCIAL : 10.000,00 €. TRANSMISSION DES PARTS : librement cessibles entre associés. Soumises à l'agrément de la collectivité des associés se prononçant par décision extraordinaire pour les cessions à des tiers.

GERANCE : Monsieur Jean-Marc FLEURY, demeurant à VERRIERES LE BUISSON (91370), 16 Allée de Chartres et Monsieur Benoît FLEURY, demeurant à COURTERON (10250), 4 Chemin de Derrière les Murs.

Pour insertion.

Maître Jean-Baptiste DELAVIGNE.
M2605994



M^e COSSARD - MARTIN - DAMAY

30 boulevard Victor Hugo, B.P. 704
10001 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.66.55

SCI SLAC IMMO

Avis de constitution

Suivant acte SSP du 2 avril 2026 a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Dénomination : SCI SLAC IMMO
Siège social : SAINT-LYE (10180), 2 voie de l'arcade

Durée : 99 années.
Capital social : 1.200 € divisé en 120 parts de 10€ chacune numérotées de 1 à 120.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les cogérants sont Monsieur Sacha DUHEM et Madame Laura VIRRIION demeurant à SAINT-SATURNIN-LES-AVIGNON (84450), 11 impasse des Prés Jonquières.

La société sera immatriculée au RCS de TROYES.

Pour avis : La gérance.

M2606060



Groupe Prieur

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes

SERVATROY

Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros
Siège social :
8 Rue Marc Verdier
Centre d'affaires CAILLE
10150 PONT STE MARIE
Société en cours de formation

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à PONT-SAINT-MARIE du 19 mai 2026, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : SERVATROY
Siège : 8 Rue Marc Verdier, Centre d'affaires CAILLE, 10150 PONT-SAINT-MARIE

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 5 000 euros
Objet : L'exercice des activités de services à la personne, réalisées exclusivement au domicile des particuliers, et notamment :

1. L'entretien de la maison et les travaux ménagers ;
2. Les petits travaux de jardinage ;
3. Les travaux de petit bricolage dits «hommes toutes mains» ;
4. La préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux courses ;
5. La livraison de repas à domicile à destination des personnes âgées, des personnes handicapées et des autres personnes ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile ;
6. La livraison de courses à domicile ;
7. L'assistance administrative à domicile ;
8. La téléassistance et la visio-assistance ;
9. La coordination et la délivrance de l'ensemble des activités de services à la personne, y compris l'organisation générale, la planification, la gestion et le suivi des interventions auprès des bénéficiaires.

Ces activités sont exercées dans le strict respect du cadre réglementaire applicable aux organismes de services à la personne, et dans les limites prévues par la législation relative à la déclaration auprès des services de l'État.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque action donne droit à une voix.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Baptiste LÉLOUARD, demeurant 80 Boulevard du Chauffour, 63540 ROMAGNAT

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TROYES.

Pour avis Le Président

M2606122

SCI LES BEAUX VILLAINS

Rectificatif de l'annonce parue sous le n°M2606003 sur MATOT BRAINE du 20/05/2026.

Il fallait lire : Dénomination sociale : SCI LES BEAUX VILLAINS
M2606104



Groupe Prieur

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes

L'EGIDE DE LAMBLIN

Société civile immobilière au capital de 3 000 euros
Siège social : 82 Grande Rue, 10270 MONTAULIN

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MONTAULIN du 9 mai 2026, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière
Dénomination sociale : L'EGIDE DE LAMBLIN

Siège social : 82 Grande Rue, 10270 MONTAULIN

Objet social : l'acquisition, l'administration, la gestion et la propriété de tous biens et droits immobiliers et la mise à disposition gratuite de tous biens immobiliers dont la société serait propriétaire

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 3 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire
Gérance : Monsieur Jordan LAMBLIN, demeurant 10 Rue de la Tournelle, 10600 BARBEREY SAINT SULPICE

Clauses relatives aux cessions de parts :

- Agrément requis dans tous les cas
- Agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TROYES.

Pour avis La Gérance

M2606126



M^e COSSARD - MARTIN - DAMAY

30 boulevard Victor Hugo, B.P. 704
10001 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.66.55

SCI BRUEL THOYER

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me MARTIN, Notaire associé à TROYES (Aube) le 20 mai 2026, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

Dénomination : SCI BRUEL THOYER
Siège social : CHARMONT SOUS BARBUISE (10150) 12 rue du Galmurot

Durée : 99 années
Capital social : 1.200,00 € divisé en 120 parts de 10,00 € numérotées de 1 à 120.

Gérants : M. Dimitri THOYER et M^{me} Pauline BRUEL épouse THOYER, demeurant à CHARMONT SOUS BARBUISE (10150) 12 rue du Galmurot.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TROYES.

Pour avis Les co-gérants

M2606129



39 Rue Paul Dubois - 10000 TROYES
Tél. : 03.25.71.46.30

SCI COLSON P&G

Avis de constitution

Suivant acte ssp en date à DAVREY (10130) du 19/05/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SCI

Objet : L'acquisition, la prise à bail, l'apport, la propriété, l'aménagement et l'administration de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous titres de sociétés à prépondérance immobilière.

La gestion et l'exploitation desdits biens par voie de location, qu'elle soit nue ou meublée, à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel. L'aliénation à titre exceptionnel de tout ou partie du patrimoine immobilier de la société par voie de vente, échange ou apport en société, sous réserve de conserver le caractère civil de l'activité.

Le financement des acquisitions et de la gestion sociale par voie d'emprunt auprès de tout établissement de crédit ou de tout tiers. La constitution de toutes sûretés réelles (notamment hypothèque, gage immobilier, privilège de prêteur de deniers ou cautionnement hypothécaire) sur les actifs sociaux pour garantir les engagements de la Société. Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

Dénomination : SCI COLSON P&G
Siège social : 7, rue du Vignot 10130 DAVREY

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS

Capital social : 1 000 €
Gérants : Monsieur Geoffroy COLSON, demeurant 7, rue du Vignot 10130 DAVREY

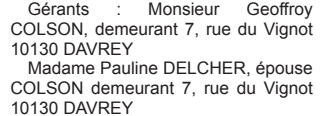
Madame Pauline DELCHER, épouse COLSON demeurant 7, rue du Vignot 10130 DAVREY

Cession de parts : Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'après agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

La société sera immatriculée au RCS de TROYES.

Pour avis

M2606151



155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

MODIFICATION DE STATUTS



155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

SCEA LES AVIGNONS

SCEA au capital de 146 310 €
Siège social : 3 Chemin des Avignons 10170 DROUPT STE MARIE
RCS de TROYES n°340 863 380

Avis de modification

L'AGM du 01/02/2026 a décidé à compter du 01/02/2026 de nommer en qualité de gérant M. BERNARD Romain, demeurant 1 Le Rhuez 10170 DROUPT ST BASLE en remplacement de M^{me} TABOURET Nadia, co-gérante, pour cause de décès et de M. TABOURET Patrick, co-gérant, pour cause de démission.

Modification au RCS de TROYES.
M2605011

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aube

FINANCIERE
CLAUDEL

SARL au capital de 25.200 Euros
Siège social :
48 rue Louis Blanc
10300 STE SAVINE
823 821 483 R.C.S. Troyes

Aux termes d'une décision en date du 01/12/2025, l'associé unique a décidé d'étendre l'objet social aux activités d'acquisition, cession, gestion, exploitation par bail ou autrement de tous droits ou biens immobiliers, et toute activité immobilière complémentaire et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

Pour avis : La gérance.

M2605482

PMFVBV

SAS au capital de 1.000 Euros
Siège social :
116 avenue Jules Cantini
13008 MARSEILLE
939 412 706 R.C.S. de Marseille

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 28 avril 2026, il a été décidé : -de transférer le siège social de la société au 4 rue Amédée Gambey - 10120 SAINT ANDRÉ LES VERGERS, à compter du même jour ;

- De modifier l'objet social qui devient : Courtage en assurance et réassurance ; Courtage en opérations de banque et en services de paiement ; Conseil et assistance aux entreprises et aux particuliers pour la gestion de leurs patrimoines et investissements financiers, ainsi que leur protection sociale ; Apporteur d'affaires, notamment la mise en relation d'entreprises avec des prestataires de biens ou de services, dans le domaine du conseil en gestion d'entreprise ; Placements, acquisitions, cessions ou gestions de valeurs mobilières et autres instruments financiers ; Prise de participations dans toutes sociétés, entreprises ou groupements, français ou étrangers ; La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de toutes marques, de tous procédés et brevets, et plus largement de tout droit de propriété intellectuelle concernant ces activités ; La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ;

- De modifier la dénomination sociale de la société et de la remplacer par la dénomination sociale suivante : CASSAN CONSEIL PATRIMOINE à compter du même jour ;

- De transformer la société en société à responsabilité limitée unipersonnelle (SARL unipersonnelle), sans création d'une personne morale nouvelle et avec maintien de sa personnalité morale, à compter de ce jour.

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes : PRÉSIDENT : Monsieur Benjamin CASSAN, demeurant 4 rue Amédée Gambey - 10120 SAINT ANDRÉ LES VERGERS.

Radiation au R.C.S. de MARSEILLE et réimmatriculation au R.C.S. de TROYES.
M2605483

ALLIANCE
DES ARTISANS
TROYENS

Société par actions simplifiée
au capital de 500 Euros
Siège social :
17 rue de la Haute Charme
10000 TROYES
103 235 636 R.C.S. Troyes

Aux termes d'une délibération en date du 13/04/2026, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social aux activités de Menuiserie Ebénisterie, et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts. L'objet social sera désormais le suivant : Travaux d'installations thermiques (chauffage et climatisation) Travaux d'installations électriques, Menuiserie, ébénisterie.

Pour avis : Le président.

M2605620

In Extenso
ENTREPRENEZ L'AVENIR.

SARL UNIPISCINES

Transfert de siège social

Aux termes d'une décision en date du 18/05/2026, l'Associé Unique de la SARL UNIPISCINES au capital de 1 000 € et immatriculée au RCS TROYES n° 835 366 600, a décidé de transférer le siège social du 29 rue du Bois Gibault, 10800 ST JULIEN LES VILLAS au 130 route d'Auxerre 10120 ST ANDRE LES VERGERS à compter du 18/05/2026, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis, La Gérance

M2606034

GROUPEMENT
FORESTIER
DU BOIS
DE BEAUREGARD

GROUPEMENT FORESTIER DU BOIS DE BEAUREGARD Société civile au capital de 72 160 € Siège social : 19 rue du Maréchal Ferrant 10200 THIL 788 567 683 RCS Troyes Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 10 avril 2026, les associés ont décidé de nommer en qualité de co-gérants : - Monsieur Mickaël CUNY, demeurant 5 rue de la Gare 10500 Mathaux, - Monsieur Billy CUNY, demeurant 14 hameau de Boulandcourt 52220 Rives Dervoises, - Monsieur Nicolas CUNY, demeurant 8 rue du Château 52110 Trémilly, en remplacement de Monsieur Claude CUNY, gérant sortant, le tout à compter du 10 avril 2026. Modification sera faite au Registre du commerce et des sociétés de Troyes.
M2606103

MARBRERIE
TINET

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social :
32, Grande Rue
10500 Blaincourt-Sur-Aube
942 647 488 RCS Troyes

Aux termes de décisions en date du 15 mai 2026, l'associé unique a décidé de nommer en qualité de cogérant à compter de la même date : Monsieur Eric Pougin, demeurant 32, Grande Rue, 10500 Blaincourt-Sur-Aube.

Inscription modificative au RCS de Troyes.

Pour avis, La Gérance.

M2606155



SCI IMODENT

Société Civile Immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 27 rue des Cumines
10390 VERRIERES
RCS TROYES 807 553 177

Avis de modification

Aux termes du procès verbal de réunion de l'assemblée extraordinaire en date du 26 mars 2026, il a été décidé de transférer le siège social de la société à compter du 26 mars 2026, initialement fixé au 27 rue des Cumines 10390 VERRIERES, et du changement d'adresse personnelle du gérant, Monsieur Clément CALEGARI.

Le siège social de la Société se situe désormais au 1 route de maisons blanches 10800 BUCHERES.

Monsieur Clément CALEGARI demeure désormais au 2 bis rue Benjamin Desrust 10120 SAINT GERMAIN
L'inscription modificative de la société sera effectuée auprès du R.C.S. de TROYES

Le gérant

M2606157

COMPAGNIE
INTERNATIONALE
DE MALTERIE

SA au capital de 56417625 €
Siège social :
quai sarraill
10400 Avant-lès-Marcilly
419 345 228 RCS de Troyes

Aux termes de l'AGE en date du 16/04/2026 les associés ont décidé de transférer le siège social Quai Michel Soufflet 10400 Nogent-sur-Seine, à compter du 16/04/2026.

Mention au RCS de Troyes
M2606028

DISSOLUTION
DE SOCIETEO'PNEUS
SERVICES

SARL au capital de 3000 €
Siège social :
34 rte de mery
10170 Droupt-Sainte-Marie
803 231 992 RCS de Troyes

Aux termes de l'AGE en date du 30/04/2026 les associés ont décidé la dissolution et sa mise en liquidation amiable à compter du même jour, nommé liquidateur M. WITEK OLIVIER, demeurant 34 ROUTE DE MERY 10170 Droupt-Sainte-Marie, et fixé le siège de liquidation au siège social.

Mention au RCS de Troyes
M2605952

Etude de Maître
Caroline COURAILLON-ROUETTE
26 rue Saint Robert - 10340 LES RICEYS
Tél. : 03.25.29.30.34

SCI SANDY

Avis
de dissolution anticipée

Suivant acte reçu par Me Caroline COURAILLON-ROUETTE, notaire à LES RICEYS (10340), le 30 Avril 2026, contenant délibération de l'AGE des associés de la SCI SANDY, au capital de 152,45 €, dont le siège est à AIX VILLEMAUR PALIS (10190), 2 rue du Tournefou Palis, immatriculée au RCS de TROYES sous le n°424 184 372, il a été décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30 Avril 2026. M. Yves BRES, demeurant à ROYAN (17200), 26 Rue des Albatros, a été nommé liquidateur. Le siège de la liquidation et l'adresse de correspondance ont été fixés au domicile du liquidateur.

Mention en sera faite au RCS de TROYES.

Pour avis Le Notaire.

M2605975

CLOTURE

DE LIQUIDATION

Etude de Maître
Caroline COURAILLON-ROUETTE
26 rue Saint Robert - 10340 LES RICEYS
Tél. : 03.25.29.30.34

SCI SANDY

Suivant acte reçu par Me Caroline COURAILLON-ROUETTE, notaire à LES RICEYS (10340), le 30 Avril 2026, contenant délibération de l'AGE de la SCI SANDY, au capital de 152,45 €, dont le siège est à AIX VILLEMAUR PALIS (10190), 2 rue du Tournefou Palis, immatriculée au RCS de TROYES sous le n°424 184 372, la collectivité des associé a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur pour sa gestion, l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture de la liquidation à compter du 30 Avril 2026.

Le dépôt des comptes de la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TROYES (10).

Pour avis Le Notaire.

M2605976



M° COSSARD -
MARTIN - DAMAY
30 boulevard Victor Hugo, B.P. 704
10001 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.66.55

SCI INESNORA

Clôture de liquidation

Aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire sous seing privé en date à TROYES du 19 mars 2025, la SCI INESNORA (en liquidation), Société Civile au capital de 1.000,00 Euros, 17 rue Paul Dubois 10000 TROYES, RCS TROYES SIREN 448232090, Représentée par son liquidateur Monsieur Marc BRET, demeurant à MONTGUEUX (10300) 6 rue Léon Beaugrand, déclare que la liquidation de la société dont la dissolution a été publiée dans ce même journal a été clôturée le 19 mars 2025, suivant décision de la collectivité des associés après approbation du compte définitif et quitus de sa gestion.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la clôture de liquidation sera effectué au Greffe du Tribunal de TROYES (10).

Pour insertion : Le liquidateur.
M2606029

SAS FGNS

SAS au capital de 5200 euros
Siège social :
9 rue du Haut Chemin
10260 VAUDES
RCS TROYES B839 148 574

Par décision en date du 31 mars 2026 ; l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur ainsi qu'au directeur général, les a déchargé de leurs mandats, et prononce la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour
Radiation au RCS de TROYES
Pour avis et mention

M2606094

TRANSMISSION

UNIVERSELLE

DE PATRIMOINE



155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

AD10 GESTION

EURL au capital de 3 000 €
Siège social : 48 rue Lamartine
10420 LES NOES PRES TROYES
RCS de TROYES n°503 456 683

Avis de dissolution

Suivant décision en date du 18/05/2026, l'associé unique SOCIETE AUBOISE DU BATIEMENT, SAS au capital de 21 008 €, située au 48 Rue Lamartine 10420 LES NOES PRES TROYES immatriculée au RCS de TROYES sous le n°790 354 450 a décidé la dissolution sans liquidation de la société à compter du 18/05/2026, entraînant la transmission universelle de son patrimoine, conformément aux termes de l'article 1844-5, al. 3 du Code Civil. Les créanciers peuvent former opposition dans les 30 jours de la publication au Bulletin des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC) auprès du Tribunal de Commerce de TROYES
M2605760

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS



JONQUET-CHATON

11 rue Paul Dubois - 10000 TROYES

LES CABARETIERS

Suivant acte reçu par Maître Cécile de CLARENS-JONQUET, Notaire, de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée dénommée «JONQUET - CHATON, notaires associés», titulaire d'un Office Notarial ayant son siège à TROYES (Aube), 11, rue Paul Dubois, le 4 mai 2026, enregistré au SPFE de L'AUBE, le 7 mai 2026 référence 2026 N 467 a été cédé un fonds de commerce par : La Société dénommée LES COLLOCS, dont le siège est à TROYES (10000) 43 rue Molé, identifiée au SIREN sous le numéro 807 601 190 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TROYES. A : La Société dénommée LES CABARETIERS, dont le siège est à TROYES (10000) 43 rue Molé, identifiée au SIREN sous le numéro 103515854 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TROYES.

Désignation du fonds : BAR DE NUIT A THEME, PETITE RESTAURATION, EVENEMENTIEL sis à TROYES (10000), 43 Rue Molé, connu sous le nom commercial «LES CABARETIERS». La cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de QUATRE-VINGT-DIX MILLE EUROS (90 000,00 EUR), s'appliquant : aux éléments incorporels pour QUATRE-VINGT-HUIT MILLE NEUF CENT SOIXANTE-CINQ EUROS (88 965,00 EUR), au matériel pour MILLE TRENTE-CINQ EUROS (1 035,00 EUR). Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la publication de la cession au BODACC, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion Le notaire,
Maître Cécile
de CLARENS-JONQUET

M2605934



Société d'Avocats
10 boulevard Lundy - B.P. 2105
51074 REIMS CEDEX

Champagne
Cristian Senez /
Marion R.SCession de branche
complète et autonome
d'activité

Aux termes d'un acte sous seing privé signé le 4 mai 2026 enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de l'Aube le 7 mai 2026 sous les références dossier 2026 00010448 référence 1004P01 2026 A 00435. La société Champagne Cristian Senez, société à responsabilité limitée au capital de 3.000.000 €, ayant son siège social 6 grande Rue 10360 Fontette, identifiée sous le numéro 348 036 120 RCS Troyes, a cédé à la société Marion R.S, société par actions simplifiée au capital de 10.000 €, ayant son siège social 6 grande Rue 10360 Fontette, identifiée sous le numéro 915 390 926 RCS Troyes, la branche complète et autonome d'activité de négoce de vins de champagne exploitée 6 grande Rue 10360 Fontette ; Moyennant le prix de 1.011.450 euros et se ventilant comme suit : - aux éléments incorporels pour 600.000 euros - au matériel, outillage et agencements pour 411.450 euros Le transfert de propriété et l'entrée en jouissance de la branche d'activité ont été fixés au 1^{er} mai 2026. Les oppositions seront reçues par lettre recommandée avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire, dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales, au 6 grande Rue 10360 Fontette, pour la validité des oppositions et pour la correspondance à la société NOMDOS, société d'avocats, sise 10 bd Lundy BP 2105 51074 REIMS Cedex, désignée séquestre du prix de vente.

Pour avis.

M2606105

CHANGEMENT DE

REGIME MATRIMONIAL

EPOUX MIGETTE -
QUIGNARDEPOUX MIGETTE -
QUIGNARD

Monsieur Gilles Norbert MIGETTE, né à PARIS 12 le 29 juin 1948 et Madame Muriel Madeleine Marthe QUIGNARD née à PARIS 15 le 01 juillet 1955 demeurant ensemble à CHENNEGY (10190) 11 rue de la Cour, mariés initialement sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts, ont procédé à un changement de régime matrimonial afin d'adopter le régime de la communauté universelle avec attribution intégrale au conjoint survivant. L'acte a été reçu par Me Nicolas BRUNEAU, notaire à TROYES, le 19 mai 2026.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me Nicolas BRUNEAU, notaire à TROYES, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice. En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial auprès du juge aux affaires familiales du tribunal judiciaire compétent

Pour insertion conformément aux dispositions de l'article 1397 du Code civil

Me Nicolas BRUNEAU

M2606098

AVIS DIVERS



M° COSSARD -
MARTIN - DAMAY
30 boulevard Victor Hugo, B.P. 704
10001 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.66.55

M^{me} Agnès
DEGOISEZ

Par testament olographe du 16 février 2018, Madame Agnès Suzanne DEGOISEZ, en son vivant retraitée, demeurant à SAINT ANDRE LES VERGERS (10120) 11 rue Charles Denuet, née à PONT SAINTE MARIE (10150), le 30 novembre 1935, célibataire, décédée à TROYES (10000), le 9 octobre 2025, a institué trois légataires universels. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Maître Pascal COSSARD, Notaire à TROYES (10000), suivant procès-verbal en date du 06 janvier 2026, dont la copie authentique a été reçue par le greffe du Tribunal Judiciaire de TROYES.

Les oppositions pourront être formées dans le mois, auprès de Maître Pascal COSSARD, Notaire à TROYES (10000), 30 Boulevard Victor Hugo, chargé du règlement de la succession.

Pour avis et mention
Maître Pascal COSSARD

M2605966

ANNONCES LÉGALES

NIOT Angélique
DOTTI Virginie
COLLET Chloé

03.26.40.21.31

annoncelegale.pamb@forumeco.com

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aube

SUCCESSION

VACANTE

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de TROYES en date du 04/03/2026 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. DELOMPRE Jean-François décédé le 18/10/2022. Réf. 0218166006. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. M2606018

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de TROYES en date du 04/03/2026 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M^{me} DELOMPRE Françoise décédée le 19/04/2024. Réf. 0218166004. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. M2606019

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. MARMITTE Jean-Paul décédé le 08/05/2023 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218139474. M2606020

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. COUTURIER Michel décédé le 08/08/2018 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218143703. M2606021

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. BROCHOT David décédé le 23/05/2025 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218155876. M2606022

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} AUBERT Marie décédée le 24/07/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218145479. M2606023

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. CHOMAT Camille décédée le 05/10/2020 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218154320. M2606024

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} DA COSTA BARBOSA Maria décédée le 11/11/2020 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218154229. M2606025

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. GABR Abouelheir décédé le 21/03/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218155668. M2606026

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} AMALLER Armande décédée le 20/03/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218154318. M2606027

COMPTABILITÉ

DEPIERREUX Carole
03.26.08.38.27

compta.pamb@legalnet.org

Aisne

CONSTITUTION

DE SOCIETE



« SCI LA PADITH »

Constitution de société

Suivant acte reçu par Me Laurent LUTUN, notaire à FISMES, le 15 mai 2026, a été constituée la société civile dénommée «SCI LA PADITH», siège social : SOISSONS (02200), 6 rue de l'Hôpital.

Capital social : NEUF CENT CINQUANTE MILLE EUROS (950.000,00 €), divisé en 9500 parts sociales de CENT EUROS (100,00 €) chacune, numérotées de 1 à 9.500, Apports en nature : Evalué : 950.000,00 €.

Objet social : L'acquisition, la vente, la gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement.

Et la mise à disposition à titre gratuit au profit de ses membres ou de ses gérants, mais uniquement en contrepartie du versement par l'occupant des charges usufructuaires attachées à l'immeuble.

Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de SOISSONS.

Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.

Nommés premiers gérants de ladite société :

- Mademoiselle Eugénie Brigitte Marie PIOT, directrice de restaurant, demeurant à PARIS 18^{ème} arrondissement (75018), 15 rue Versigny.

- Monsieur Didier Thierry PIOT, agriculteur, demeurant à SOISSONS (02200), 6 rue de l'Hôpital.

- Madame Edith Marie GOMOT, sans profession, demeurant à SOISSONS (02200), 6 rue de l'Hôpital. M2605950

ROMA INVEST

Par ASSP en date du 26/03/2026 il a été constitué une SC à capital fixe dénommée : ROMA INVEST

Capital : 1 200,00 €

Objet social : L'organisation du patrimoine des associés afin d'en optimiser et d'en simplifier la gestion et en prévision d'une transmission éventuelle ; La protection de ce patrimoine des risques liés aux aléas de l'indivision ; La propriété, la mise en valeur, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement ; -de tous immeubles et droits immobiliers détenus en indivision, pleine propriété, nue - propriété ou usufruit, dont elle pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement, -de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des immeubles et droits immobiliers en question. La propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, droits sociaux ou tous autres titres détenus en indivision, pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, par 2 voie d'achat, d'échange, d'apport, de souscriptions de parts, d'actions, obligations et de tous titres ou droits sociaux en général ; La vente de ces mêmes biens pour autant toutefois qu'elle ne puisse être considérée comme un acte de commerce et ne porte pas en conséquence atteinte au caractère civil de la société ; et plus généralement, toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet et ne modifiant pas le caractère civil de la société

Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de Saint-quentin.

Siège social : 139 Rue Linez 02110 Becquigny.

Gérance : M. DEBUS ROMAIN demeurant 139 Rue Linez 02110 Becquigny M2605946

SELARL VETERINAIRE MAZEQUI

Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée au Capital Social de 2.000 Euros
Siège Social :
104 Rue de Neuve Maison
02500 HIRSON

Société : SELARL VETERINAIRE MAZEQUI

Forme : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée

Capital : DEUX MILLE Euros (2.000 €), divisé en MILLE (1000) parts sociales de DEUX Euros (2 €) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : 104 Rue de Neuve Maison 02500 HIRSON

Objet : La société a pour objet en France et à l'Étranger :

La Société a pour objet l'exercice de la profession de vétérinaire y compris la régulation téléphonique ; le conseil et l'expertise auprès des confrères et consœurs.

Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer.

Elle peut en outre accomplir toutes opérations civiles, mobilières, financières

ou immobilières, pouvant se rattacher directement à l'objet susvisé, ou en faciliter l'accomplissement. Ses opérations devant être exclusivement liées à l'exercice de la profession de vétérinaire.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Apports en numéraires : DEUX MILLE Euros (2.000 €)

Gérant : - Monsieur Corentin MAZAIRAC, demeurant à HIRSON (02500) 104 Rue de Neuve Maison
Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Saint-Quentin.

pour insertion, Monsieur Corentin MAZAIRAC Gérant. M2605957

MODIFICATION

DE STATUTS

HOTEL DES NATIONS

Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 3 000 euros
Siège social et siège de la liquidation : 48 avenue DU GENERAL DE GAULLE 02190 BERRY AU BAC 493410831 RCS SAINT QUENTIN

Suivant décisions de l'assemblée générale ordinaire du 15/05/2026, Madame Juliette BOCAHU demeurant Les Clarisses Bat B 11b avenue Roger Salengro 51430 TINQUEUX a été nommée liquidatrice, en remplacement de Madame Catherine BOCAHU, liquidatrice démissionnaire. Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de SAINT QUENTIN.

Pour avis, la gérance. M2606055



SFP CONSEILS ASSOCIES
Société d'Avocats
FORESTAS - DUBOIS
PERVERIE - DUBROCA
51 route de Royan
16710 SAINT YRIEIX/CHARENTE

« GEDAL »

Au sein de la société «GEDAL» SAS au capital de 21.343 €, siège social : 9 rue de Lorraine 02500 HIRSON (RCS SAINT-QUENTIN 328 286 851), en date du 09.04.2026, il a été mis fin au mandat de membre du comité de direction de la société d'Exploitation des Ets BEUVAIN et il a été pris acte en date du 07.05.2026 du rachat de 50 actions par la société et de leur annulation ; en conséquence le capital est réduit de 3.049 € pour être désormais fixé à 18.294 €. Les statuts ont été modifiés. M2606106

CLOTURE

DE LIQUIDATION

A2CR AGENCEMENT

SASU en liquidation au capital de 1 000 euros
Siège social :
131 rue des Sablons
02130 MAREUIL EN DOLE
849 847 264 RCS SOISSONS

Aux termes d'une décision en date du 31/12/2025, l'Associé Unique, a approuvé le compte définitif de liquidation, donné quitus au liquidateur, M. Rémy CARREIRA, demeurant 131 rue des Sablons 02130 MAREUIL EN DOLE, pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour. Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du tribunal de commerce de SOISSONS, en annexe au RCS et la Société sera radiée dudit registre. M2605992

AVIS

ADMINISTRATIF



COMMUNE DE BEAUTOR

Enquête publique - Modification simplifiée du PLU

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, le dossier relatif au projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de BEAUTOR sera mis à disposition du public du 20 mai au 21 juin 2026 inclus.

Le dossier pourra être consulté en mairie aux horaires habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la commune.

Le public pourra formuler ses observations par écrit sur le registre prévu à cet effet ou par courriel à l'adresse suivante : mairiedebeautor@mairie-beautor.fr M2605998

Matot Braine PETITES AFFICHES
L'HERODIMAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO CHAMPAGNE-ARDENNE

Rendez-vous sur
annonces.matot-braine.fr

Publiez vos **ANNONCES LÉGALES**
PARTOUT EN FRANCE en quelques clics,
avec devis et attestation de parution immédiats



Nouveauté. Le jeune constructeur espagnol ne craint pas de bousculer les us et coutumes automobiles classiques en proposant des nouveautés épicées au style exacerbé. Avec succès.

Cupra Raval : l'électrique extravertie



L'inédite Raval 100% électrique soigne son look.



Le noir domine à bord, éclairé par des touches de couleur et de multiples possibilités d'éclairage.

En quelques années à peine, Cupra, la marque satellite de Seat née en 2018, a réussi à sortir de l'anonymat et à se faire une place sur un marché automobile encombré. Il est vrai que chaque modèle Cupra se distingue par un design fort ne passant pas inaperçu. Les amateurs de discrétion iront voir ailleurs mais ceux qui apprécient un style décomplexé apprécient.

L'inédite Raval, le nom d'un quartier de Barcelone, ne fait pas exception. À la voir, bien malin celui qui saurait deviner qu'elle est la cousine catalane de la toute nouvelle ID. Polo avec laquelle elle partage l'essentiel de ses caractéristiques techniques.

Esthétiquement, aucun doute possible, la Raval appartient à la famille Cupra. Quand le constructeur parle de « design radical » à propos de sa dernière-née, on ne peut qu'acquiescer. On retrouve la face avec le nez de requin qui constitue une

des signatures du constructeur, les optiques Matrix LED, le logo version king size éclairé, l'impressionnant diffuseur arrière et les jantes en alliage au dessin sophistiqué de 17 à 19 pouces. La palette des couleurs proposées transcende les lignes exacerbées de la Raval, en particulier dans les finitions mates vert ou bronze ou encore avec la teinte irisée baptisée « plasma » évoluant au gré de la lumière. La citadine 100% électrique barcelonaise en met plein la vue.

Cette exubérance ibérique s'exprime de façon contrastée à bord à travers des ambiances différentes selon les quatre niveaux de finition. Si la dominante commune est noire, les variations jouent à la fois sur les habillages, les matériaux, les incrustations et les désormais inévitables et multiples jeux de lumière destinés à créer une ambiance personnalisée. De façon plus prosaïque, on note une double dalle numérique de

10,25 pouces derrière le volant pour les informations de conduite et un écran central de 12,9 pouces rassemblant les systèmes d'info-divertissement. À comparer avec la planche de bord de l'ID. Polo qui avec les mêmes ingrédients propose une tout autre interprétation.

TENDANCE SPORTIVE AFFIRMÉE

Le constat vaut également pour les caractéristiques techniques de la première citadine Cupra 100% électrique. Misant sur le dynamisme et la sportivité, la Raval propose un châssis abaissé de 15mm par rapport à la plate-forme commune à l'ensemble des modèles du Groupe VW et des voies élargies de 10 mm : ce n'est pas négligeable. Surtout si on y ajoute le « dynamic chassis control » et ses 15 niveaux de réglages. Sans oublier la fonction « e launch » promettant des démarrages automatiques percutants en mode course auto. Cupra y a ajouté des éclairages et

une ambiance sonore coordonnés « transformant chaque démarrage en un moment intense » dit le constructeur. Plus terre à terre mais important : le volume du coffre de 441l, identique à celui de sa cousine germanique, exceptionnel pour une voiture de seulement 4,05 m, constitue un atout pratique appréciable au quotidien.

La version VZ, la plus énervée, y ajoute un différentiel électronique autobloquant, des suspensions rigidifiées (5%), des roues de 19 pouces et la possibilité de déconnecter l'ESP. Avec, promet Cupra, le « go kart feeling », expression consacrée par Mini pour résumer d'une formule le comportement joueur des modèles de la marque anglo-germanique. Derrière la face agressive de la Raval, quatre propositions électriques : 85 kW (116 ch), 99 kW

(135 ch), 155 kW (211 ch) et 166 kW (226 ch), cette dernière réservée à la VZ est exclusive à la marque et renforce son image de citadine « caliente ». Les deux blocs les moins puissants reçoivent des batteries de 37 kWh autorisant une autonomie de l'ordre de 300 km avec la possibilité de passer de 10 % à 80 % de marge en 23 minutes sur des bornes rapides. La 221 ch pousse jusqu'à 450 km d'autonomie grâce à sa batterie de 52 kWh rechargeable en 24 minutes (10 / 80%) partagée avec la VZ qui concède 50km avant de passer par la borne.

La Cupra Raval s'affranchit du tarif plancher de l'ID Polo pour s'offrir partir de 25 995 €. Un petit millier d'euros supplémentaires justifié par des différences d'équipement.

DOMINIQUE MAREE

Alpine muscle son réseau

Pour faire face à l'accroissement significatif de ses ventes, lié à la commercialisation des Alpine A290 et A390, la marque multiplie ses panonceaux.

On ne passe pas de la diffusion limitée de l'exclusive Berlinette A110, réservée à une clientèle d'initiés et de passionnés, à celle d'un duo électrique destiné à un public beaucoup plus large, sans avoir l'impérieuse nécessité de multiplier les points de contact, selon la terminologie du constructeur, les *showrooms* pour se rapprocher des acheteurs potentiels et les indispensables services après-vente. D'autant

plus que la marque dieppoise affiche son ambition d'élargir encore davantage sa gamme dans un proche avenir.

Alpine a ouvert 41 nouveaux sites et compte désormais 85 points de ventes répartis sur l'ensemble du territoire français, premier pays pour la diffusion de la marque. Un réseau qui prend en charge la Berlinette et les deux nouveautés électriques, la récente berline A290 et le premier crossover A390 Alpine.

Toutes les régions françaises sont concernées par la densification du réseau de la marque.

Avec 85 enseignes réparties sur l'ensemble du territoire, Alpine dispose désormais d'un maillage susceptible de mieux faire face à son développement. En attendant la suite...

Et parce qu'Alpine est une marque suscitant les passions, notamment auprès de ceux qui n'ont pas toujours les moyens de

les acheter, des espaces dédiés au *merchandising* sont prévus. On pourra y trouver des vêtements aux couleurs du A fléché, des casquettes, des mugs ou encore des miniatures. De quoi faire vivre l'esprit Alpine.

Rappel : en 2025, Alpine a dépassé pour la première fois de son histoire de cap des 10 000 voitures produites (10 970) sur son site de Dieppe avec une croissance globale de plus de 145% et une aug-

mentation des ventes dépassant 89% sur le seul marché français. Des performances commerciales liées pour l'essentiel à la diffusion de l'A290 à plus de 8 000 unités. Au premier trimestre 2026, la marque a poursuivi sa progression (+55%) et vendu 3246 voitures, laissant augurer un nouveau record de production en fin d'exercice.

D.M.

Anne-Laure Brunaud. La Troyenne dirige le centre équestre de Menois depuis 20 ans.

Calme, en avant et droit !



Anne-Laure Brunaud, déjà 20 ans à la tête du centre équestre de Menois et toujours de l'avant.

La maxime de renom du général L'Hotte, écuyer du Cadre noir de Saumur, devenue la doctrine de l'équitation de tradition française, « *calme, en avant et droit* », colle à la peau d'Anne-Laure Brunaud. Elle, qui a été l'élève de Nicolas Sanson, de François Fontaine et de Jean-Jacques Boisson à l'école nationale d'équitation de Saumur, l'applique au quotidien avec les valeurs qui vont de pair. « *J'ignore ce que je ferai dans dix ans, mais je sais que je serai toujours entourée de chevaux* », confie-t-elle. Fille d'un père agriculteur, né à Paris mais qui a préféré la ferme de Lagesse à la tour Eiffel, Anne-Laure passe sa vie à cheval depuis toujours. « *Mon père faisait de l'élevage de chevaux, puis il s'est diversifié pour proposer de la pension pour chevaux et a créé un centre équestre poney club. Moi j'ai connu des chevaux toujours, je rentrais de l'école, je montais à poney. Je faisais de la compétition de sauts d'obstacles sur 1,20 m/1,25 m.* » Pour autant, ses parents lui demandent de passer son bac d'abord, ce que fait

Anne-Laure qui est en section littéraire, avant de s'inscrire au Haras du Pin à 18 ans pour passer son diplôme BEES1. « *C'est une passion et j'ai toujours voulu faire ça. À cette époque, nous pouvions uniquement prendre la discipline du complet pour l'examen au Haras du Pin. Elle comprend*

« *Se donner des objectifs et faire progresser le couple cavalier-cheval.* »

du dressage, du saut d'obstacles et du cross. » Anne-Laure s'occupe alors de deux chevaux qui lui sont confiés et du sien. Quand elle rentre, elle reprend la gestion du centre équestre de son père « *mais il est difficile de travailler en famille !* » Ainsi, elle décide de poursuivre sa formation. Elle passe une licence d'enseignement d'équitation à Angers avant de postuler à l'école de Saumur pour obtenir un BEES 2 d'instructeur. Elle fait partie des vingt candidats annuels admis par an après avoir

passé les tests d'entrée. « *Il n'y avait que cette structure et il ne formait qu'une vingtaine d'instructeurs par an.* »

UN CHALLENGE À 28 ANS

Quand elle rachète le centre équestre de Menois de Rouilly-Saint-Loup, en 2005, Anne-Laure Brunaud reprend sans doute le plus ancien centre équestre du département. Créé dans les années 1960, il est à 10 minutes de Troyes. Avec ses 20 chevaux et 80 licenciés. « *Maintenant, j'ai mûri, et j'ai acquis de l'expérience. Mais diriger un centre équestre, c'est difficile pour une femme, il faut faire ses preuves. C'est un métier physique avec beaucoup de travail manuel. Sur les terrains de concours, il y a beaucoup de coachs hommes. Les jeunes en compétition aiment aussi voir leur coach monter et moi j'ai arrêté la compétition quand j'ai eu mes enfants. À un moment, il est difficile de monter en concours et de diriger une structure, on ne peut pas tout faire.* »

Carrière, écurie, paddock, manège et, récemment, construction d'une nouvelle écurie de propriétaires : au fur et à mesure, à coup d'investissements réguliers, elle transforme, équipe et modernise le centre équestre pour le confort des animaux, celui des cavaliers et de son équipe. « *J'ai la chance d'avoir une équipe fidèle.* » Aujourd'hui, le centre équestre compte une soixantaine d'équidés et plus de 200 cavaliers de tous profils, de 3 ans à 70 ans.

« *Quand on est chef d'entreprise, la charge mentale est énorme. J'ai la responsabilité des animaux, des chevaux en pension, des cavaliers. Il est difficile de prendre du temps pour soi. Mais, avec l'expérience,*

les ressources, on les trouve. Puis, de toute façon, je ne me vois pas faire autre chose. » Alors, elle s'entoure de bonnes personnes, de moniteurs diplômés, dévoués au club depuis des années. Pour assurer une bonne gestion, Anne-Laure Brunaud diversifie les activités proposées au centre équestre. L'une de ses monitrices est formée à l'équi-handi et encadre les personnes en situation de handicap. Le centre équestre accueille aussi des groupes, des scolaires, des entreprises. Il organise des stages

pendant les vacances, travaille avec les centres aérés. Depuis cette année, Anne-Laure met les enfants de trois ans sur les shetlands ! Pour les 20 ans du club, l'identité du centre vient d'être revisitée, plus épurée et plus moderne. Un nouveau souffle qui fait aussi prendre du recul sur sa mission avec tant une idée du travail accompli que des pistes constantes de progression. La dirigeante travaille sur elle-même pour mieux exercer. « *J'aime former les couples cavalier et cheval à tous les niveaux, les faire évoluer et progresser, que ce soit un enfant avec son poney, un adulte avec son cheval ou un ado en compétition. Ce que j'aime, c'est le fait de se donner un objectif. Les nouvelles générations veulent vite se faire plaisir. Tout est dans l'instantanéité pour les jeunes, alors que l'équitation est un sport ingrat qui demande beaucoup de travail.* »

CONNAIS-TOI TOI-MÊME

Pour bien comprendre les autres, l'an dernier, Anne-Laure Brunaud retourne à la fac. Elle entreprend une formation et décroche son diplôme universitaire de coach en préparation mentale à l'université de Bourgogne. « *J'avais besoin de prendre confiance en moi et de mieux cerner les autres, leurs attentes, de mieux cerner le stress que peut ressentir un cavalier compétiteur. C'est savoir encourager quand il faut, c'est essayer d'avoir la bonne attitude en fonction de ce qui se passe en face.* » Née sous le signe de la Balance, elle avoue douter beaucoup et trancher difficilement. Elle poursuit aujourd'hui sa formation en coaching. « *J'ai appris que le doute fait partie de moi et qu'il faut que j'aie confiance en ce que je sais faire, en mes compétences, en mon*

expérience. » Anne-Laure assume, prend de l'aplomb et sa façon d'enseigner évolue. « *Je donne confiance à mes cavaliers. À partir du moment où on a confiance en soi, forcément pour accompagner quelqu'un, c'est plus facile.* » Compétitrice dans l'âme, elle relève les défis et deviendra prochainement conseillère prud'homale agricole déléguée par la CPME de l'Aube. « *C'est donner de soi, de son temps pour quelque chose qui me parle. Parce que le milieu agricole me parle : mon père est agriculteur, mon frère est agriculteur, j'ai grandi dans une ferme. C'est un milieu avec lequel j'ai des affinités. Puis je pense que ça va m'apporter des choses intellectuellement. Je pense être quelqu'un d'intègre, cette mission va me solliciter*

et m'apporter encore d'autres expériences humaines et intellectuelles », poursuit Anne-Laure, calme, en avant et droite.

MARIE BÉATRICE PADIRAC

2 octobre 1977
Naissance à Troyes.

1995/1997
BEES1 d'équitation option discipline complet au Haras du Pin.

2002/2003
BEES2 instructeur, ENE de Saumur.

2005
Achat du Centre équestre de Menois.

2025
Diplôme coaching et préparation mentale. Université de Bourgogne.

2026
(en septembre) Conseillère prud'homale secteur agricole pour la CPME.



Retrouvez tous nos portraits sur **matot-braine.fr**

